

III

LUDD CONTRE LES AMERICAINS

(Bellamy, Smyth, Veblen, Ford & Scott)

« Demandez à tout bon Français qui lit tous les jours son journal dans son estaminet ce qu'il entend par progrès, il répondra que c'est la vapeur, l'électricité et l'éclairage au gaz, miracles inconnus aux Romains, et que ces découvertes témoignent pleinement de notre supériorité sur les anciens, tant il s'est fait de ténèbres dans son malheureux cerveau et tant les choses de l'ordre spirituel s'y sont si bizarrement confondues ! Le pauvre homme est tellement américanisé par ses philosophes zoocrates et industriels qu'il a perdu la notion des différences qui caractérisent les phénomènes du monde physique et du monde moral, du naturel et du surnaturel. »

Charles Baudelaire, Sur l'exposition universelle de 1855

« La mécanique nous aura tellement américanisés, le progrès aura si bien atrophié en nous la partie spirituelle, que rien parmi les rêveries sanguinaires, sacrilèges ou antinaturelles des utopistes ne pourra être comparé à ses résultats positifs. Je demande à tout homme qui pense de me montrer ce qui subsiste de la vie. »

Charles Baudelaire, Ecrits intimes

« Sur son terrain propre, celui de l'économie politique, le mouvement socialiste des trente dernières années a méconnu la colossale importance de la technologie nouvelle qui, réalisant d'immenses progrès, a augmenté, dans des proportions colossales, la capacité de production de l'industrie tout en amoindrissant la main d'œuvre. La classe ouvrière, divisée en aristocratie et couches inférieures, a perdu son homogénéité ; la technologie en a voué une partie grandissante au chômage chronique et à la démoralisation ; les techniciens ont acquis dans la société une position stratégique de premier ordre. Il est tout à fait raisonnable de parler de la révolution industrielle du temps présent et de conclure que cette révolution bouleverse les proportions, les rapports, la condition des classes sociales. Sans doute est-ce de ce fait que des catégories sociales considérées par le marxisme classique comme secondaires par rapport au prolétariat et à la bourgeoisie, les classes moyennes renouvelées, ont joué dans l'histoire récente un rôle décisif : bureaucratie russe, fascisme, nazisme, fronts populaires. Une étude nouvelle de la technologie dans ses rapports avec la structure même de la société, s'impose. Elle révélerait probablement que l'affaiblissement des classes ouvrières par la technologie moderne a joué un rôle plus grand dans les défaites du socialisme européen que la myope modération du réformisme et le machiavélisme élémentaire du Komintern. »

Victor Serge. Masses, n°3, juin 1946

1 - 1888. Où l'on découvre *Looking Backward*, roman social et manifeste politique, l'un des plus grands best seller du XIX^e siècle. Où Edward Bellamy prophétise la société technocratique de l'an 2000, avec dix ans d'avance sur H.G. Wells et cent ans d'avance sur son temps. Où l'on assiste à la naissance d'un mouvement bellamyte, aux Etats-Unis et en Europe, matrice du mouvement technocratique. Où l'on voit le « nationaliste » Bellamy et « l'anarchiste » Kropotkine sympathiser dans la défense des mêmes causes.

La fin du premier chapitre (*Ludd contre Marx*. Ref...) résumait et analysait longuement *Le Dormeur se réveille*, un roman assez méconnu de H.G. Wells, publié en feuilleton, en 1898, en volume, en 1910, annonciateur des luttes de classes à venir entre prolétaires et technocrates. Le héros du livre de Bellamy, *Looking Backward*, paru dix ans plus tôt, en 1888 et traduit en français en 1891 sous le titre, *Cent ans après ou l'an 2000*, vit, comme celui de Wells, l'étrange aventure de s'éveiller d'un long et mystérieux sommeil, pour découvrir l'étonnant monde futur. Si Wells a plagié le canevas de Bellamy (ce que j'ignore), il fait de l'éveil de son dormeur un cauchemar dystopique au contraire du rêve utopique de Bellamy.

L'Américain comme l'Anglais voyaient l'avènement triomphal du capitalisme industriel- anglo-saxon- de leurs empires respectifs. Ils professaient tous deux des opinions progressistes et – sauf plus amples informations – il est impossible de dire pourquoi l'Anglais, Wells, a dénoncé l'émergence de la technocratie, comme nouvelle classe oppressive, liée au règne des machines, quand l'Américain Bellamy exaltait au contraire les perspectives d'abondance ouvertes par ces mêmes machines. À moins d'avoir recours aux stéréotypes culturels : le naïf optimisme de la jeune Amérique *versus* l'ironie pessimiste de la Vieille Angleterre ? Il y a plus de vrai que de faux dans les stéréotypes culturels qui représentent le stade spontané, rudimentaire et populaire de la sociologie. Mais quoi qu'en disent sociologues et militants de gauche, l'existence a beau précéder la conscience, les opinions des individus s'affranchissent souvent des déterminations socio-culturelles.

Edward Bellamy (1850 – 1898) avait entamé une carrière de journaliste, à New York, interrompue dès l'âge de vingt-cinq ans par les atteintes d'une tuberculose qui le tua à quarante-huit. Entre-temps, il trouva l'énergie de publier des romans, de se marier et même d'avoir des enfants. Oublié de tous, sauf de quelques historiens et militants, *Looking Backward* fut le plus grand succès de librairie du XIX^e siècle, aux Etats-Unis, derrière *La case de l'Oncle Tom*, de Harriet Beecher Stowe. Il s'en vendit 200 000 exemplaires en un an, ce qui dit quelque chose de l'esprit de *L'âge d'or* américain, l'âge des capitaines d'industrie, des barons du rail, des aciéries, du pétrole et de la fin de *la frontière* – du *Far West*. Qu'est-ce qui passionnait tant les lecteurs de *Looking Backward* qu'ils ne trouvaient ni chez d'autres auteurs, ni dans les autres livres du même auteur ? Le résumé de Wikipedia ne semble pas si prometteur.

À Boston en 2000, Julien West s'éveille d'un sommeil entamé en 1887. Le docteur Leete l'a déterré dans une pièce, en creusant le sol de sa maison. Celle de Julien avait brûlé. Sous l'affable guidance du docteur Leete, de son épouse et de leur fille Edith (*the human interest*), Julien découvre une société toute d'harmonie, de justice et de prospérité qui lui inspire de cruelles comparaisons avec sa propre époque de pauvreté et d'inégalité. M. Leete lui explique que le problème ouvrier a disparu avec le *service industriel* ; l'organisation du travail qui enrôle les travailleurs de 21 à 45 ans. Après quoi, ils sont à la retraite, comme dans la légion romaine. Les machines assurent la production, les opérateurs n'ont qu'à les surveiller et les entretenir. Cette révolution des moyens de production entraîne évidemment celle des rapports sociaux. L'avidité, la férocité, la défiance, l'insécurité et la folie relèvent du passé. L'argent est aboli. Les prisons ont laissé place aux hôpitaux. L'Etat approvisionne les citoyens à travers les magasins nationaux. Tout le monde jouit du même revenu, y compris les invalides (préfiguration du « revenu universel » réclamé par une kyrielle de benêts contemporains). Un conseil international règle les échanges commerciaux (l'Organisation mondiale du commerce ?), ce qui indique la déplorable persistance des frontières. Mais - innovation majeure - chacun est titulaire d'une carte de crédit à

la consommation, délivrée par la communauté industrielle, valide dans le monde entier, et *ça*, nous savons bien, nous autres, passagers mobiles d'« un monde qui bouge », grouillant de touristes, de migrants, d'*expats* et d'hommes d'affaire, ce que *ça* change. Aussi peu importe la persistance de frontières administratives dans un monde unifié par son mode de vie, de production et de consommation. La fin du roman nous apprend qu'il ne s'agit que d'un rêve de Julien West, mais nous connaissons les suites de ce rêve devenu réalité : l'enchaînement des consommateurs au règlement des traites, pour des objets de consommation sans cesse renouvelés ; l'euthanasie du mouvement ouvrier, révolutionnaire en paroles, syndicaliste en actes. C'est ainsi que l'insurrection se termine au supermarché, et en vols *charter*.

Outre des ventes fabuleuses, le livre de Bellamy eut la singulière fortune d'entraîner des effets politiques, importants et durables. Ce dont rêvent tous les écrivains *engagés*, mais qui les élude pour la simple raison qu'ils ne font jamais que *suivre* des idées émises par des instances politiques. *Looking Backward* est aussitôt republié en Angleterre par une maison d'édition militante, avec un index et un supplément résumant l'ouvrage, afin de l'étudier dans les cours du soir politiques.¹ Ce résumé, traduit par Annie Gouilleux, figure en annexe à la fin du chapitre. De quelle société à venir, *Looking Backward* est-il le manifeste ? En voici quelques aperçus.

« Ce qu'on appelle conflits sociaux ainsi que tous les problèmes issus de la division du travail et de ses conséquences ont été résolus grâce à l'alliance de la nation tout entière au sein d'un partenariat d'affaires généralisé, tous, hommes et femmes, étant des partenaires égaux. »

Chacun choisit son occupation en fonction de ses goûts et de ses aptitudes. Un système d'avantages et de désavantages matériels égalise l'attraction des différentes carrières afin de disposer partout du personnel nécessaire. En cas de surnombre, on choisit les plus compétents.

Les femmes ne travaillent qu'entre femmes et sous la direction d'autres femmes, afin d'échapper à la domination masculine. Elles ont, comme les infirmes qui souhaitent concourir au bien commun, des tâches adaptées à leurs caractéristiques physiques. Les enfants sont entretenus par la société nationale.

« Cela signifie que le devoir des citoyens envers l'industrie est établi sur la base même sur laquelle repose actuellement leur devoir envers l'armée. On considère de nos jours que les citoyens ont le devoir de se battre pour leur pays et l'on a donc jugé que c'était également leur devoir de travailler pour lui ; et l'on pense qu'il va de soi que pour être efficace, le travail, comme le combat, exige un système et une unité d'action. En fin de compte, on organise la nation en vue de la paix comme on l'organise en vue de la guerre. »

« En organisant l'industrie sur la base d'une obligation mutuelle entre le citoyen et la nation, entre la nation et le citoyen, le devoir a entièrement remplacé le contrat en tant que fondement de l'industrie et ciment de la nation. »

« Mais alors que le partage égal est la règle en ce qui concerne le rôle que chacun joue dans la production annuelle de la nation, les honneurs et les distinctions, les charges dues au rang et à l'autorité, dans l'industrie, dans l'armée et dans le gouvernement, sont accordés aux hommes et aux femmes selon leurs mérites respectifs et l'excellence de leurs réalisations, afin que les meilleurs puissent diriger et commander, et que l'espoir d'être comblé d'honneurs encourage tout un chacun à faire de son mieux. Par exemple, dans une communauté qui ne reconnaît aucune autre différence, un homme ne reçoit pas plus de pain, de viande et de vêtements parce qu'il travaille deux fois plus que son voisin, mais il y gagne infailliblement autorité et position supérieure, accompagnée du rang social correspondant. Quant à la règle qui régit l'égalité des parts entre tous les travailleurs, quelles que soient leurs aptitudes, elle n'est que l'extension de la règle qui fixe l'uniformité des salaires et que les syndicats actuels rendent pratiquement obligatoire dans les corps de métier particuliers. »

¹ Cf. *Looking Backward*, Edward Bellamy (William Reeves, 83 Charing Cross Road. 1888, London)

« On nous décrit la richesse de l'ensemble de la société de l'an 2000 comme étant très supérieure à ce qu'elle est actuellement. Ceci est dû en partie à la continuité du progrès scientifique pendant un siècle, qui a considérablement enrichi le monde actuel par rapport à celui du XVIII^e siècle. Cependant, on la doit également aux énormes gains positifs et aux économies négatives dans l'emploi de la force de travail qui résultent du remplacement de la lutte inefficace actuelle, qu'engendrent la planification gouvernementale et ses innombrables actions contradictoires et mutuellement destructrices, par des méthodes scientifiques d'organisation et d'unification du système industriel. »

Résumons le résumé. La société idéale de l'an 2000, suivant Bellamy, c'est une entreprise nationalisée, hiérarchisée, centralisée et dirigée en fonction des compétences, où chacun produit selon ses capacités et reçoit selon ses besoins qui sont les mêmes pour tous. Une société dont la prospérité croissante repose sur le progrès scientifique, la rationalité technique et l'essor des forces productives.

C'est en somme l'idéal affiché par le socialisme bureaucratique en URSS, dans tout le camp socialiste et jusque dans les banlieues satellites de France et d'Italie, par les partisans de l'économie planifiée et des nationalisations. Même si la réalité fut moins vertueuse que l'idéal, que ce soit sous le rapport de l'égalité des revenus, de la compétence des dirigeants ou de la dévotion civique des partenaires de la société nationale au bien commun.

Un mouvement bellamyte surgit spontanément dès l'automne 1888, porté par des « professionnels » des classes moyennes : enseignants, juristes, médecins, journalistes, pasteurs, souvent frottés de théosophie, mais toujours indemnes de la moindre notion d'anarchisme ou de socialisme. Le thème de la méritocratie sature *Looking Backward*. Les mots « mérite », « récompense », « habileté » et « talent » reviennent 49 fois dans la traduction française de Paul Rey. Pour ces intellectuels citoyens, ancrés dans la vieille tradition démocratique (cf. Tocqueville), l'idée de renverser le règne avilissant et corrompateur des *barons voleurs*, par une révolution non-violente, et de remédier aux maux sociaux (inégalités, pauvreté, chômage, etc.) en nationalisant l'industrie et en confiant sa gestion aux gens compétents – ingénieurs, techniciens, cadres- semble le bon sens même. Des « Clubs Nationalistes », ainsi qu'ils se nomment, se fondent à Boston, New York, Chicago et dans 162 villes, avec une forte prédominance – 65 clubs - en Californie : l'Amérique de l'Amérique. Bellamy, lui-même, après s'être défendu d'avoir écrit un manifeste politique, plonge dans l'action avec son propre journal, *The New Nation*. Il s'explique avec ingénuité, dans une lettre privée sur cette étiquette de « nationaliste ». Si la radicalité de ses opinions, dit-il, le rend « plus socialiste que les socialistes, lui n'a jamais eu l'estomac pour ce mot de socialiste ». Et d'abord c'est un mot étranger, dont toutes les suggestions semblent étrangères. « Pour l'Américain moyen, il pue le pétrole, évoque le drapeau rouge et toutes sortes de nouveautés sexuelles ; ainsi qu'un ton injurieux à l'égard de Dieu et de la religion, que nous, du moins dans ce pays, traitons avec respect. (...) Quoi que les réformateurs allemands et français choisissent de s'appeler, socialiste n'est pas un bon nom de parti pour réussir en Amérique. Aucun parti ne peut, ni ne devrait réussir qui ne soit totalement et ardemment américain et patriotique en esprit et en suggestions. »

Il reste non moins vrai, en retour, que, depuis 1945, nul parti dans l'Hexagone, n'a réussi, ni n'aurait pu réussir, en se proclamant « Parti Nationaliste », « totalement et ardemment français et patriotique ». Pour l'Hexagone moyen, éduqué dans « la honte de la France » et « l'ouverture à l'Autre », une telle déclaration ne pourrait que « rappeler les heures les plus sombres de notre histoire » et vaudrait engagement dans la Milice – n'en déplaise aux morts du Vercors et des Glières.

Le mouvement nationaliste connaît des hauts et des bas. Son mensuel, *The Nationalist*, circule à 9000 exemplaires. Il se rapproche des « populistes » du *People's Party* – encore un gros mot dans le vocabulaire de la gauche européenne. Aux Etats-Unis, il désigne alors, ingénument, un parti de défense du peuple (comme Robin des Bois), des fermiers surtout, de l'Ouest et du Sud, qui butent

à la fois sur les confins du continent et sur le mur d'argent des industriels et des banquiers. Il n'y a plus de *Far West*, la conquête est terminée sur la *West Coast*, aux rives du Pacifique. *The history of United States is a story of real estate*. Les populistes opèrent plutôt sur le flanc gauche du champ politique. Ici et là, ils s'allient avec des syndicats ouvriers et le Parti Démocrate. Eux aussi réclament la nationalisation des chemins de fer dont ils dépendent pour la vente de leurs produits, et celle du télégraphe. Mais ils refusent l'alliance avec les organisations noires et jamais n'affleure à leur conscience l'idée que leur éviction ne fait que répéter celle des tribus indiennes.

Les gros mangent les petits. Le Parti du Peuple absorbe les Clubs Nationalistes, le Parti Démocrate absorbe le Parti du Peuple. Bellamy arrête *The New Nation* en 1894 et revient à la littérature.

Wells et lui ne sont peut-être pas si éloignés l'un de l'autre. Le premier fera, dans les années vingt, un bout de route avec Staline et les communistes russes. Le second publie en 1897 la suite des aventures de Julien West, *Egalité*, un livre salué par Kropotkine, où apparaissent des causes promises à des succès inégaux : défense des femmes, de la nature, des animaux. Anarchistes et socialistes diffusent en tract, des années durant, aux Etats-Unis et en Europe, un chapitre d'*Egalité* intitulé *La Parabole du réservoir d'eau*. Bellamy y ramène tout le mécanisme du système capitaliste à celui du marché de l'eau (le réservoir) et explique comment les capitalistes s'étant emparé de toutes les ressources en eau, payent les porteurs d'eau, un sou le seau, pour remplir le réservoir, avant de le leur revendre deux sous le seau, quand ils ont soif. Le réservoir déborde cycliquement ; les patrons propriétaires débauchent les porteurs d'eau qui ne peuvent plus se payer à boire ; les maîtres de l'eau détruisent et gaspillent la ressource, arrosent leurs pelouses, se baignent dans leurs piscines, plutôt que de baisser le prix de l'eau : *Business is business*. Les porteurs d'eau crèvent de soif. Les maîtres leur font la charité de quelques gouttes, mais « elles sont très amères » et le peuple murmure. Les maîtres recrutent alors les plus costauds des porteurs et les arment en milice pour mater toute révolte. Quand le niveau du réservoir a suffisamment baissé, les maîtres de l'eau réembauchent les porteurs jusqu'à la prochaine crise de surproduction, aussi fatale que la pluie après le beau temps.

Après que porteurs et patrons ont éprouvé tous les faux prophètes, devins économistes et prêtres religieux, surviennent les *agitateurs* qui dévoilent au peuple les mystères de l'économie politique et l'appellent au soulèvement.

« Peuple stupide, combien de temps te laisseras-tu tromper par un mensonge et croiras-tu, pour ton malheur, ce qui n'est pas ? (...) Comment se fait-il que vous ne puissiez vous procurer de l'eau du réservoir ? N'est-ce pas parce que vous n'avez pas d'argent ? Et pourquoi n'avez-vous pas d'argent ? N'est-ce pas parce que vous ne recevez qu'un seul sou à chaque seau que vous portez au réservoir, qui est le Marché, mais que vous devez rendre deux sous pour chaque seau que vous retirez, pour que les capitalistes puissent toucher leur bénéfice ? Ne voyez-vous pas comment le réservoir doit ainsi nécessairement déborder, rempli à la mesure de ce dont vous manquez, abondé de votre manque ? Ne voyez-vous pas également que plus durement vous travaillerez, plus diligemment vous rechercherez et apporterez de l'eau, plus les choses iront de mal en pis et non de mieux en mieux, tout cela à cause du profit, et cela pour toujours ? »

Les prolétaires porteurs demandent alors aux agitateurs ce qu'ils doivent faire

« Et les agitateurs répondirent :

« Choisissez-vous des hommes modestes pour aller et venir devant vous, pour commander vos équipes et ordonner votre travail, et ces hommes seront comme l'étaient les capitalistes ; mais, attention, ils ne seront pas vos maîtres comme l'étaient les capitalistes, mais vos frères et vos officiers qui feront votre volonté, et ils ne prendront aucun profit, mais chaque homme aura sa part comme les autres, de sorte qu'il n'y ait plus de maîtres et de serviteurs parmi vous, mais seulement des frères. Et de temps en temps, quand vous le jugerez bon, vous choisirez d'autres hommes modestes, à la place des premiers, pour ordonner le travail. »

Le peuple fit comme les vrais prophètes lui avaient dit : une révolution. Il y eut un grand soir et beaucoup de lendemains radieux, « ... Et la bénédiction de Dieu s'étendit sur cette terre à jamais. »

J'avoue que je n'ai pas le cœur de rire de ces pieuses fadaises, ni des braves types qui les ont écrites, lues, répandues ; qui y ont cru pendant des décennies sans jamais soupçonner qu'une fois aux commandes, ces « hommes modestes » - aussi compétents que les capitalistes pour ordonner la production - ne lâcheraient plus leurs positions de pouvoir et de prestige. Qui n'ont jamais soupçonné que la nationalisation, l'étatisation, la propriété publique des moyens de production et d'échange, n'empêchaient nullement la persistance d'une classe dirigeante de *décideurs*, consciente d'elle-même et de ses intérêts collectifs, opprimant et exploitant les *exécutants*. De technocrates dominant *du simple fait de leur expertise* (ingénieurs, techniciens, cadres, scientifiques) la masse ignare des manards, et s'appropriant en indivision, sous forme de privilèges (nourriture, vêtements, logements, soins médicaux, voyages, villégiatures, etc.), le surplus autrefois capté sous formes de rentes, dividendes, bénéfices, etc.

Rarement un texte n'a montré avec autant de candeur l'interchangeabilité, la réversibilité, entre capitalistes de l'avoir et capitalistes du savoir - leur similitude proche de l'identité. La critique vulgaire, sous-marxiste, sous-anarchiste, ne voit jamais que *le richard* dans le chef d'entreprise, le détenteur paresseux du capital, incapable en dehors des intrigues financières. Loin de là, les entrepreneurs du XIX^e siècle – comme ceux des *start up* et des PMI aujourd'hui – sont souvent, et avant tout, *l'ingénieur de la boîte*. C'est même sur la base de cette compétence (outre les études de marché) que leurs banques et leurs associés leur fournissent le capital d'investissement. Cela va si bien de soi que l'Etat, les ministères, la Caisse des dépôts et consignations, l'Union européenne, les collectivités locales, les centres de recherche et les universités, multiplient aujourd'hui les fonds d'investissement pour soutenir la création et le développement des entreprises. Il n'y faut qu'un brevet, un certificat de propriété déposé ou acheté, sur telle ou telle innovation, le parrainage d'un professeur ou d'un homme d'affaire – mais ils ont désormais la double qualité- et le frais diplômé du MIT, de Polytechnique, d'une multitude d'écoles moins prestigieuses, peut *créer sa boîte et de la valeur*. C'est ainsi qu'Alphabet, la maison mère de Google surpasse aujourd'hui Apple, qui avait elle-même surpassé IBM, en termes de capitalisation boursière. Autant de méga-entreprises jouant un rôle écrasant dans la transformation emballée du monde contemporain, récemment créées et possédées par de jeunes ingénieurs ; non pas héritées de vieilles familles capitalistes.²

Les « hommes modestes », révolutionnaires professionnels ou professionnels révolutionnaires, n'ont pas fini de nous étonner.

Bellamy eut une postérité durable et diverse. Un *Bellamy Partij* naquit en 1927 aux Pays-Bas. Ses idées, ses romans, son nom ressurgirent dans les années trente aux Etats-Unis, parmi les références du mouvement technocratique – résurgence lui-même des Clubs Nationalistes : *Technical Alliance, Continental Committee on Technocracy, Technocracy Inc.*, etc.

2 - 1919. Où l'ingénieur William Smyth donne enfin son nom à la technocratie, distinguant ainsi une nouvelle classe sociale déjà vieille de plusieurs décennies et inaperçue du marxisme, comme de la sociologie. Proposition d'étendre l'économie de guerre au temps de paix et de faire des Etats-Unis une « démocratie industrielle rationalisée », sous la direction scientifique des technocrates compétents. Mobilisation totale et permanente en vue de la guerre économique internationale.

² Cf. *Sous le soleil de l'innovation, rien que du nouveau*, Pièces et main d'œuvre (Editions L'Echappée)

En cette année 1919, Paul Valéry débute son essai sur *La crise de l'esprit*, par la célèbre sentence : « *Nous autres, civilisations, nous savons maintenant que nous sommes mortelles.* » Cette conscience funèbre hante également, parmi bien d'autres, un certain William Henry Smyth, ingénieur et inventeur à Berkeley en Californie, membre de sociétés savantes telles que l'*American Economic Association* et la *Royal Economic Society of Great Britain*. Inquiet des fureurs de son temps, la guerre mondiale, la révolution bolchevique et ses répliques, l'agitation de l'*Industrial Workers of the World* (l'*IWW-ism*), M. Smyth médite sur l'évolution de l'espèce humaine, l'avenir de « *la race* » (blanche) et « *le conflit social* ». C'est l'après-guerre brutal et précipité, de *Manhattan Transfer*, de *42nd Parallel* et *1919*, décrit plus tard par Dos Passos. William Henry Smyth livre son *eurêka*, sa formule du gouvernement idéal dans une série d'articles pour le journal *Industrial Management* : la *technocratie*. Un néologisme et un système scientifico-politique qui préfigurent la « *machine à gouverner* » et la cybernétique de Wiener en 1948. Même paysage, l'écroulement du monde dans le chaos post-guerrier. Même issue de secours, la rationalité scientifique, impersonnelle et désintéressée.

Le feuillet de M. Smyth tient de la conférence du Rotary Club, du prêche au temple, de la harangue à la salle communale. Discours à la première personne, ronflant et fleuri, criblé de Majuscules pour Magnifier l'Envergure des Idées et des Termes employés, adresses aux lecteurs, répétitions pédagogiques, exemples personnels, images et expressions triviales. On parle bon sens à l'homme de la rue. De *Main Street*. Pour lui dire quoi ?

La plus grande leçon de la guerre, c'est qu'attendu un objectif national, clair et partagé, il ne faut qu'une Direction désintéressée et compétente pour atteindre cet objectif. Ce qu'ont montré ces deux années (1917-1918), durant lesquelles les Etats-Unis se sont transformés en machine de guerre. En réelle Nation Industrielle, organisée pour la première fois, rationnellement, par une Administration (*management*) Industrielle Nationale. La coordination de la Connaissance Scientifique, du Talent Technique, de la Compétence Pratique et de la Main d'œuvre de toute la communauté ont rendu possible cette Force Nationale Unifiée et l'accomplissement de son Objectif National Unifié. « *Pour cette expérience unique de la Démocratie Industrielle rationalisée, j'ai forgé le terme de « Technocratie ».*

Mais encore ?

Les processus industriels impliquent des compétences spécialisées et des formations techniques expertes, rendues effectives par une coordination intelligente.

« *L'exemple de la guerre*

Entre les hauts officiels du Bureau des Industries de Guerre (...) et les membres d'un « Club de Millionnaires » une faible différence était discernable.

Charles M. Schwab, le magnat de la finance, et Schwab, l'organisateur de la guerre, étaient la même personne.

Tous ces hommes apportaient à leur boulot social, national, exactement le même talent qu'ils avaient employé pour eux-mêmes, associalement et a-nationalement. Le travail qu'ils faisaient, leur fonctionnement immédiat, était le même qu'avant.

Mais quelle différence dans le résultat social !

Ils agissaient pour un objectif différent. C'est ce qui fait vraiment toute la différence. »

Une Démocratie Industrielle efficiente requiert, selon M. Smyth, la direction des possesseurs de ces formations techniques et compétences spécialisées. C'est-à-dire une Industrie Nationale dirigée par les Technologues. Une Nation de libres travailleurs, égaux socialement et scientifiquement organisés pour leur mutuel bénéfice et leur objectif unifié. Comme la ruche, la fourmilière, la termitière et tous les insectes sociaux – mais ces comparaisons ne sont pas de M. Smyth.

En revanche, il dit très bien qu'il faut lever et organiser une armée de Scientifiques, de Technologues, de compétences exceptionnelles. Une Direction Scientifique pour

l'accomplissement des Objectifs Nationaux. Et coiffer cette armée d'un Conseil National, une sélection de Scientifiques, de Directeurs et de Managers, au sommet de l'Administration Industrielle Nationale, afin de diriger la Démocratie Industrielle Rationalisée.

La Science Moderne, dit M. Smyth, la Science Expérimentale, née avec la vapeur et les machines de précision est la cause, la base et le pivot de cette ère d'inventions, Notre Âge Industriel. Impersonnelle comme la Nature, ni bonne ni mauvaise en soi, apte au pire et au meilleur, elle peut, sinon tout, toujours plus, au fur et à mesure de son expansion. Faut-il abandonner l'évolution de la Société et de la Nation au hasard et à l'irrationnel ? Ou l'Humanité doit-elle faire consciemment son histoire ?

Smyth pense comme Engels. La Science propulse l'avènement de la Technocratie, d'une humanité technicienne d'elle-même et du monde.

Tout est machine, selon M. Smyth (et beaucoup d'autres, de Descartes et La Mettrie, à Wiener et Moravec) : le Monde, la Nature, la Nation, la Société, l'Armée, l'Etat, la Cité, le Corps humain. Aussi mécanisés qu'un moteur à combustion ou un navire de guerre. – Le navire - autre lieu commun à Engels et Smyth.³ Tout conducteur de Ford T connaissant sur le bout des doigts les rouages de sa machine ne peut souhaiter qu'une chose : qu'elle tourne rond, petite machine dans la grande machine, et que nul détraquement, éruption de masses, révolution bolchevique, ne provoque de destruction sociale et mécanique. Le seul moyen de l'empêcher, c'est l'Evolution Sociale Dirigée vers un Objectif National : la Technocratie. Au socialisme scientifique qui hante l'air du temps, M. Smyth oppose un capitalisme scientifique. Les Ploutocrates, les Prédateurs Cupides et Rusés, les Financiers, ont leur fonction dans sa nouvelle machine sociale. Fournir le capital et tenir les comptes. Mais ils cèdent la primauté à la nouvelle classe dirigeante des Scientifiques, Ingénieurs, Techniciens, Cadres, Directeurs (*Managers*) – les Technocrates.

Quant aux masses laborieuses et grégaires, dont l'activité, l'expression et l'idéal se résument à l'effort musculaire, à la vie pratique immédiate, à la production et à la reproduction (comme dans 1984), M. Smyth note avec une regrettable pertinence qu'elles ne souhaitent pas l'abolition des Dirigeants, mais de bons Dirigeants. Des Dirigeants modernes, rationnels, qui régleront au mieux le fonctionnement de la machine sociale.

Autres facteurs favorables au projet technocratique : l'immensité, la richesse en matières premières et en terres agricoles des Etats-Unis, un Etat-Continent, « vide » dit M. Smyth – c'est-à-dire vidé de ses premiers habitants- bien situé et d'un seul tenant. La jeunesse et le dynamisme d'un peuple d'inventeurs, de scientifiques, d'ingénieurs, de techniciens, par opposition à la vieille Europe, surpeuplée, surexploitée, sur-dévastée. Les tendances récentes à la Centralisation du Gouvernement, à la Concentration des Richesses et à l'Unification des Industries Mécaniques.

Smyth s'arrête dans son projet de coordination et de rationalisation économique, juste où commencent les bolcheviques russes. Il ne formule pas le terme de planification centralisée autoritaire, même si l'idée est là. Bref, il s'agit de transformer l'économie de guerre exceptionnelle en guerre économique perpétuelle.

3 - Thorstein Veblen contre « le Système des prix ». Où l'auteur de la *Théorie de la classe de loisirs* appelle à la formation de « soviets de techniciens ». Son analyse dans *Les Ingénieurs et le système des prix*. Critique de l'incompétence capitaliste, du sabotage capitaliste, de la propriété absentéiste, des crises de surproduction. Éloge de « l'économie réelle » et dirigée, de la planification. Tout le pouvoir aux technocrates !

C'est en 1919 également que Thorstein Veblen (1857-1929) publie une série d'essais dans le *Dial*, rassemblés en 1921 sous le titre *The Engineers and the price system*⁴, et traduits cinquante ans plus tard en français avec un titre modifié, *Les Ingénieurs et le capitalisme*.⁵

³ cf. Engels *De l'autorité*

⁴ B.W. Huebsch, Inc.

⁵ Vrin, 1971

De Veblen, économiste et sociologue, on ne connaît en général que son premier livre, *Théorie de la classe de loisir* (publié en 1899 aux USA, en 1970, chez Gallimard), qui est en fait dérivée de la théorie mimétique (Aristote, Gabriel Tarde, Gustave Le Bon - et plus tard Freud, Elias Canetti, René Girard). L'attention et l'admiration d'autrui passant ici-bas pour le souverain bien, ou *prouvant* du moins que l'on est possesseur des souverains biens, puisque l'on est contemplé, envié, imité, l'homme riche et puissant étale ses richesses et sa puissance par sa *consommation ostentatoire*. Il flambe ; il en met plein la vue ; il s'ingénie à trouver des manières plus excentriques, *distinguées*, somptuaires, de gaspiller ses biens, aidé en cela par des conseillers avisés. Certes, le vaniteux prouve ainsi sa dépendance envers autrui, son regard et son opinion, mais cette dépendance lui échappe (ou l'indiffère) tant qu'il sert de modèle à la masse. Tant que sa consommation ostentatoire sert de modèle à la consommation de masse. L'imitation étant l'hommage le plus sincère envers le modèle imité.

La vanité dispose évidemment de toutes sortes de canaux d'expression, mais celui de la consommation a des conséquences économiques et sociales. Notamment quand les *filthy riches*, les salement riches, se multiplient.⁶ Quand l'homme de goût, l'homme riche et puissant, le *prescripteur de tendances*, jette son dévolu sur tel produit, tel service, etc., il les rend désirables. La demande bondit, le prix aussi. La production et le commerce doivent suivre. Des industries, des marchés, se créent ou s'effondrent. Il ne s'agit en fait que d'acheter « de la face », du *standing*. L'objet de consommation s'anéantit dans l'acte de consommation. Pour le même prix, le consommateur pourrait brûler son argent en place publique, comme certains rois de l'Antiquité et les Indiens de la côte Ouest brûlaient leurs trésors (potlatch). Il pourrait faire du mécénat ou de l'évergétisme, de la dépense pour la cité - mais la mode s'en est perdue. L'objet ou le service consommés servent à la fois de prétexte et de quittance pour le consommateur : *Il en a eu pour son argent. Le spectacle de sa dépense* est une opération publicitaire. Cette dépense enviable n'est pas une simple gifle à la pauvreté du grand nombre, mais aussi un investissement judicieux. Elle prouve qu'*on a les moyens*, et comme *on ne prête qu'aux riches*, elle renforce ainsi son crédit. Il est moins stupide pour un milliardaire de payer 60 millions de dollars un homard en acier poli de Jeff Koons (qui plus est, défiscalisés) que de jeter cet argent, sous l'oeil des caméras, dans le feu d'un barbecue.

Dans les années 70, le personnel universitaire faisait carrière en pourfendant le capitalisme. Sans doute, est-ce pourquoi *The Engineers and the price system* devint *Les Ingénieurs et le capitalisme* ; le mot était plus vendeur. Cependant, ce n'est pas au capitalisme en soi que s'en prend Thorstein Veblen, mais au « *propriétaire absentéiste* » - par analogie avec les propriétaires terriens qui laissaient le soin de leurs domaines à leurs fermiers et régisseurs. Il dénonce l'actionnaire passif, le capital financier, les spéculateurs des banques et des fonds d'investissement. Il défend ce que les syndicats et les derniers porte-voix de la gauche ont nommé voici quelques années « *l'économie réelle* », l'industrie, les entreprises, les producteurs contre les vampires spéculatifs. Les ingénieurs - et non les ouvriers- représentant pour lui, la vraie classe productive, intelligente, compétente, disciplinée. La seule capable d'arracher le pouvoir aux « *propriétaires absentéistes* » ; d'entraîner la classe ouvrière à sa suite et de faire ce qu'elle fait déjà ; organiser et diriger la production. Elle est en somme l'équivalent du prolétariat marxiste-léniniste, une avant-garde virtuelle de professionnels révolutionnaires.

Dans son premier chapitre, Veblen disserte sur la nature et les usages du sabotage. Il remonte au sens français du mot et à l'histoire de cette « *tactique de résistance passive* ». Le sabotage, dit-il, vient du mot sabot, ce lourd soulier de bois qui force son porteur à *traîner des pieds*. Le sabotage n'est pas d'abord le fait de détruire machines ou produits, explique-t-il, mais d'en faire le moins possible. Il s'agit selon la définition de l'IWW (Industrial Workers of the World), d'un « *retrait conscient de l'efficienc*e ». Les hommes d'affaires se livrent au sabotage autant et plus que les ouvriers, ainsi le *lock-out* répond à la grève qui est du sabotage avant la lettre. Mais surtout, *ils*

⁶ Cf. Hervé Kempf, *Comment les riches détruisent la planète*

sabotent la production afin de maintenir la rareté et le prix des produits. Il ne s'agit pas de produire au mieux des ressources et des besoins des consommateurs, *mais en fonction du marché et de ses capacités d'achat.* L'intérêt du propriétaire absentéiste, paresseux et jouisseur n'est pas d'investir son argent dans l'innovation, les nouvelles machines, l'embauche de personnel, l'intensification et l'extension de la production. L'abondance l'obligerait à écraser les prix de vente au bénéfice des pauvres et du peuple, sans avantage pour lui. « *Un profit raisonnable, en pratique, signifie toujours le plus large profit possible.* » Aussi, dans les périodes de « *surproduction* » voit-on les capitalistes détruire les produits, industriels ou agricoles, afin de maintenir les cours, plutôt que de vendre à vil prix. Ou bien ils sabotent la production (licenciements, chômage partiel, ralentissement d'activité, grève de l'investissement). A ce premier type de sabotage s'ajoute le gaspillage conscient des capitaux – dans le marketing et la publicité par exemple –, des matières premières, des forces humaines, des équipements sous-utilisés et des produits finis qui relèvent de l'anarchie générale du système des prix. Marx avait déjà théorisé sur les crises de surproduction et l'anarchie capitaliste dont les gâchis et l'irrationalité ont toujours scandalisé les producteurs eux-mêmes, ouvriers et ingénieurs. C'est là-dessus que Veblen fonde sa critique du « sabotage », de la « propriété absentéiste » et son apologie de la technocratie.

En fait, dit-il, si le pays prospère, c'est en dépit des entrepreneurs et grâce aux technologues qui s'ingénient à produire et à innover malgré leurs actionnaires et financiers. Contrairement à William Henry Smyth, il ne reconnaît pas même aux *businessmen* le mérite d'avoir mis en place une économie de guerre efficace durant le conflit. Ils n'ont fait que le minimum, l'évident, l'inévitable, aux dépens de « *l'homme du commun* » qui « *a gagné la guerre et perdu son gagne-pain* ». L'augmentation de la production, des forces productives et des capacités industrielles, dit Veblen, est due avant tout aux progrès de la technologie depuis 150 ans (c'est-à-dire depuis l'invention de la machine à vapeur en 1750). Elle résulte de la science et de l'expérience accumulées qui sont des possessions communes, en indivision, de l'humanité. Sa colère froide et caustique envers les hommes d'affaires – et les bureaucrates de l'administration qui adoptent leurs méthodes et servent leurs intérêts – se conjugue avec un pro-bolchevisme naïf et sentimental. L'exemple type du sabotage gouvernemental, c'est pour lui le tarif douanier qui pénalise les importations et permet aux entrepreneurs nationaux de maintenir leurs profits aux dépens des consommateurs. Il aime les révolutionnaires russes pour la rouge terreur qu'ils inspirent aux capitalistes américains. Il les admire de combattre depuis deux ans les armées blanches et les corps expéditionnaires étrangers dans des conditions épouvantables. Il fait l'éloge de l'économie dirigée, centralisée, rationalisée, planifiée. Il note cependant que cette résistance économique serait impossible si la Russie était déjà un Etat industriel avancé. C'est au contraire parce qu'elle est un vaste pays agricole, épars et arriéré, que les Russes peuvent encore produire de quoi se nourrir et tenir.

Veblen ne blâme pas les pionniers de la révolution industrielle, les industriels proprement dits, dessinateurs, bâtisseurs de fabriques, de moulins, de moteurs et de machines-outils. Il s'en prend aux *managers*, aux financiers apparus avec le développement de l'industrie. La croissance de l'entreprise entraîne un renforcement de la division du travail entre les ingénieurs, absorbés dans le détail de la production quotidienne et les commerciaux et financiers en charge de la stratégie générale. Quand la taille des entreprises et du secteur industriel atteint des dimensions nationales et internationales, au stade des *trusts*, la subordination des ingénieurs à l'état-major financier devient totale. Veblen émet une critique économique et non pas morale. Il méprise les *businessmen* en tant que profiteurs, tout en reconnaissant qu'ils n'ont pas le choix. La tâche des « *experts en prix, profits et manœuvres financières* » est d'obéir au système, de s'aligner tacitement ou par des ententes secrètes, sur les prix de la concurrence, afin de maintenir leurs profits et leurs parts de marché, sous peine de faillite.

Cependant, malgré le sabotage des « *capitaines de finance* », l'innovation technologique s'accélère avec la croissance des entreprises et de l'industrie. Elle requiert des compétences toujours plus pointues – qui échappent aux profanes et aux financiers. Ces derniers ignorent

toujours plus les besoins de la production, en investissements, en machines, en locaux, en organisation, etc. Quant aux technologistes, ils s'irritent toujours plus de l'incompétence, du sabotage et du pouvoir des financiers. L'appareil industriel fonctionne, dit Veblen, parce qu'il n'a pas atteint un stade d'intrication et d'intégration qui rendrait intolérable tout « dysfonctionnement ». Parce que les ingénieurs ne cessent de pallier par leurs ingéniosités, l'incurie et l'incompétence des *managers*. Les technologistes, c'est le personnel de la société industrielle. C'est-à-dire que le bien-être de la société dépend de leur contrôle et de leur compétence. Les financiers les emploient par obligation, parce qu'ils en ont besoin pour faire de l'argent, mais ils le font à contrecoeur. Les technologistes, selon Veblen, commencent à développer « *une conscience de classe* » et à s'indigner du gaspillage, de la pagaille, de la mauvaise gestion de l'industrie par les financiers et les propriétaires absentéistes. Et ils se demandent ce qu'ils pourraient y faire. Leur domaine, le rôle de l'ingénieur rompu à « *la logique têtue de la technologie* », c'est « *la performance tangible* » et non pas le boniment ni les prestidigitations de la finance. Ce « *corps de spécialistes technologistes* » se découvre le gardien du bien-être de la société et la direction du système industriel. Moins nombreux et plus homogènes que les membres de la classe ouvrière, ils sont en outre leurs officiers et meneurs dans la bataille quotidienne de la production. Ils ne représentent pas un pour cent du personnel industriel, mais une grève générale des spécialistes des technologies écroulerait vite le vieil ordre des saboteurs de la finance et de la propriété absentéiste. Le pourront-ils ? Le voudront-ils ?

L'Histoire, selon Veblen (qui « marxise » quelque peu), enseigne qu'aucune révolution ne peut réussir, à moins de répondre aux exigences matérielles de la situation qui la provoque. Aucun renversement de l'ordre établi en Amérique n'est possible, à moins d'être entrepris par une organisation assez compétente pour s'emparer de l'ensemble de la production industrielle, et pour la gérer de manière plus efficace que ses anciens possédants. Veblen passe en revue les forces ouvrières. L'American Federation of Labor ? Intégrée au système des prix et tout juste bonne à marchander, non à produire. Les *wobblies* de l'IWW (Industrial Workers of the World), qui effraient tant les autorités ? Des chasseurs de chimères derrière le drapeau rouge, de volubiles bavards aux étranges langages, trop inorganisés pour diriger un appareil industriel de haute technologie. Une provocation pourrait bien sûr déclencher des émeutes, mais sans stratégie révolutionnaire, pas de révolution, dit Veblen, qui maintenant « léninise », en référence au soulèvement avorté de 1905, en Russie. Et cette stratégie, dans une société moderne et industrielle, ne peut se définir qu'en termes d'organisation technique et de *management* industriel. Toute révolution, au XX^e siècle ne peut être qu'industrielle – de même que toute contre-révolution. Veblen a sa propre version des « rapports de production » entravant « le développement des forces productives » au point de rendre la révolution inévitable. Pour lui, ce sont les intérêts et les méthodes de *management* du *business*, production et distribution, qui contrarient le développement technologique et le bien-être de la société. Même si, bien sûr, à la date où il écrit (septembre 1919), le système n'a pas atteint le point de rupture. Et tant que les conditions n'auront pas mûri, la classe révolutionnaire (les technologistes) ne pourra pas s'emparer de l'Etat industriel et le faire fonctionner pour le bien de tous. Parmi les facteurs de révolution, Veblen note la contradiction d'intérêt entre « *la population de base qui travaille pour gagner sa vie* », et « *la communauté des affaires qui fait des affaires pour le compte des propriétaires absents* ». Une contradiction vouée à s'élargir et à fournir ses troupes à l'avant-garde technologique des professionnels révolutionnaires. Si la production industrielle était gérée par des techniciens compétents en vue d'une production maximale de biens et de services, au lieu de l'être par des hommes d'affaires ignorants, uniquement soucieux du profit maximal, nul doute que la production serait multipliée par plusieurs centaines de pour cent. Et les prix divisés d'autant. Veblen décrit une administration industrielle suivant un « *plan* », « *un schéma vaste et équilibré d'administration technologique.* » « *Un genre d'industrie moderne – mécanisé, spécialisé, standardisé* », « *hautement productif* ». Les conditions techniques de cette industrie productive devenant de plus en plus exigeantes avec chaque avancée des « *arts industriels* », elles drainent toujours plus, et de façon toujours plus urgente, « *les sources naturelles de l'énergie*

mécanique », les matières premières de tous les pays, « en dépit de l'obstruction des frontières nationales et des animosités patriotiques ; car la technologie mécanique est impersonnelle, dépassionnée, et son but est très simplement de servir les besoins humains (...) » C'est-à-dire que la technologie est « sans frontière » comme on dit puis. Elle est globalisante ; qu'il s'agisse des réseaux de transport et de communication, des marchandises et des hommes, des flux financiers et des pollutions radioactives. La circulation accélérée du capital et de ses effets est d'abord un fait technologique et n'est possible que grâce à la technologie. Elle culmine aujourd'hui avec Internet et les porte-conteneurs, vecteurs de la mondialisation emballée. L'implacable conséquence de cet emballage circulaire c'est la destruction de tout particularisme local et la production d'une population uniforme sous le trompe-l'œil des différences superficielles. Une population de consommateurs interchangeables gérée par la technocratie mondialisée aux commandes de l'appareil technologique global. Du reste, on peut dire de cette technocratie à peu près tout ce que Marx disait de la bourgeoisie et de ses accomplissements révolutionnaires grandioses, dans *Le Manifeste du Parti communiste*. L'opposition que dresse Veblen entre les financiers et les technologues est surévaluée. Elle relève surtout d'une contradiction entre l'impatience des hommes d'action et la lenteur des processus, sous l'influence placide des « propriétaires absents ». L'alliage des deux classes au sein de la technocratie est indissoluble. Elles vivent en symbiose, entre elles, et avec le *Système technicien* (cf. Jacques Ellul, 1977).

Comme tous les progressistes de son temps, Veblen voit dans les technosciences un pur et simple moyen de combattre la pénurie des siècles passés qu'il attribue aux faiblesses productives plutôt qu'aux systèmes sociaux. Il est cependant assez lucide pour voir que « la Révolution Industrielle », ainsi désignée avec des majuscules, a entraîné un bouleversement économique, sociologique, politique, qui met « les peuples civilisés » à la merci du nouveau mode de production et de cette nouvelle classe technologique, seule capable de diriger l'appareil industriel. Dès lors, dit-il, la question de la révolution en Amérique, ou dans tout pays industriel avancé, se résume en pratique à : que fera la guilde des techniciens ? « Et donc les chances d'un quelconque Soviet en Amérique, ne peuvent être que les chances d'un Soviet de Techniciens. » Hélas, formés, payés, commandés par « les Intérêts Acquis », les techniciens, ingénieurs et experts industriels ont constitué jusqu'ici une espèce inoffensive et docile, heureuse de se plonger dans les rouages de la machinerie quotidienne et de recevoir sa pâtée en échange. La conscience des technologues, confinés par expérience aux murs de leur « boîte » et aux besoins pratiques d'une production particulière, peut-elle s'élargir à l'ensemble de la production industrielle et nationale ? Pourraient-ils s'organiser à l'échelle continentale – à l'échelle internationale- afin d'exproprier les « propriétaires absents » et de prendre en charge l'économie générale ? Veblen examine la question dans son dernier chapitre intitulé « Un mémorandum sur la faisabilité d'un soviet de techniciens ».

Les conditions d'une telle entreprise requièrent de mûres délibérations parmi les techniciens les plus compétents. Il y faut la coopération intelligente de milliers de spécialistes dans tout le pays et dans toutes les branches industrielles. Il faut mailler, noyauter l'ensemble des forces industrielles, mettre sur pied une organisation couvrant les secteurs de l'énergie, des matières premières et de la main d'œuvre, recruter le soutien agressif du personnel qualifié dans les transports, les mines et la grande industrie. Voilà, en bref, la version veblenienne du parti de professionnels révolutionnaires. Il n'envisage pas d'insurrection ni de lutte armée. Les « propriétaires absents » et « les Intérêts Acquis » devraient selon lui abdiquer, certes de mauvais gré, devant une situation échappant à leur contrôle. À moins que « les Gardiens de l'ordre établi » n'aient recours aux armes et aux drapeaux, tout devrait se passer de la façon la plus simple et banale. Il suffit d'une loi pour abolir « la propriété absente », destituer un régime nocif au bien commun et le reste s'ensuivra. C'est à la propriété absente que Veblen s'attaque, non pas à la propriété privée. Pour lui, la propriété collective sous forme de société constituée *ad hoc* est inévitablement absente, et donc proscrite. Il ne critique pas la propriété d'un atelier par l'artisan qui y travaille, ni

celle d'une maison par la famille qui l'habite, mais *les revenus passifs*. Ceux des propriétaires et actionnaires qui touchent loyers, rentes et dividendes. Veblen ne précise pas qui restera propriétaire des grands moyens de production et d'échange ; il ne parle pas d'étatisation, de fédération ni de coopératives. Il ne dit pas, « l'usine à celui qui y travaille », « l'industrie au personnel industriel », ni « à la Nation », ni même « au Peuple ». Soit la chose va sans dire, soit il ne veut pas la dire. Il semble qu'il n'y ait pas plus de propriété des usines, des barrages, des chemins de fer dans son soviétisme technicien, qu'il n'y avait jadis de propriété des bois, des terres ni des rivières : simplement des usagers. Un Eden rousseauiste peuplé de bons sauvages où les fruits étaient à tous, et la terre à personne. Propriétaires ou non, les chasseurs-cueilleurs pratiquaient une « gestion » plus ou moins collective et avisée, de leur milieu. Certains y ont longtemps vécu et d'autres ont disparu, après l'avoir dévasté. Il est possible que certains individus au sein du clan primitif aient eu, pour toutes sortes de raisons, plus d'autorité que les autres sur la gestion collective du milieu (les vieux, les chasseurs, le shaman ?). La division du travail et la gestion d'une usine particulière, ou de l'appareil industriel, en l'absence de propriété privée, font des technocrates et de la technocratie les propriétaires *de facto*, en indivision, des grands moyens de production et d'échanges. L'appareil industriel s'autonomise de la société qu'il domine, d'où il tire ses ressources et où il trouve ses récipiendaires. L'appareil industriel n'est en fait que l'autre nom de l'Etat industriel, avec sa classe dirigeante (la technocratie administrative, productive, militaire, etc.), et ses exécutants, la « base » ouvrière et employée. La technocratie ne peut évidemment gérer l'Etat et l'appareil industriels qu'au mieux de ses intérêts propres et aux dépens des autres. Et son intérêt premier, c'est la croissance de l'appareil industriel, de ses structures, de ses procédures, de sa puissance.

À ce pouvoir industriel, Veblen donne le nom de « *directorat* », qui devait sembler pour lui, en 1919, le sens et la fonction du Soviet suprême. Naturellement, les pouvoirs et devoirs du futur « *directorat* » seront principalement d'ordre technologique ; d'autant que le bien-être matériel de la communauté constituerait le but de cette prise de contrôle du système industriel par un *management* plus compétent. Il en serait de même dans le cas improbable où les partisans du vieil ordre établi organiseraient une opposition armée, puisque les opérations de guerre – y compris la logistique –, relèvent désormais de la technologie. Veblen ne le dit pas, mais je le redis, moi, une fois de plus : la technologie est la poursuite de la guerre totale, par tous les moyens technologiques. Et sachant que la guerre était elle-même la poursuite de la politique – nationale ou internationale - par d'autres moyens, il s'ensuit que guerre totale et techno-totalitarisme sont à peu près synonymes. Mais on y reviendra.

Il s'agit, dit Veblen, d'instaurer un « *Régime du travail* » gouverné par les techniciens. Lesquels effectuent déjà la véritable gestion du système industriel. Ce sont eux qui représentent la communauté et ses intérêts dans le système industriel. C'est à eux qu'il appartient de recenser les ressources disponibles, machines, équipements ; de mettre en pratique les connaissances technologiques indispensables à la production industrielle et aux besoins de la communauté en biens de consommation. Il leur revient de planifier et de diriger le travail en exerçant une « *surveillance créative* ». Les soviets de techniciens prendront le pouvoir dès qu'ils s'accorderont pour le faire, et il ne leur faudra pour cela, que quelques semaines de grève et d'action. Cette prise de pouvoir éclair rappelle les *Dix jours qui ébranlèrent le monde*, le reportage de John Reed sur le coup d'Etat de 1917. Ces soviets de techniciens maîtrisent naturellement la technique de la prise de pouvoir.⁷

Le nouvel ordre industriel étant destiné à corriger les défauts de l'ancien, les pouvoirs et devoirs du nouveau *Directorat* consisteront pour l'essentiel à en finir avec les gaspillages pour attribuer à chaque industrie les ressources nécessaires en énergie, équipement, matières premières, main d'œuvre, etc. Il aura donc la haute main sur le système de transport, ce qui permettra également d'allouer les biens et provisions aux centres de consommation. Pour des raisons d'« *efficience* »,

⁷ cf. Malaparte, *Technique du coup d'Etat*, 1931 ; Trotski. *Histoire de la révolution russe*, 1932

le « *Directorat central* » devrait être de taille réduite, et former un « *conseil exécutif* » comprenant des *Ingénieurs des Ressources* et des représentants compétents des systèmes de transport et de distribution. Ce conseil exécutif travaillerait en consultation avec les représentants qualifiés des différentes branches industrielles et avec toute la ramification des comités et sous-comités locaux. Ainsi, aucun équipement, ni personnel ne restera inemployé. Le *Directorat* disposera à la fois d'un service exécutif, les *Ingénieurs de Production* et d'un service de conseil et de planification, les *Economistes de Production*. C'est que la guerre a montré quels types d'hommes et d'organisation devaient diriger l'industrie en vue d'une production maximale. Des hommes et une organisation voués à « *la performance tangible* ». Il se pourrait que le gros de la population, éduqué sous la domination et dans le respect des *businessmen*, s'insurge contre cette prétention des techniciens aux responsabilités. Le public les percevant quelque peu comme une fraternité fantastique de cinglés hyper spécialisés, un point de vue souvent partagé par les techniciens eux-mêmes. Aussi « *les Intérêts Acquis* » ne devraient pas s'alarmer dans l'immédiat. Cependant, toute faction envisageant un tel mouvement devrait s'y préparer suivant deux axes : 1) Une enquête sur les conditions existantes, les voies et les moyens disponibles. 2) L'édification d'un organigramme d'organisation pratique et le recensement du personnel disponible. Soit en langage léniniste, « *l'analyse concrète de la situation concrète* ». Et ce travail d'enquête et d'analyse devrait s'accompagner de réflexions et délibérations parmi les membres du groupe en question, ainsi que de consultations auprès de technologues extérieurs, mieux au fait des moyens disponibles, et prêts à se lancer dans une aventure sans récompense garantie.

4. Raymond Aron enterre Veblen. L'économiste libéral étend la critique de la bourgeoisie capitaliste (occidentale) à la bourgeoisie bureaucratique (soviétique). Plus lucide que Veblen et bénéficiant d'un demi-siècle de recul, il se défie du technocratisme et de « la pensée issue des machines ».

Raymond Aron rend hommage à Veblen dans sa préface à la *Théorie de la classe de loisir – Avez-vous lu Veblen ?* (Gallimard, 1970) – avec son mélange habituel de probité courtoise et de condescendance professorale.

« Veblen qui aurait vu dans la crise de 1929, survenue quelques années après sa mort (NDR, en fait l'année de sa mort), la confirmation de ses analyses, dans les agressions allemande et japonaise l'accomplissement de ses prévisions, aurait été déçu par les deux régimes les plus typiques de notre époque, celui de l'Union soviétique et celui des Etats-Unis. Dans l'un comme dans l'autre, il aurait retrouvé l'inégalité et l'injustice, l'enrichissement sans cause, le pullulement des profiteurs, la subordination des producteurs aux spéculateurs ; la disparition du système des prix en Union soviétique laisse la place non aux soviets d'ingénieurs mais à une autre classe privilégiée qui, elle aussi, dans la mesure où elle en a les moyens, cherche à symboliser la réussite et le privilège par l'étalage des signes extérieurs de l'argent. Le veau d'or n'a pas accompagné dans la tombe la propriété privée des instruments de production. (...)

Ce que Veblen détestait dans le capitalisme américain, c'était la propriété mobilière, le propriétaire absent, le marchand de biens, les spéculateurs immobiliers, les *Yankees* qui, installés sur place avant les immigrants, avaient édifié leur fortune sans mettre la main à la pâte, en achetant et revendant non des réalités mais des abstractions et, avant tout, la suprême abstraction, l'argent. La mobilisation sous forme d'actions, de tout le capital, agricole ou industriel, voilà ce que le fils du fermier du Middle West avait connu, voilà l'ennemi qu'il avait rencontré et qu'il ne cessa de combattre jusqu'à la fin de sa vie. (...)

La référence à l'évolutionnisme, le refus de l'utilitarisme fournissent les instruments théoriques : pourtant, la critique de l'économie politique, Veblen ne l'a pas d'abord *pensée* en lisant les classiques et les marginalistes, il l'a *éprouvée*, vécue, au spectacle de la contradiction entre le travail sans profit et le profit sans travail, entre le fermier pauvre qui peine sur la terre et le

marchand de biens qui achète et vend les abstractions, sans mettre la main à la pâte. Les ouvriers d'industrie, les salariés ne figurent pas les exploités par excellence : tous les travailleurs des champs et des usines, du haut en bas de l'échelle, ingénieurs et techniciens compris, subissent la domination des hommes d'argent, des financiers qui règnent sur la société et accumulent une fortune que ne justifie aucune participation à la production ou à l'enrichissement de la collectivité. (...)

Tel me semble le sens de la critique veblénienne de l'économie politique, critique profonde, quelles que soient les insuffisances de l'élaboration conceptuelle. Je la résumerais volontiers par des formules telles que celles-ci : en une civilisation dominée et enrichie par l'industrie, les capitalistes – financiers ou spéculateurs - sont rois. Ou encore : le capitalisme est un régime qui prospère par l'industrie pour la plus grande gloire et richesse des non-industriels. Ou encore : la richesse vient de l'industrie et les hommes d'argent l'accaparent.

Critique de l'économie politique d'inspiration sociologique, qui ne comporte peut-être pas de mise en forme théorique (au sens où les économistes prennent le mot théorie), critique à coup sûr datée, pertinente à l'égard du capitalisme sauvage, spéculatif de l'Amérique entre 1880 et 1900, mais qui garde une pertinence particulière à l'égard de n'importe quelle économie de marché. Dès lors que le capital, au sens matériel du terme, la terre et les machines, comporte une mobilisation permanente en valeurs mobilières ou marchandes, il y a place pour des profits sans travail, pour des enrichissements par spéculation, pour des financiers qui achètent et vendent des titres abstraits de propriété sur les biens de production.

Le fils de paysan norvégien retrouverait l'équivalent du contraste entre les marchands de terre et les paysans dans le contraste entre le travail industriel et la suprématie des vendeurs, même si les grandes entreprises ne dépendent plus des banques. Il demeure vrai, en un certain sens, que la société industrielle, sous sa forme capitaliste, soumet le producteur au commerçant. Mais Veblen ne s'est jamais demandé ou, du moins, il n'a jamais précisé qui déterminerait la répartition des ressources, qui assurerait l'allocation optimale des moyens de production le jour où le marché, avec ses abus inévitables, ses financiers et ses spéculateurs, serait chassé du temple. Il a évoqué les soviets d'ingénieurs, il a manifesté quelque sympathie pour la révolution soviétique à ses débuts. Les Soviets ne survivent qu'en nom : la réalité s'en est perdue depuis longtemps. (...)

On a baptisé la philosophie de l'histoire, esquissée par Veblen, d'interprétation *économique* ou *technique*. Jugement qui me paraît partiellement vrai. La technique, les « arts industriels », les outils disponibles, les moyens de production, tout l'appareil à l'aide duquel s'exerce l'instinct artisan crée ce qu'il y a de nouveau, d'original, de valable dans la civilisation. Il est vrai, également, que l'industrie, selon Veblen, transforme progressivement les manières de penser. L'ouvrier, le contremaître, l'ingénieur ne peuvent produire selon les lois de la science et les impératifs des machines sans acquérir progressivement une mentalité étrangère aux superstitions, aux mythes, à l'univers abstrait de l'argent, aux traditions dynastiques. Sur cette ligne, l'humanité irait vers le règne du travail pacifique et de la pensée scientifique. Par instants, Veblen suggère la quasi-fatalité ou, du moins, la probabilité d'un aboutissement conforme à la nature la plus profonde de l'homme. (...)

Le surplus, la plus-value que s'attribuent les capitalistes ne résulte pas du mécanisme de la production, de l'achat de la force de travail à sa valeur marchande, valeur inférieure à la quantité de valeur qu'elle produit, elle résulte de la manipulation du système des prix par les « propriétaires » ou du prélèvement, par ces derniers, du produit additionnel dont le mérite revient non à eux-mêmes mais au savoir et au savoir-faire collectif, à l'amélioration des procédés technologiques. La critique se présente en termes tout à la fois économiques et moraux. Veblen tient pour évident que les capitalistes « sabotent » la production, qu'ils réduisent le volume de celle-ci au-dessous du niveau accessible afin d'accroître leurs profits. Il ne se lasse pas de montrer – par illustrations peut-être et non par démonstration - que les financiers, en trafiquant des titres de propriété, par le recours au crédit et par l'émission de valeurs mobilières, échafaudent des édifices de papier, voués quelque jour à l'écroulement puisqu'ils reposent sur des fictions. En attendant, ils prélèvent sur les authentiques producteurs une dîme exorbitante, ils maintiennent les

salaires bas et ils gonflent leurs profits. Ils freinent l'amélioration du sort de tous que permet le progrès de la technique, à seule fin d'accumuler les richesses et d'en jouir en les étalant aux yeux de tous. (...)

L'optimisme à long terme de Veblen ne dispose, semble-t-il, en dernière analyse, que de deux arguments, aussi fragiles l'un que l'autre : l'homme serait, en son être ultime, pacifique plutôt que prédateur, le progrès de la science et de la technique répandrait, à travers toutes les classes de la société, une manière de penser, une discipline d'action et de réflexion incompatibles avec les jeux de la politique, les ambitions de conquête, les superstitions patriotiques ou religieuses.

Le premier argument reste, dans la meilleure hypothèse, indémontrable, à supposer qu'il constitue une proposition susceptible de vérité ou de fausseté. (...)

Quant au deuxième argument, la transformation de la manière de penser par la discipline des machines, le voici, en une expression caractéristique, dans le style de Veblen lui-même.

"Le processus machiniste n'offre aucun aperçu des problèmes du bien et du mal, du mérite ou du démérite, si ce n'est en fait de causation matérielle ; ni des fondements ou des puissances contraignantes de la loi et de l'ordre, si ce n'est cette loi et cet ordre qui s'appliquent mécaniquement et que l'on peut exprimer en pression, température, vitesse, limites élastiques, etc. La technologie machiniste ne connaît pas des règles convenues de la préséance ; elle ne sait rien des bonnes manières ni de l'éducation, et n'a que faire des attributs de la dignité. Son mode de connaissance et de déduction se fonde sur les lois de la causation matérielle, et non pas sur celles de la coutume immémoriale, de l'authenticité, du décret autoritaire. Son assise métaphysique, c'est la loi de cause et d'effet, laquelle, dans l'esprit de ses adeptes, a remplacé jusqu'à la loi de raison suffisante. Il renie toute une série de vérités convenues ou d'institutions héritées, une série très étendue, on peut même dire universelle. C'est à peine s'il s'accorde mieux avec les vérités plus récentes dont le XVIII^e siècle a fait ses conventions, celles des droits naturels, de la liberté naturelle, de la religion naturelle, qu'avec les normes plus anciennes du vrai, du beau et du bon qu'elles ont remplacées. Ici l'anthropomorphisme, quel que soit son déguisement, n'a ni utilité ni puissance..." (cf. *The Theory of Business Enterprise*)

Soit, répondra le lecteur. La pensée issue des machines, en termes de causes et d'effets, ignore les conventions juridiques, le droit naturel, la liberté naturelle, la religion naturelle. Elle refuse l'anthropomorphisme, les raisonnements à partir de postulats universels, favorables au conservatisme. Mais quelle sorte d'économie, de politique, d'idéologie, répondra aux exigences de la pensée mécanicienne ? L'homme ne vit pas seulement de travail et de pensée mécanicienne. À renvoyer aux instincts prédateurs, à la mentalité archaïque, tout ou presque de ce qui détache du mécanisme industriel, Veblen accule finalement au choix entre la résignation à la comédie humaine et la confiance, plutôt passive qu'active, dans le progrès à long terme du travail pacifique. À moins qu'écartant la philosophie évolutionniste, il ne tire de la critique l'indication des réformes possibles qui, toutes, s'inspireraient de la prééminence de l'industrie sur les affaires dans l'intérêt même des affaires, guettées par les crises et par l'écroulement des pyramides de crédits. (...)

Certes, les articles écrits au lendemain de la révolution de 1917, le mépris à peine dissimulé à l'égard des syndicats ouvriers ou des paysans, pris dans le même système des affaires, des compromis, des profits partagés que les bourgeois et les capitalistes, les allusions aux soviets d'ingénieurs fournissent des arguments à la « gauche veblénienne », qui viserait à liquider par la force le règne de l'argent. La critique du monde des affaires peut inspirer également des réformes qui modifieraient progressivement le rapport des forces entre ingénieurs et commerçants, propriétaires fictifs (*absentee ownership*) et producteurs.

L'économiste, l'historien inclinent à condamner l'antithèse veblénienne – celle du capitaliste et du producteur – puisqu'en fait la régulation pécuniaire (ou monétaire) des entreprises apparaît, à la lumière de l'expérience, aussi bien occidentale que soviétique, la condition de rendement ; la planification soviétique n'a pas trouvé le substitut à la comptabilité monétaire pour assurer

l'allocation rationnelle des ressources. Le profit devient le critère du succès, aussi bien industriel que commercial, la mesure du surplus que permet l'accroissement de la productivité, due à l'organisation ou au progrès technique. Dans l'économie industrielle, efficacité industrielle et régulation pécuniaire, que Veblen opposait, exaltant l'une et vitupérant silencieusement l'autre, se commandent l'une l'autre et ne se séparent plus.

Faut-il conclure que la critique de Veblen se fonde sur une antithèse que l'histoire postérieure a vidée de sa signification ? Personnellement, je n'en crois rien. La puissance de ceux qui dirigent les grandes industries constitue toujours une cible, peut-être la cible favorite des radicaux, de ceux qui, outre-atlantique, tiennent la place des socialistes en Europe. De plus et surtout, le contraste entre la rationalité industrielle et la compétition commerciale, entre l'existence médiocre du travailleur aux mains sales et la fortune de ceux qui ne manient que des symboles, des titres abstraits de propriété, contraste que la civilisation américaine accentue jusqu'à la caricature, caractérise en profondeur le type de société que l'on a pris l'habitude d'appeler industrielle. Les sociétés que domine la production, rationalisée par la science, offrent ainsi à une minorité de multiples occasions *to get something from nothing*, de tirer quelque chose de rien, de faire fortune sans contribuer à la fortune collective. En dernière analyse, deux images de la société peuvent inspirer la protestation socialiste : ou les ouvriers exploités par le patronat, ou les producteurs exploités par tous les non-travailleurs, possesseurs des moyens de production (propriété mobilière et propriété immobilière) : spéculateurs, financiers, commerçants. Ces deux images se recourent partiellement ; le chef d'industrie figure l'ennemi dans l'une et l'autre représentation, en tant qu'exploiteur ou en tant que spéculateur ; propriétaire dans l'un et l'autre cas. Mais dès lors que le dirigeant ne se confond plus avec le propriétaire et que le niveau de vie de l'ouvrier s'élève, les deux représentations tendent à se dissocier, voire à s'opposer ; l'ouvrier cesse d'apparaître comme le damné de la terre ; par l'intermédiaire des syndicats, il s'intègre à l'entreprise et à la société. La version marxiste du socialisme perd une partie de sa force convaincante. La version économiste, ou techniciste, ou veblénienne ne dépérit pas : tous les producteurs, du haut en bas de l'échelle, deviennent les victimes des hommes d'affaires, de loi, d'argent, de Bourse, de publicité. Le saint-simonisme du XX^e siècle naît : il pourrait se réclamer aussi de Veblen. »

Anti-marxiste et anti-libéral (au sens économique), Veblen rejoint communistes et libéraux au Parti du Progrès et de la Production, suivant le triptyque établi : percées scientifiques, applications technologiques, production industrielle.

5 - Où John Dos Passos fait l'éloge funèbre de Veblen dans *La Grosse galette*, le troisième volume de sa trilogie *U.S.A.*, qui raconte l'histoire des Etats-Unis, de l'Age d'or à la Grande crise.

Que devint Veblen ?

John Dos Passos nous le conte, sept ans après sa mort, dans « *L'Amer breuvage* », une séquence de *La Grosse galette*.

« Veblen,

un vieil homme au teint gris, à la démarche traînante, oscillant d'un air rancunier à son bureau, la joue dans la main, dévidant dans un flot presque inaudible de phrases sarcastiques et complexes la corde logique et inévitable des réalités terre à terre avec lesquelles une société finira par se pendre,

disséquant le siècle avec un scalpel si acéré, si comique, si précis que neuf fois sur dix les professeurs et les étudiants ne se doutaient même pas de son existence, et que les magnats, les orateurs respectés qui ne vendent que du vent et les beaux parleurs acclamés n'ont jamais su qu'il existait.

Veblen

Posait trop de questions, souffrait d'une incapacité constitutive à dire oui.

Socrate posait des questions, et une nuit, au premier chant du coq, but jusqu'au bout l'amer breuvage,

Mais Veblen

le dégusta à petites gorgées tout au long d'une vie passée dans l'atmosphère étouffante des classes, la poussière des bibliothèques, l'odeur de renfermé des petits appartements qu'un pauvre pédagogue peut s'offrir. Il lutta contre le conformisme, la pédanterie, la routine, les tire-au-flanc derrière leur bureau, les exécuteurs, les recteurs, les larbins adipeux des hommes d'affaires au pouvoir, toutes les grasses sinécures réservées aux béni-oui-oui, mais n'eut jamais assez d'argent, tous ses espoirs de réussite se virent frustrés. Oui, Veblen but l'amer breuvage. (...)

Ce fut durant ces années-là qu'il rédigea l'essentiel de son œuvre, essayant ses idées sur ses élèves, écrivant lentement la nuit à l'encre violette avec une plume de son invention. Chaque fois qu'il publiait un livre il lui fallait déposer une caution chez l'éditeur. Dans *La Théorie de l'entreprise, L'Instinct du travail soigné, Les droits acquis et l'homme du commun*,

Il établit un nouveau schéma montrant une société dominée par le capital monopolisé, esquissa ironiquement

le sabotage de la production par les affaires,

le sabotage de la vie par le besoin aveugle de bénéfices financiers,

mit en lumière l'alternative suivante : une société en état de guerre étranglée par les bureaux des monopoles, poussée par la loi des rendements décroissants à moudre l'individu de plus en plus fin pour en tirer le maximum de profits ;

ou une société fondée sur le bon sens terre à terre, réglée sur les besoins des hommes et femmes qui travaillent, et sur les possibilités infinies de paix et d'abondance qu'offrent les progrès de la technologie.

C'étaient les années des discours de Debs, de l'extension des syndicats, du discours des IWW sur la démocratie industrielle : Veblen gardait encore l'espoir que la classe ouvrière prendrait un jour en main l'appareil de la production avant que les monopoles n'aient plongé à nouveau dans les ténèbres les nations occidentales.

La guerre trancha : sous le couvert de la phraséologie de Woodrow Wilson, les monopoles s'effondrèrent. La démocratie américaine fut anéantie.

La guerre fournit en tout cas à Veblen l'occasion de s'évader de l'étouffante serre de la vie académique. On lui proposa un poste au ministère du Ravitaillement, il envoya au département de la Marine un projet pour capturer les sous-marins en traînant de grands filets de câbles en acier rigide. (En attendant le gouvernement trouvait ses livres assez déconcertants. L'administration des postes interdit les envois de *L'Allemagne impériale et la révolution industrielle* tandis que les propagandistes s'en servaient pour attiser la haine des Huns au sein de la population. Des enseignants dénoncèrent *La Nature de la paix* tandis que les experts de Washington en extrayaient des phrases pour étoffer les propos trompeurs et brumeux de Wilson.)

Thorstein Veblen écrivit deux rapports pour le compte du ministère du Ravitaillement : dans l'un il préconisait de satisfaire aux revendications des IWW comme une mesure de guerre et de se concilier les travailleurs au lieu de matraquer et de coffrer tous leurs militants honnêtes ; dans l'autre il soulignait que le ministère du Ravitaillement était une escroquerie d'hommes d'affaires et n'avait cure d'organiser au mieux le pays en vue de l'accroissement de la production. Il suggérait que pour poursuivre efficacement la guerre, le gouvernement devait se substituer aux intermédiaires en fournissant directement aux fermiers les produits manufacturés en échange de leurs produits bruts ;

Mais ce n'était pas du tout en coupant l'herbe sous les pieds des hommes d'affaires que l'administration envisageait de sauvegarder la démocratie universelle,

Aussi Veblen dut-il démissionner du ministère du Ravitaillement.

Il signa la protestation contre le procès des cent un wobblies de Chicago.

Après l'armistice il alla à New York. En dépit de l'oppression des années de guerre, il y soufflait un air plus frais. En Russie la grande tourmente de la révolte avait éclaté, et soufflait vers l'Ouest ; dans ces violentes bourrasques venues du monde nouveau qui se levait à l'Est les masses saturées de guerre commençaient à voir clair. À Versailles, alliés et ennemis, magnats, généraux et politiciens serviles se réfugièrent derrière les volets, à l'abri de l'orage, de la nouveauté, de l'espoir. Dans l'illumination d'un éclair, on put clairement entrevoir, l'espace d'une seconde, de quoi la guerre avait été faite, et ce que serait la paix.

En Amérique, en Europe, les vieillards avaient gagné. Dans leurs bureaux les banquiers poussèrent un soupir de satisfaction, les vieilles dames endiamantées de la classe de loisir retournèrent poinçonner leurs coupons dans le silence raffiné des salles de coffres-forts,

Les derniers souffles d'ozone de la révolte s'étaient évanoués

Au cours des discussions chuchotées dans les bars clandestins.

Veblen écrivit pour le *Dial*,

donna des conférences à la Nouvelle Ecole de recherches sociales.

Il espérait toujours que les ingénieurs, les techniciens, les non-profiteurs, qui avaient les mains sur le pupitre de contrôle, reprendraient la lutte là où la classe ouvrière avait échoué. Il aida à former l'Alliance Technique. Son dernier espoir fut la grève générale en Angleterre.

Il n'y avait donc aucun groupe d'hommes assez audacieux pour prendre en charge la magnifique machine avant que les spéculateurs aveugles et leurs larbins dans les bureaux ne l'eussent irrémédiablement démolie

Et avec elle les espoirs de quatre cents ans ?

Personne n'allait aux conférences de Veblen à la Nouvelle Ecole.

Chaque fois qu'un de ses articles paraissait dans le *Dial*, les ventes baissaient.

Le retour à la normale, l'ère nouvelle commençaient avec Harding ;

Veblen lui-même réussit un petit coup à la Bourse.

C'était un vieil homme solitaire.

Sa seconde femme avait dû entrer dans un sanatorium, atteinte du délire de la persécution.

Il ne semblait pas y avoir place pour un homme sans maître.

Veblen retourna à Palo Alto

Vivre dans sa cabane parmi les collines aux tons fauves et observer de l'extérieur les derniers efforts d'accaparement du système du profit qui, ainsi qu'il le dit un jour, sombrait dans les délires systématisés de la démence précoce.

C'est là qu'il acheva sa traduction de la *Laxdaelasaga*.

C'était un vieil homme. Il était très seul. Il laissait les rats des bois prendre ce que bon leur semblait dans son garde-manger. Un putois qui rôdait autour de la cabane était si apprivoisé qu'il venait se frotter contre les jambes de Veblen comme un chat.

Il raconta à un ami que, dans le silence qui l'entourait, il entendait parfois les voix de sa jeunesse lui parler de la Norvège aussi distinctement que dans la ferme du Minnesota où il avait été élevé. Ses amis trouvaient de plus en plus pénible de lui parler, de plus en plus difficile de l'intéresser à quoi que ce fût. Il déclinait. Les dernières gorgées de l'amer breuvage.

Il mourut le 3 août 1929.

Parmi ses papiers on trouva une note au crayon :

C'est également mon désir, après ma mort, d'être incinéré, si cela se peut, aussi rapidement et aussi économiquement que possible, sans prière ou cérémonie d'aucune sorte ; que mes cendres soient dispersées dans la mer ou dans quelque grande rivière allant à la mer ; qu'aucune pierre tombale, dalle, épitaphe, effigie, plaque, inscription ou monument de quelque nature que ce soit,

ne soient élevés à ma mémoire ou à mon nom, en quelque endroit ou à quelque époque que ce soit ; que nuls nécrologie, mémoires, portrait ou biographie de moi, ni aucune des lettres écrites par moi ou m'ayant été adressées ne soit imprimés, publiés, reproduits d'une manière ou d'une autre, copiés ou divulgués ;

Mais son monument demeure

Rivé dans notre langue :

Le prisme cristallin et acéré de son esprit. »

(John Dos Passos. *La Grosse galette*, 1936)

6 - 1930. Henry Ford (1863-1947), un prophète du Progrès. Où l'on entend le plus célèbre, le plus riche et le plus puissant des industriels de son temps exposer ses idées, dans ses propres termes, sur le machinisme, l'américanisme, la standardisation, l'organisation scientifique du travail, l'innovation, la croissance, les salaires, les prix, la consommation, les loisirs, - bref – le fordisme. Où l'on verra que l'ingénieur Ford, créateur de sa propre entreprise, partageait avec le mouvement technocratique, le mépris des financiers et du gouvernement inefficaces, à remplacer, selon lui, par l'organisation rationnelle des ingénieurs.

À peine Veblen dispersé en poussière, que paraissait *Le Progrès* (en anglais *Moving Forward*)⁸, l'un des livres du plus célèbre industriel du XX^e siècle, Henry Ford. Célèbre au point d'avoir donné son nom au « fordisme » et au « compromis fordiste ». Le premier désignant un système de production qui fit l'admiration des bolcheviques comme des nazis : taylorisme, organisation scientifique du travail, modèles standard, assemblage à la chaîne, production de masse, en série, afin d'écraser les coûts de revient et de vente. Le second désignant une politique de bons salaires pour limiter la rotation des effectifs sur les chaînes (bien plus coûteuse pour l'entreprise) et de permettre à la main d'œuvre d'acheter les voitures et les produits qu'elle fabriquait. Ce sont le fordisme et le compromis fordiste qui portèrent l'essor de la société industrielle et de consommation de la Belle Epoque aux *swinging sixties*, même si Ford lui-même n'a jamais eu le dessein de créer une petite bourgeoisie ouvrière, traquait les syndicalistes dans ses usines et refusait la vente à crédit de ses voitures. Mais un mythe est toujours plus grand que la réalité qui l'inspire. Il est douteux que Ford ait écrit une ligne du livre qu'il cosigne. Il avait un valet de plume pour recueillir sa pensée de sa bouche, de même qu'il ne lisait jamais, paraît-il, la pléthore d'articles judéophobes publiés sous son nom, dans *The Dearborn Independant*, un journal acheté tout exprès pour cette mission et vendu à 700 000 exemplaires. Ce précurseur de « la mort de l'auteur » a également publié un ouvrage en quatre volumes, *Le Juif International*, rassemblant ses harangues du *Dearborn Independant* et traduit en allemand en 1927, pour le plus grand éclaircissement de populations agitées de cauchemars racistes. Cependant, les opinions d'un homme d'affaires sont des danseuses, entretenues à plus ou moins grands frais, mais ses affaires sont les affaires et l'emportent sur toutes autres considérations. Ford transforme l'industrie automobile et l'industrie automobile transforme l'Amérique ; ses villes, ses paysages, son mode de vie. Ford transforme l'Amérique et l'Amérique transforme le monde ; ses villes, ses paysages, son mode de vie. Le dieu invoqué dans *Le Meilleur des Mondes* (1932) s'appelle *Notre Ford*. Ford fait des affaires en Australie, en Inde, en Europe, en Amérique du sud, en URSS avec le pouvoir communiste comme en Allemagne nazie avec I.G. Farbenindustrie. Ce sont les affaires des affaires, pas les affaires des danseuses. Ford, aurait dit Lénine, nous vendra la voiture pour l'écraser. Hitler aurait accroché sa photo au mur de son salon. Il aurait dit, je ferai une voiture pour le peuple allemand, elle s'appellera la *Volkswagen* et j'en vendrai plus que Ford n'a vendu de Ford T ! Et je couvrirai l'Allemagne d'un réseau d'*Autobahnen* et je construirai à la place de

⁸ Cf. *Le Progrès*, Henry Ford en collaboration avec Samuel Crowther. Traduction Arthur Foerster. (Payot, 1930)

Berlin, une grandiose capitale pour le *Reich* de mille ans qui s'appellera *Germania* ! Mais peut-être ces déclarations sont-elles aussi fausses que les déclarations de Ford sur *le Juif International*, les complots des Juifs contre la race aryenne ou le caractère fictif des pogroms. Ford produit pour la *Wehrmacht*, via ses filiales allemandes (comme IBM ou General Motors). Il produit pour *l'U.S Army*. En 1945, Ford a gagné et le monde entier se convertit au mode de vie fordiste.

Ford n'est pas né riche et capitaliste, il l'est devenu, et même l'un des hommes les plus riches de tous les temps. C'était un ingénieur, né dans une ferme du Michigan, comme le professeur Veblen était né dans une ferme du Minnesota, et qui, comme tous ses prédécesseurs et successeurs, de Thomas Edison à Steve Job, a impitoyablement exploité des idées qu'il n'a pas toujours trouvées lui-même. S'il n'a jamais fait partie du mouvement technocratique et s'est même opposé au *New Deal* de Roosevelt, Ford est le type même du technocrate spontané, fanatique de « l'économie réelle » et du *one best way*, intimement convaincu que les problèmes politiques sont des faux problèmes, mal posés et tous susceptibles de solutions techniques. Il s'oppose au « contrôle par le gouvernement » ou à la « propriété de l'Etat » parce qu'« il lui manque la faculté d'adaptation, et les bureaucrates ont la manie d'insister sur des règlements ou de s'inspirer de méthodes qui depuis longtemps ont perdu leur raison d'être. Aucune entreprise ne saurait être considérée comme une institution en ce sens qu'elle pourrait continuer indéfiniment sans changer de direction, ou modifier son produit ou se transformer. »⁹ Ford déteste les idées générales, « les choses irréelles » comme « la marche générale des affaires » ou « le cycle des affaires ». « Les périodes de dépression sont tout simplement le résultat d'un manque d'intelligence et de prévoyance de la part des sommités industrielles et financières. » En tant qu'ingénieur entrepreneur, il réalise dans sa personne la fusion du capital et de la science, de l'avoir et du savoir. En d'autres termes, c'est un *intellectuel organique* de la classe capitaliste qu'il métamorphose par la force de sa réussite et par son prêche progressiste et darwinien en faveur de la révolution perpétuelle des instruments de production. Qu'a-t-il à dire à 67 ans, au pire de la Grande Crise, dans son testament d'économie politique ?

« Le chemin de la richesse.

Chaque fois qu'on néglige les lois fondamentales des affaires et qu'on cherche la voie la plus commode (ou qui semble la plus commode), c'est le désastre. Ces lois fondamentales sont, selon moi :

- 1° Produire une quantité toujours grandissante de marchandises de la meilleure qualité possible ; les fabriquer de la manière la plus économique et la plus excellente, et les pousser sur le marché.
- 2° Lutter toujours pour l'amélioration de la qualité, pour des prix de vente et des prix de revient plus bas.
- 3° Augmenter les salaires doucement, mais d'une façon continue. Ne jamais les réduire.
- 4° Distribuer les marchandises de la façon la plus économique pour que le consommateur puisse profiter du bas prix de revient.

Ces lois fondamentales peuvent être résumées en un mot : rendre service. (...)

Ce que nous savons, c'est qu'il arrive parfois une période dans laquelle les gens n'ont pas l'argent nécessaire pour acheter ce qui contenterait leurs besoins, quoi que ces derniers augmentent sans cesse. (...)

Un marché n'est jamais saturé d'un bon produit ; mais il se sature très vite d'un mauvais, et malgré l'excellence d'un produit à ses débuts, son degré d'excellence ne se maintiendra pas si l'on ne l'améliore pas constamment. (...)

Le juste prix de vente est toujours le prix le plus bas auquel un article peut être produit en tenant compte de tout, et comme une certaine expérience dans la production et le volume des ventes permettra de réduire les frais, le prix de vente peut presque toujours être baissé. (...)

⁹ Cf. *Le Progrès*, op. cité

On tend à laisser tranquille ce qui va bien ; mais ce qui va bien ne doit pas rester tranquille. Rien ne saurait être statique. Les choses vont en avant ou elles vont en arrière. (...)

Il ne s'agit pas simplement d'inciter les gens à acheter davantage, mais de leur faire acheter des marchandises qui leur sont utiles. Nous employons le mot « acheter » parce que c'est la seule méthode de distribuer des marchandises que nous connaissions. Nous sommes obligés de nous servir de l'argent. La limite de la production sera atteinte lorsque tout le monde aura toutes les marchandises dont il a besoin ou qu'il peut utiliser pour améliorer son train de vie. Et comme toute amélioration des produits ou des méthodes de production donne lieu à de nouveaux besoins, le jour de la véritable surproduction est encore loin, très loin. (...)

L'industrie américaine n'hésite jamais à condamner une machine au moment où elle peut s'en procurer une autre qui est meilleure. C'est de l'économie en affaires. (...)

Nos foyers et nos manières de vivre sont encore trop influencés par les traditions de l'Ancien Monde.

Dans notre jeunesse, nous avons connu des gens qui portaient leurs jaquettes jusqu'à ce qu'elles fussent vertes et complètement usées. On les disait « économes ». C'est ce genre d'économie qui s'opposait au progrès. Il n'y avait pas d'échanges, pas de circulation dans le cercle du « rendre service », pas de vie dans cette conduite. Les marchandises sont faites pour être utilisées. C'est même leur seule raison d'être. L'utilisation est la force qui fait tourner le rouage de la vie.

Mais, les gens, comment feront-ils pour trouver l'argent pour acheter ces articles ? C'est là la tâche de la direction, de ceux qui sont à la tête. Si nous allons attendre la demande, nous pourrions attendre éternellement. La demande ne crée pas. C'est elle qui est créée. Si nous commençons une large production de marchandises et payons des salaires suffisamment gros, un pouvoir d'achat considérable sera répandu dans le pays qui absorbera les marchandises pourvu qu'elles soient bien faites et vendues à un prix équitable. La vague des échanges, le sang de la société coulera de nouveau. Il n'y a qu'une solution, - et celle de la production en est le début. (...)

L'industrie doit produire des marchandises qui rendent service au public. L'industrie n'a guère comme but de faire vivre des gens (...) Mais si l'on ne paie pas de gros salaires, et s'il n'y a aucune pression vers des salaires encore plus élevés, alors la production ne sera pas absorbée et il n'y aura aucun motif pour la continuer. Ainsi l'industrie n'a pas été faite en premier lieu pour payer de gros salaires ; mais elle ne saurait vivre en rendant de réels services qu'en payant de gros salaires. (...)

La crainte de la surproduction.

La seule chose pour laquelle nous ne pouvons guère songer au bon marché dans le sens d'une réduction de prix, c'est la main d'œuvre. Les frais de main d'œuvre doivent être tenus bas, mais le seul moyen infaillible d'y parvenir est de tenir haut les salaires. (...)

Pour commencer, nous devons comprendre que la soi-disant surproduction n'a jamais existé jusqu'à nos jours. Les stagnations qui se produisent de temps en temps dans le courant des marchandises qui vont du fabricant aux consommateurs ne semblent avoir aucun rapport avec la quantité des marchandises produites. Au lieu de craindre la véritable surproduction, nous devrions invoquer le jour où il sera possible pour tous d'avoir toutes les marchandises et tous les services désirés. Dès les débuts de l'humanité il y a eu lutte pour les biens. Il n'y a jamais eu une époque où les gens ne demandaient pas un nombre grandissant de marchandises – mais il y a eu des périodes où les gens désespéraient de pouvoir les obtenir et acceptaient d'être pauvres comme un sort inévitable. Certains même arrivaient à s'imaginer que la pauvreté est une vertu et non une maladie sociale. Nous sommes entièrement d'accord avec les moralistes qui prétendent que

l'humanité n'a pas été créée uniquement pour posséder des objets matériels, mais il est aussi certainement vrai que nous n'aurons l'occasion de découvrir le but de la vie que lorsque la société aura assouvi complètement ses besoins matériels. De ce fait, nous considérons ce jour de véritable surproduction comme le jour de la délivrance qui nous libèrera des angoisses asservissantes de la vie matérielle. (...)

Toutes les ordonnances, quelles que soient leurs prétentions, tournent autour de la hausse des prix, de la restriction de la production, et de la réduction du pouvoir d'achat des salaires, directement et indirectement. Une ordonnance bien à la mode veut qu'on limite la production jusqu'à ce qu'elle réponde exactement à la demande. C'est là une idée très intéressante, mais elle se base sur l'illusion que la production dépend de la demande. L'inverse est vrai pour les affaires. La demande dépend de la production, et, en conséquence, une baisse de la production fera baisser la demande, si bien qu'avec ce système, production et demande iront ensemble vers le néant. (...)

Ce sont les grands producteurs qui varient constamment leurs méthodes et leurs dessins. Ce sont les petits qui ne peuvent pas changer. Parmi les paysans en Europe et les coolies en Extrême-Orient, la vie est standardisée. Pendant des générations qui ne se comptent pas, ils ont fait la même chose de la même façon. La fabrication à la machine a rendu la vie ici plus variée ; elle nous a donné un choix d'articles divers que nous n'aurions jamais cru possible, et elle a aussi fourni les moyens pour les acheter. Nous standardisons uniquement des grandeurs conventionnelles où cela est utile. (...)

Cela ne veut pas dire que nous allons transformer notre affaire en institution charitable – elle ne durerait pas longtemps sur cette base. Personne ne sera payé si ce n'est pour avoir travaillé. Mais à quoi bon prélever des bénéfices si l'on n'en a pas besoin ? Les salaires des ouvriers sont plus importants pour le pays que les dividendes des actionnaires. Il n'y a qu'une chose à faire avec les bénéfices : les remettre dans l'industrie, qu'ils restent entre les mains de la société ou qu'ils soient distribués comme salaires ou dividendes. (...)

Faciliter le travail ou l'économiser ?

Il semble ainsi que le moment où le peuple commence à s'agiter au sujet d'un mouvement industriel soit exactement celui où ce mouvement vient de péricliter ou de changer de forme. Lorsque les prophètes se réunissent pour décider quand et comment la catastrophe surviendra, les conditions qui auraient produit le désastre n'existent plus. Avec les prédictions relatives aux machines, cela a toujours été ainsi. De temps en temps, quelqu'un qui a des connaissances bien incomplètes sur la question, se fait une idée assez vague de ce qui se passe, et se met à vaticiner et à faire le prophète. Ainsi nous avons appris que le monde sera bientôt tellement chargé de machines qu'il n'y aura plus de place pour les hommes.

Certaines machines éliminent la main-d'œuvre, mais ce n'est là qu'une étape dans l'évolution. Une tranchée est creusée plus efficacement par une des machines spécialement inventées pour ce but que par une équipe d'hommes ; mais, il s'agit là d'un changement bienfaisant et humanitaire, car déplacer de la terre avec une pelle n'est pas une occupation pour un être humain. La diminution des frais de creuser des tranchées permet d'en creuser davantage et il en résulte, entre autres choses, que la canalisation est meilleure et que la santé de la population en profite.

Les demandes pour des tuyaux affluent ; on enlève des fils hideux et dangereux, et, en fin de compte, la machine à creuser des tranchées est un bienfait pour tout le monde, mais particulièrement pour celui qui creusait autrefois la terre ; car elle lui permet de s'adonner à un travail plus humain et meilleur.

La machine mue par la force motrice n'est qu'un outil et si nous voyons dans les plus grandes et parfaites machines que des outils, toute la question devient plus facile à comprendre.

Un mètre est un outil, mais il n'économise pas le travail en ce sens qu'il exclut la main d'œuvre. Sans mesure, il n'y aurait pas d'industrie.

Un ciseau n'économise pas du travail. Il permet à un homme de faire ce qu'il ne pourrait faire autrement. Un menuisier de valeur sait ériger une plus grande quantité de maisons que mille troglodytes et elles seront de meilleure construction.

Ce ciseau ne « déplace » pas mille hommes. Il fait seulement ce qu'ils ne parviendraient jamais à achever sans outils. Si le menuisier doit d'abord abattre les arbres pour en tirer ses planches avec ses outils, il accomplira bien moins que si on lui fournit les planches. Si l'abattage et le débitage ont été faits sur le chantier en forêt, il aura ses bois tout préparés, et il n'aura qu'à faire intervenir son adresse professionnelle au lieu d'avoir à fournir en même temps un gros effort musculaire. Les machines lui ont rendu service et elles ont facilité le travail. Personne aux Etats-Unis ne regrette que le métier de ramoneur ait cessé d'exister, et pourtant c'était un métier qui faisait vivre un bon nombre d'hommes. (...)

Je suis dans les affaires depuis un bon nombre d'années et j'ai toujours eu comme principe de ne jamais faire exécuter un travail à la main si on pouvait l'effectuer mieux à la machine. Nous avons remplacé les hommes par des machines aussi rapidement que nous savions le faire. Pourtant, la liste de nos salariés est passée en moins de trente ans de 3 hommes à plus de 100. 000. Cela me fait croire que la théorie qui prétend que les machines volent aux hommes leur gain quotidien n'est pas bien fondée. (...)

Nous sommes en train d'entrevoir plus clairement la relation qui existe entre l'homme et la machine. Quand l'outillage mécanique est primitif, l'homme doit être considéré comme faisant partie de la machine et fonctionnant en harmonie avec elle, ce qui rend nécessaire de le restreindre à une seule opération. Nous poussâmes même ce principe très loin, assez pour pouvoir nous rendre compte qu'il n'était qu'une étape. Les ouvriers ont généralement protesté et résisté avec rancœur contre ce qu'on appelle une « direction scientifique ». Ils ont eu raison de ne pas vouloir être des machines.

Nous réglâmes l'allure des hommes sur celles des transporteurs (Note de Marius Blouin. Il s'agit sans doute d'un lapsus des auteurs ou du traducteur. Il faut sans doute comprendre à l'inverse « nous réglâmes l'allure des transporteurs (de la chaîne) sur celle des hommes »), et il en résulte une grosse production bon marché sans bousculer personne, qui trouve son expression dans le taux de nos salaires et nos prix de vente. (...)

Nous avons commencé en éliminant le travail très dur. Puis, nous avons découvert qu'on pouvait établir des machines qui feraient le travail dit à la main ou celui où une main était indispensable pour guider la machine. Cela nous a mené bien vite aux machines compliquées faisant plus d'une opération à la fois, (...) Une machine automatique n'a besoin de personne pour la guider. La machine quasi-automatique demande un conducteur même si ce n'est que pour introduire les matériaux et pour enlever le produit fini. Chemin faisant nous avons appris que la division minutieuse du travail était basée sur la considération de la force humaine sans tenir compte de ce que les machines pourraient faire. Puis nous avons commencé à trouver des machines qui faisaient plusieurs choses à la fois, et nous avons commencé à grouper les opérations au lieu de les séparer comme auparavant. C'est la voie qui mène aux machines automatiques. (...)

Les machines se développent rapidement et remplacent l'ancien artisan dans la production. C'est un pas en avant ; car cela augmente la quantité de la production et les gains possibles des hommes. Si un homme conduit une machine, il produira, par exemple, cent pièces tandis qu'il n'en ferait qu'une seule s'il travaillait à la main. Il en résulte qu'un plus grand nombre d'acheteurs peut avoir ces pièces et que l'ouvrier a obtenu un pouvoir de gain plus élevé. L'homme qui aide à la construction de la machine, qui produit la machine qui fait les marchandises, peut toucher un gros salaire, car il fournit les moyens pour un grand rendement. La machine ne sera conçue peut-être que pour faire une seule opération, mais les mécaniciens qui l'ont construite, ou qui la font fonctionner, doivent avoir une certaine universalité. C'est là une des suites du « machinisme » qu'on n'avait pas prévue. (...)

Ce monde change constamment. Aucune industrie ne saurait s'arrêter, et aucune usine ne saurait le faire. Toute société dans ce pays avance ou recule – selon l'utilité des services qu'elle rend et selon la qualité de son travail. Il est fort agréable de songer à une grosse société industrielle comme à une institution éternelle qui nourrira pour toujours un grand nombre d'employés. Mais, c'est une chimère. Heureusement, quand une industrie s'éclipse, une autre, plus grande, prend toujours sa place.

Ni l'usine, ni l'emploi ne sauraient être considérés comme stables. Ce sont des choses temporaires. Il faut revoir cette idée qu'un emploi est un moyen de se faire un revenu fixe. Il n'y a rien de fixe, et une industrie existera aussi longtemps qu'elle rendra service. Au-delà de ce point elle perd sa raison d'être. (...)

La question des salaires.

Personne ne saurait prétendre que nos industries actuelles ne produisent pas plus de confort et de loisirs pour le monde que celles d'hier. Si quelqu'un préfère casser la glace dans son seau le matin au lieu d'ouvrir le robinet d'eau chaude, il peut le faire sans être puni par le système industriel actuel. Il est très libéral, ce régime. Un état de prospérité générale déplaît à beaucoup de personnes. Les philosophes surtout en sont fort mécontents. Ils disent qu'il ne saurait durer, et les ronchonners sont enchantés quand ils arrivent à découvrir des familles qui sont dans la misère. Il n'y a pourtant aucune raison pour nous empêcher de jouir toujours d'une grande prospérité qui va en augmentant malgré quelques retours du balancier. (...)

Les salaires comme les bénéfices ont une influence sociale très étendue en soutenant la consommation, et la consommation soutient l'industrie, et l'industrie soutient le travail. Si le maillon « salaires » est faible, la chaîne est faible ; elle se brisera et toute la machine se trouvera arrêtée. (...)

La valeur des loisirs.

Pour que les machines soient véritablement utiles à l'homme, elles doivent faire plus que produire des objets. Elles doivent lui procurer une vie plus intense et meilleure en le sortant des tristes conditions du bon vieux temps où l'on travaillait de l'aube jusqu'à la nuit pour gagner tout juste sa vie, une pauvre et dure vie. (...)

Convenablement conduite, la machine doit donner à celui qui la mène un revenu suffisant pour acheter ce qu'il produit, et en plus elle doit lui permettre des loisirs. Ces loisirs sont d'une importance capitale pour la consommation des objets que la machine fabrique.

En 1914, nous avons porté nos salaires minima à cinq dollars par jour, et quelques années plus tard, nous avons fixé le minimum à six dollars par jour. (...) En septembre 1926, nous avons commencé à réduire la semaine de travail à cinq jours de huit heures chacun. (...)

Les événements ont pleinement démontré que la semaine de cinq jours donne un rendement supérieur à celui de la semaine de six jours. Notre production n'a pas été réalisée en bousculant les ouvriers, ou en faisant quelque autre sottise équivalente. L'augmentation de rendement est surtout due au meilleur travail de nos machines et à l'intérêt accru de nos hommes. (...)

Dans un tel arrangement, le facteur humain est à envisager de deux angles différents. D'abord, il faut comparer le rendement réel avec le rendement théorique. Deuxièmement, il s'agit de créer des loisirs qui amélioreront le train de vie, et augmenteront ainsi la consommation. Nous avons trouvé – comme tout le monde - que huit heures par jour constituent la limite pour un bon rendement du temps en ce qui concerne l'ouvrier d'usine moyen. (...)

L'effet de tout ceci sur la consommation est évident. Les industries de ce pays cesseraient bien vite si l'on revenait à la journée de dix heures, car les masses n'auraient pas le temps de

consommer les objets produits. Par exemple, un ouvrier ne pourrait se servir de son automobile, s'il était tenu d'être à l'atelier de l'aube au crépuscule. Et ceci influencerait sur une foule de choses, car l'automobile, moyen de transport facile et rapide par excellence, permet aux gens de voir ce qui se passe dans ce monde – ce qui mène vers une vie plus large, demande une nourriture plus abondante, des objets plus divers et de meilleure qualité, un plus grand nombre de livres, plus de musique – davantage de tout. (...)

Si l'on avait introduit la journée de huit heures il y a vingt ans, dans toutes les industries, on aurait favorisé la pauvreté et non la richesse. Si nous avions préconisé la semaine de cinq jours il y a dix ans, nous aurions eu le même résultat.

C'est l'avènement de la grande corporation capable d'utiliser les forces motrices et des machines spéciales de précision, de réduire les gaspillages de temps, de matériaux et d'énergie humaine, qui a permis de réaliser la journée de huit heures. (...)

L'importance des loisirs pour la consommation impose, pour ainsi dire, la semaine courte. La plus grande partie des marchandises est consommée par ceux qui les produisent. C'est là un fait qu'il ne faut jamais oublier. C'est le secret de notre prospérité. (...)

Pour l'utilisation rationnelle des loisirs l'expérience devra nous guider. Autrefois, il n'y avait pas de loisirs. Il n'y avait que de la paresse. Il ne faut pas beaucoup de temps pour gagner de quoi tout juste vivre, c'est-à-dire pour avoir les articles de consommation les plus courants, la nourriture et les vêtements. La subsistance a été gagnée très tôt dans la journée industrielle. Cette besogne est terminée lorsque la matinée est à peine commencée. C'est une erreur de dire qu'il faut tout notre travail pour gagner notre vie. Mais, de nos jours on a besoin de tant de choses en dehors de la « subsistance » que le montant nécessaire pour nous faire vivre n'est qu'une très faible partie de ce que nous gagnons. Il y a des milliers de choses qui entrent en compte ; toutes les nécessités matérielles, confort, avantages, facilités et occasions que la civilisation procure. Nos industries fournissent tout cela en masse, et chaque travailleur en fournit sa part. (...)

Les masses soumises au régime de cinq jours consommeront davantage que celles qui travaillent six jours. Ceux qui ont plus de loisirs, demanderont plus de vêtements. Ils demanderont un plus grand choix de vivres. Ils ont besoin de moyens de transport plus développés. Pour tant de choses, il leur faut davantage.

La consommation ainsi accrue entraînera une production plus grande que celle que nous avons. Au lieu de voir les affaires se ralentir, parce que les gens chôment, elles recevront un coup de fouet par ces loisirs, car c'est dans les loisirs qu'on consomme. Ainsi il y aura un travail plus grand, des bénéfices plus forts, et des salaires plus élevés. L'augmentation des loisirs fera tout juste le contraire de ce que la majorité aura supposé. (...)

Pour abolir la misère.

Notre définition de la misère n'est plus la même. Jadis aucune personne n'était classée comme pauvre, si elle n'était pas en train de mourir de faim. Aujourd'hui, une nutrition insuffisante est plus souvent le résultat d'ignorance que de manque de nourriture. Les gens désirent des marchandises, parce qu'ils veulent vivre, et les marchandises aident à vivre. Au début, les désirs et les choix qu'on fait sont vagues. Mais en s'habituant à l'abondance, le goût, la responsabilité et le discernement naissent. Le seul moyen de sauver un peuple du matérialisme intellectuel consiste à lui donner des richesses en abondance. C'est l'absence de bien-être matériel qui crée la mentalité matérialiste.

Nous avons à peu près appris à nous servir de ce que nous avons et cette utilisation a créé la circulation monétaire. Cela veut dire qu'elle a mobilisé le pouvoir d'achat. Plus cette circulation s'intensifie, plus elle touche les diverses catégories de public et plus la demande pour des marchandises s'accroît. Plus nous apprendrons à connaître l'utilisation des choses et le rapport

entre l'utilisation et le gaspillage, plus cette demande croîtra. Elle diminuera seulement, si nous nous enfonçons dans nos fauteuils et si nous négligeons le développement de notre pays dans l'illusion que nous l'avons déjà développé ou (ce qui est pire) dans l'illusion que nous le développons avec une telle rapidité qu'il ne restera plus rien pour nos successeurs.

La possibilité d'épuiser les ressources naturelles du pays n'a jamais été aussi faible qu'aujourd'hui. Les déchets sont réduits jusqu'aux dernières limites. Il y a la réutilisation pour beaucoup de matières, et on trouve constamment des usages nouveaux pour tout ce que nous avons. Nous tirons plus de profit de ce que nous avons et nous nous attaquons moins aux richesses naturelles. On peut obtenir de nos jours tant de sous-produits de ce qui était autrefois du rebut, qu'il est souvent malaisé de distinguer entre les produits et les sous-produits. Par exemple, nous n'employons plus le charbon comme combustible. Pour nous, c'est une matière première chimique qui nous donne une série de dérivés utiles, dont certains sont des combustibles, et la chaleur n'est qu'un sous-produit du charbon. En distillant les déchets de bois nous obtenons des valeurs comparables à celles du bois. Il y a encore du gaspillage aujourd'hui ; mais ce n'est pas le même gaspillage que celui qui irritait nos ancêtres. Ils s'intéressaient aux gaspillages des matières, mais le gaspillage des êtres humains était incompris d'eux. Nous arrivons à des conclusions opposées. Le gaspillage de matières n'est important qu'autant qu'il représente un gaspillage d'êtres humains ; car le gaspillage des matières premières se répare constamment et à notre insu. Les pertes sont compensées. La terre ne cesse jamais de produire ce dont nous avons besoin, et elle s'attache à fournir pour des besoins qui nous sont encore inconnus. Quand des particuliers gaspillent de l'énergie, cette énergie est perdue pour eux individuellement ; mais le grand réservoir d'énergie, dont toute la vie dépend, n'est nullement épuisé ! (...)

Les peureux prédisent toujours que telle ou telle matière essentielle manquera, mais ces pénuries ne se réalisent jamais selon leur plan. Maintes fois, on nous a raconté que les sources de pétrole ne dureront plus que quelques années. D'autres savent que le sol cessera d'être fertile dans le cours des âges et que nous mourrons de faim, et ainsi de suite. (...)

Ne vaut-il pas mieux prendre les choses telles qu'elles sont et se dire que toute pénurie, s'il y en a, entraînera la découverte d'une substance nouvelle, peut-être meilleure, qu'on substituera ? Le pays a déjà tant de succédanés pour le bois, que les intéressés se font du mauvais sang dans la crainte que le public puisse complètement oublier le bois et ses applications. L'avenir lointain nous échappe. Ce qu'il y a de mieux à faire, c'est de penser pour aujourd'hui et les jours qui sont tout proches. Sur cette base, il est clair que nous ne nous sommes pas encore mis à nos besognes sérieusement selon nos capacités.

L'ère actuelle de prospérité comparative coïncide avec le développement du transport automobile. Ainsi des millions de chevaux vapeurs mobiles ont été créés et cela a déclenché une réorganisation de tout le pays. Grâce à eux, il y a des milliers de miles de routes et de nouvelles bâtisses près des grands centres. Ils ont fait grandir les villes, et ils ont rapproché les campagnes des villes. Le seul fait de permettre aux gens de circuler et de voir du pays est déjà un facteur suffisant pour changer le caractère du peuple. (...)

Nous avons besoin d'un plus grand nombre de chemins de fer et nos routes sont aussi à développer pour les autos et les camions. Les chemins de fer et les auto-camions ne se font pas de concurrence, comme on le croyait à un moment donné. Chacun nourrit l'autre dans son champ d'action. L'avion se développe et lui aussi aura son champ d'action et créera du travail pour toutes les autres formes de transport ; car il ouvrira de nouvelles régions inaccessibles à présent. (...)

Le nouvel artisanat

L'idée est assez répandue que tous les ouvriers des anciens ateliers mécaniques étaient des spécialistes ou des apprentis en train de devenir eux-mêmes des spécialistes. Cela n'a jamais été ainsi. Même dans les meilleurs ateliers la proportion des mécaniciens de premier ordre était très faible, et la plus grande partie du travail se faisait par des ouvriers à peine entraînés ou de simples manœuvres qu'on embauchait surtout pour leur force. Aujourd'hui, non seulement notre plus bas emploi est infiniment supérieur au plus bas emploi d'antan, mais nos plus hauts emplois

demandent une adresse et un savoir que peu des anciens artisans possédaient, s'ils les possédaient. (...)

L'adresse professionnelle et les idées originales n'ont pas été enterrées avec l'âge du « travail à la main ». On a défini l'expert ouvrier, « un artisan, parfois un artiste », et la définition d'un artiste est la suivante : « Quelqu'un qui professe et exerce un art dans lequel l'imagination et le goût gouvernent l'exécution, notablement les beaux-arts comme la peinture et la sculpture. » On le définit aussi comme « quelqu'un qui montre une maîtrise acquise par l'éducation ou un goût rare dans un art ou une occupation ». C'est cette dernière phrase qui indique l'essentiel. Dans les temps anciens, l'artisan ne montrait que rarement une adresse savante. Le nombre de ceux qui surent acquérir une véritable maîtrise était peu élevé. Bien plus souvent, leur adresse était primitive et leur goût mauvais. Certains collectionneurs voient les mérites des antiquités dans le fait qu'elles étaient « faites à la main ». Elles l'étaient, mais bien grossièrement, ce qui n'a pas l'air de les émouvoir. Depuis l'âge le plus reculé, le potier avait sa roue et le tisserand son métier. C'étaient des machines. Ce qui a surtout changé, c'est la force motrice pour les mettre en marche. Jadis il y avait la force des bras, des jambes, du vent et de l'eau. Aujourd'hui nous avons la vapeur et l'électricité ; mais l'eau et le vent sont encore des éléments fondamentaux dans la production d'énergie mécanique.

Le mot « machine » avait autrefois une signification plus large qu'aujourd'hui. Les voitures, les charrettes, les bateaux, les navires étaient des machines. L'« engin » servait surtout à la guerre ; mais on en avait aussi pour des buts pacifiques. Ce qui est arrivé au cours des siècles, c'est qu'on a inventé de nouvelles machines et des moyens plus efficaces pour les mettre en mouvement.

Si de nos jours un industriel voulait se défaire de son outillage qui lui permet de produire beaucoup, vite et bien, pour revenir à des méthodes qui donnaient un moindre rendement, on le jugerait fou. Comme les besoins de l'humanité ont grandi, les moyens de les satisfaire se sont également développés, quantitativement comme qualitativement. L'emploi d'une machine pour fabriquer des objets n'est pas une nouvelle affaire au fond. (...)

Aujourd'hui, nous nous rapprochons des anciens jours ; seulement, c'est une machine qui entreprend et finit la besogne au lieu d'un homme, autant que possible. L'idéal serait d'avoir des machines complètement automatiques partout où il faut un haut degré de précision. Mais nous sommes encore loin de cet idéal, sauf pour quelques pièces très simples. (...)

Direction et extension.

Un système de direction fixe et rigide n'est pas un système de direction du tout, mais tout simplement un système. Toute personne qui veut diriger selon des règles ferait bien de se demander si c'est elle qui dirige ou si elle est dirigée. Il est, en effet, bon de savoir si l'on dirige son affaire ou si l'on est dirigé par elle. (...) Mais les affaires d'aujourd'hui sont comme le bateau d'un explorateur qui rencontre constamment des conditions nouvelles. Aucun système de direction ne saurait le guider. Tout dépend de l'homme sur la passerelle. Si nous arrivons à comprendre la différence entre un système de direction et un dirigeant, nous aurons fait un bon pas en avant pour envisager les problèmes des affaires naturelles du point de vue de la maîtrise. (...)

Le but de toute entreprise doit consister dans la réalisation de quelque chose d'utile par les procédés les plus économiques. Une affaire qui se gère automatiquement n'existe pas. On ne saurait inventer des méthodes ou des formules capables de remplacer un jugement mûri ou une direction. Un jugement mûri n'est possible que lorsqu'on possède tous les éléments de la chose à juger, et il n'y a pas de direction si le directeur ne sait pas ce qu'il dirige. La direction doit être confiée à une seule personne et, par conséquent, la décision finale doit toujours rester entre les mains d'une seule personne.

Il n'y a pas de place pour la démocratie dans les affaires, si « démocratie » veut dire la formation des principes de direction par les votes d'une foule ou de ses délégués. La théorie du gouvernement démocratique, qu'on applique aux nations, n'a jamais paru assez pratique pour

l'essayer dans les affaires ; car elle ne fait rien pour réaliser quoi que ce soit. Elle commence et elle finit avec des discussions. La dite « démocratie » se réduit généralement au pouvoir du meneur de convaincre la majorité des gens que ce qu'il a fait, ou est en train de faire, est excellent et dans leurs meilleurs intérêts. (...)

Ainsi, la démocratie n'est nullement désirable pour les affaires, si nous entendons par « démocratie » que les décisions doivent résulter du vote de nombreuses gens qui ne savent pas ce qui se passe. Pour moi, la démocratie dans la gestion des affaires consiste dans la reconnaissance des mérites et des capacités et dans la préparation pour l'avancement selon les aptitudes de chacun. Car, de cette façon nous pouvons être sûrs que les choses seront faites par ceux qui sont les plus qualifiés pour les faire, et que tout homme sera récompensé selon ses mérites d'homme d'action et non selon ses capacités oratoires. Je n'ai jamais vu quelqu'un capable de faire marcher une voiture en lui parlant, et pourtant il me semble qu'il y ait une idée de ce genre derrière l'idéal démocratique appliqué à l'industrie, au lieu de reconnaître les mérites. (...)

La transformation d'une industrie.

Il est dans l'essence même de la méthode de ne fabriquer qu'un seul article, de construire des machines appropriées et d'arranger les procédés de fabrication de telle manière que la production se fasse le plus économiquement possible. Tous ceux qui concentrent leurs efforts sur un seul article standardisé trouvent forcément à chaque instant des méthodes nouvelles et meilleures par sa fabrication, pourvu qu'ils l'envisagent dans son entité et avec un esprit ouvert et non préconçu. La différence fondamentale entre la vieille méthode industrielle et la moderne est dans le fait que celle-là ne voyait dans la machine qu'une servante de l'homme, tandis que celle-ci regarde l'homme comme l'assistant de la machine. L'ancienne industrie ne connaissait pas les fonctions de la machine, et les économistes professionnels non plus. Les financiers n'y comprenaient rien du tout non plus, et aujourd'hui encore, beaucoup d'entre eux n'arrivent pas à se rendre compte que la direction d'une industrie est autre chose que la possession d'un grand nombre de machines. (...)

Il faut pourtant se rendre compte que cette division et cette décentralisation de notre production imposent une précision jadis inconnue dans l'industrie. Jadis on rodait deux pièces jusqu'à ce qu'elles s'adaptent ; mais on ne savait pas roder un million de pièces pour qu'elles s'adaptent toutes entre elles comme si elles avaient été rodées ensemble. La précision et l'interchangeabilité sont des nécessités fondamentales pour le développement de la production « Service ». L'interchangeabilité, à elle seule, représente une économie simplement inouïe sur l'ajustage à la main. C'est dans cette méthode de production par unités avec interchangeabilité des pièces que réside la grande adaptabilité de l'industrie moderne. (...)

Nous en savions quelque chose. En 1908, lorsque j'avais décidé de fabriquer le modèle T en grande série, nous avions un atelier qui valait les meilleurs du pays de la même importance. Nous aurions pu retenir toutes les machines et nous adapter lentement à de nouvelles méthodes pour construire notre modèle T. Mais dans ce cas, nous n'aurions jamais pu le construire au prix voulu, et à cette époque, le prix faisait déjà partie intégrale du plan, comme aujourd'hui. Nous calculâmes qu'il faudrait 250 000 \$ pour transformer l'atelier selon les projets et 250 000 \$ représentaient une somme formidable à cette époque. Pourtant, nous avons fait ce pas. Nous avons installé des machines spécialement établies par nous. Le résultat en a été que nous avons fondé une nouvelle méthode de production, la production qu'on appelle « en masse » ou en « série ». Cette production « service » est une des bases de la prospérité de notre pays. À l'époque, nous avons risqué ces 250 000 \$, et on disait qu'il était impossible de fabriquer une automobile convenable à bon marché et que nous étions en train de jeter notre argent par la fenêtre en l'essayant. (...)

Nous pouvons énoncer ici quelques-unes de nos conclusions que nos transformations et déménagements nous ont imposées. Elles paraissent être universellement applicables :

1° La tendance soutenue d'améliorer le produit et les méthodes imposera à la longue un nouveau produit qui incorporera tout ce que l'expérience a enseigné.

2° Un changement pareil ne doit pas être fait à la légère et jamais pour avoir ce qu'on appelle un argument pour la vente – l'argument pour la vente est dans l'article et non dans les riens qui s'y attachent.

3° En plus des réserves à créer pour les réparations et les remplacements normaux, il faut un fonds liquide toujours disponible pour les grosses transformations que le temps ne manquera pas d'imposer.

4° Nous n'avons pas eu à changer un seul de nos principes fondamentaux.

La fabrication en série assouplie

En 1907, l'année qui précéda la naissance du modèle T, l'entretien des routes était surtout une affaire locale.

Aujourd'hui le pays dépense plus d'un milliard de dollars pour ses routes chaque année. Dans le sud, on se servait de charrettes à voie large et on demandait des autos avec une voie de six pieds et de deux pouces pour qu'elles puissent passer dans les sillages. Notre voiture était, en conséquence, un pionnier ; elle a fait son apparition avant les bonnes routes. L'automobile devient le plus puissant stimulant pour la construction et l'amélioration des routes. Avec le grand changement que nos routes ont subi partout, beaucoup des conditions essentielles des débuts perdirent leur raison d'être. On pouvait songer à fabriquer des voitures plus raffinées. Comme le chariot à bêche céda la place à la voiture, quand les conditions des jours d'exploration eurent disparu, on put songer à fabriquer avec un raffinement plus grand.

Il y a une différence entre un besoin et un désir. Le public peut avoir besoin d'une chose sans le savoir, simplement parce qu'il n'a jamais vu l'objet qui lui est nécessaire. Tel était le cas de l'automobile. Notre conception de ce besoin n'a pas été tout à fait fautive ; mais il était très difficile de stimuler ce désir. (...)

Voici ce que le modèle T a fait en dix-neuf ans – sa contribution au bien-être du pays :

Notre société a payé en salaires et émoluments un total de 1.970.414.172, 29 \$, sans compter l'année 1918, pendant laquelle la société travaillait surtout pour les fournitures de guerre. Ce chiffre représente une moyenne de 100. 000. 000 \$ (25 milliards de francs) de salaires par an pendant dix-neuf ans. (...)

Ces chiffres prouvent ce qu'une seule idée peut faire pour la richesse et le revenu dans ce monde et combien il est stupide de regarder en arrière vers des projets pour redistribuer les richesses, lorsque nous avons devant nous les moyens de créer la richesse. Partout il y a des industries cachées qui ne demandent qu'à être découvertes. Le monde est en train de s'ébranler – et non de s'endormir. (...)

L'exportation de nos méthodes.

Nous vendons nos produits à l'étranger depuis longtemps. Le modèle T a pénétré dans tous les coins du monde. Mais nous n'avons que vendu ; nous n'avons pas fabriqué à l'étranger. La plupart des pièces ont été faites à Detroit et on les a réunies dans les autres pays à la chaîne de montage. Nos filiales n'ont, pour ainsi dire, rien fabriqué. (...) Aujourd'hui, les choses ont grandement changé ; nous pouvons adopter une autre conduite, car l'essentiel est de rendre les plus grands services au plus grand nombre de gens. (...)

En elle-même, l'automobile est déjà, selon nous, le plus puissant moyen de créer de la richesse – que ce soit directement ou indirectement -, pourvu qu'elle soit fabriquée suffisamment bon marché et bien pour être accessible à la grande majorité de la population. Les Etats-Unis ont mis longtemps pour comprendre que la voiture bon marché n'était pas simplement un faux luxe que le peuple ferait bien d'éviter. L'achat d'une automobile était autrefois l'apanage des riches. Peu à

peu on est arrivé à en acheter dans les milieux moins favorisés et aujourd'hui tous peuvent avoir une voiture ; car il y a des voitures d'occasion qui se vendent 50 dollars ou même 25 dollars. Cette diffusion de l'auto a eu un effet inouï sur la richesse du pays. Nous autres Américains possédons des autos ; mais ce n'est pas parce que nous sommes prospères. Nous sommes prospères parce que nous avons des automobiles que nous employons comme outils pour élargir nos champs d'activité. (...)

Nous avons voulu démontrer que la prospérité peut être délibérément créée, et c'est dans ce but que nous nous sommes enracinés à l'étranger. C'est pour le profit des peuples étrangers, et moins pour le nôtre.

Mais, je ne veux nullement dire par là que c'est un esprit de charité qui nous a poussés. Je suis absolument convaincu que la prospérité des Etats-Unis et la paix du monde dépendent d'un rehaussement du niveau de la prospérité des autres nations. Je suis également convaincu que la politique qui accorde de gros emprunts à l'étranger est aussi désastreuse pour le prêteur que pour l'emprunteur si l'on continue ; car le prêt entraîne l'extravagance et n'aboutit que rarement à la formation d'une entreprise productive. Un beau jour le cumul des emprunts prendra une fin violente. Pour moi, les buts que nous avons en vue peuvent être atteints plus facilement par l'admission des nations intéressées comme co-propriétaires. C'est là la raison pour nos ventes de titres en Angleterre, en Allemagne et en France. En Russie nous avons agi différemment. Nous sommes en train d'y construire une usine d'automobiles pour le Gouvernement Soviétique qu'il dirigera lui-même. Nous entraînon le personnel nécessaire. Nous lui fournissons les plans, les bleus, et nous le tenons au courant de nos perfectionnements techniques. Tout cela nous le faisons au prix coûtant. Si nous voulions simplement vendre notre produit, nous pourrions le faire avec moins de peine ; mais nous pensons que la Russie a besoin d'une industrie d'automobiles pour développer toutes les richesses du pays. Sans elle, elle demeurera une des plaies du monde. (...)

Le système industriel qui est le mien, admet que la pauvreté est une maladie guérissable et que le remède consiste à arranger la production industrielle de cette façon que par des salaires élevés – que l'application d'une grande technique transforme en bas salaires par unité de production – le pouvoir de consommation augmente constamment jusqu'à ce que la pauvreté devienne une affaire volontaire ne dépendant que du désir de travailler. Avec ce système, le pourcentage infime de la population qui ne peut pas travailler à la production pourra être facilement secouru.

Il y a plusieurs siècles, des hommes entreprenants quittèrent l'Europe et la Grande-Bretagne pour s'installer dans un nouveau monde et ils y ont créé de la richesse en développant un continent. De nouvelles idées y sont nées. Pour moi, ladite « invasion américaine » n'est qu'un retour de ces nouvelles idées au sol maternel. Les idées emportées de l'Ancien Monde ont subi une refonte dans le Nouveau Monde à son profit. Je crois que les idées qui sont en train de passer en Europe y seront transformées à leur tour. Elles deviendront plus puissantes et il en résultera un échange des meilleures idées des différentes civilisations et le résultat sera meilleur que si chaque monde s'était développé seul, car l'un possède ce qui manque à l'autre.

Nous savons que les gros salaires avec la grosse production qui en résulte pour donner satisfaction à la grosse consommation, sont les meilleurs moyens pour livrer assaut à la pauvreté. En progressant nous apprendrons davantage sur cette question.

Il est naturel et conforme au progrès de remplacer le politicien par un ingénieur ; car celui-ci sait réaliser ce que l'autre ne saurait jamais faire. L'ingénieur crée et met de l'ordre tandis que le politicien sait à peine diriger ce qui est disponible actuellement. Un bon ingénieur n'est pas un maniaque de la standardisation. L'homme mécanique, dit « robot », est la création d'un cerveau doué d'une très vive imagination, mais d'une grande ignorance et toute la conception est enfantine, ce qui ne saurait étonner, car elle est basée sur l'erreur que la machine supprime le travail au lieu de le favoriser et qu'elle est destinée à prendre la place des hommes au lieu de produire pour eux. (...)

La mission de l'ingénieur c'est la liberté. Avant son arrivée, les hommes étaient fixés à un petit coin de terre. Le rail, l'auto et l'avion ont libéré les hommes. La lumière artificielle a allongé les journées. Une nourriture plus saine et l'hygiène ont augmenté la durée de la vie. L'ingénieur a émancipé la pensée et créé le sentiment qu'on pourrait être maître des éléments et de son entourage. Bref, il a trouvé la société immobile et il l'a rendue mobile. Pourtant, il est accusé par les gens qui ne lisent que dans les livres de vouloir figer le monde dans un moule rigide !

La pensée américaine sur les questions et industrielles diffère considérablement de celle du reste du monde. Si l'Amérique a de la valeur pour le monde, c'est parce que l'Amérique est américaine, et sa valeur ne serait pas rehaussée par une transformation. (C'est moi qui souligne, Marius Blouin)

Vers le progrès.

Les choses sont bien meilleures aujourd'hui qu'hier. Demain, cela ira encore mieux. Il est inutile d'être optimiste ou pessimiste ; il suffit d'aller de l'avant en se servant de son intelligence et de l'appliquer à son travail quotidien.

Par exemple, la plupart des théories relatives à la place des machines dans la vie moderne – (qui traitent de ce qu'elles sont et de ce qu'elles font) - paraissent être basées sur n'importe quoi sauf sur l'observation des machines et de leurs effets. On écrit beaucoup ; on pense peu ; et on ne se donne pas la peine d'ouvrir les yeux.

Voici quelques sophismes courants :

La machine économise le travail. Donc elle prend la place des ouvriers et leur vole le droit de travailler...

La machine ne demande aucune adresse professionnelle de la part des ouvriers et elle les transforme peu à peu en brutes stupides et privées de toute intelligence.

La machine emplit le monde de marchandises et concentre tout le pouvoir dans les mains des propriétaires d'usines, car ils peuvent couper le ravitaillement quand bon leur semble.

La machine produit des objets hideux ; le monde est déjà laid et il le deviendra davantage chaque jour.

La machine a supprimé la liberté et les loisirs ; elle transformera peu à peu l'homme en une sorte de machine.

La machine est une peste dont on devrait se débarrasser en principe ; mais, faute de mieux, il faudrait du moins en restreindre l'emploi dans des limites raisonnables.

Il est parfaitement vrai que certains types de machines remplacent des hommes, et s'il y avait assez de ces machines, il n'y aurait pas de travail pour les ouvriers. Mais, alors il n'y aurait pas non plus de travail pour les machines. Car il est probable que les machines existent pour produire beaucoup de marchandises, et si elles pouvaient le faire sans l'intervention humaine, les clients pour leurs produits seraient tellement rares que les machines seraient obligées de cesser leur travail ; car les principaux consommateurs des produits fabriqués sont les salariés.

Vouloir se faire du mauvais sang pour le jour où toute l'industrie sera si complètement soumise à la puissance des machines que les hommes n'y auront plus rien à voir, c'est s'effrayer d'une absurdité. (...)

On dit souvent que le goût du public change et que le fabricant doit suivre le mouvement. Il me paraît que l'inverse soit plutôt vrai ; car dans ces pays où les industriels conservent leurs machines avec les soins pieux que nous réservons plutôt aux antiquités, le goût du public ne change pas. Une année après l'autre les gens y achètent les mêmes articles. Une bonne partie du monde vit encore exactement comme au Moyen Âge.

Les articles faits à la main ne changent pas beaucoup dans le courant des années, et il semblerait que ce soit plutôt le fabricant que le public qui changerait les goûts. (...)

Une entreprise normale et en plein essor doit contrôler ses bénéfices en prélevant une partie qui servira à baisser les prix ou à augmenter les salaires ou à modifier les deux. Nous avons toujours agi dans ce sens ; mais chaque fois que nous avons baissé les prix ou augmenté les salaires, les bénéfices se sont accrus. La pression exercée diminue les frais ; la baisse des prix et la hausse des salaires augmentent les achats et, de ce fait, le volume de notre production, ce qui amène de nouvelles économies.

Pour nous, le prix fait partie du dessin du produit. (...)

À mon avis, cette méthode de faire entrer le prix dans le devis de l'ingénieur est la seule qui soit scientifique. Il ne sert à rien d'établir une pièce de machine et de lui permettre d'être si coûteuse que personne ne peut l'acheter. Au cours de la fabrication, les prix de revient deviennent plus petits, si bien qu'il faut absolument baisser les prix de vente. Cela peut se faire de deux manières. Ou bien on améliore la qualité du produit et on donne davantage à l'acheteur pour son argent, ou on baisse le prix. Il ne suffit pas de choisir une de ces alternatives. La qualité et le fini doivent être constamment améliorés et si jamais il est question de choisir entre la qualité et la baisse, il vaut mieux améliorer la qualité ; car ce faisant on arrivera sous peu à baisser le prix. (...)

7 - Dos Passos croque Henry Ford dix ans avant sa mort. Jeune campagnard sportif et bien élevé, mécanicien obsessif et obstiné, homme d'affaire opportuniste et rusé, propagandiste antijuif, idole de Hitler et partenaire de Staline, demiurge de la société industrielle et de consommation, et finalement vieil homme nostalgique, collectionneur des vieux outils et des vieux objets, rendus caducs par son activité.

Que devint Henry Ford ? Il vécut assez longtemps pour assister à la deuxième guerre mondiale et exiger des réparations des gouvernements américains et français pour le bombardement de ses usines de Cologne et de Poissy. Quand il mourut, en 1947, son épitaphe avait été écrite et publiée depuis 1936, par John Dos Passos, dans *La Grosse galette*, le dernier volume de sa trilogie *U. S. A.*, comme celle de Taylor, de Veblen et de tous les personnages de la tragédie américaine de son époque.

« Depuis le jour où il quitta la ferme de son père à seize ans pour trouver du travail à Detroit, dans un atelier, Henry Ford fut un piqué de la mécanique. Ça commença avec les montres, puis il inventa un tracteur à vapeur. Il construisit ensuite une voiture sans cheval, avec une chaudière adaptée de la chaudière à gaz Otto, dont il avait lu la description dans *le Monde et la Science*. À cela succéda une voiture légère à moteur monocylindrique à quatre temps qui pouvait bien avancer, mais ne voulait pas reculer ;

enfin, en 1898, il sentit qu'il était assez avancé pour abandonner son emploi à la Detroit Edison Company où il avait gravi tous les échelons, de chauffeur de nuit à ingénieur en chef, afin de consacrer tout son temps à l'étude d'un nouveau moteur à essence, (...)

à conduire sa voiture mécanique sur les routes plates et mal pavées de Detroit, assis au levier, et gaiement habillé d'un veston serré, d'un grand faux col et d'un chapeau melon,

à épouvanter avec les violentes explosions de son moteur, les gros chevaux des brasseurs, les minces chevaux de trot et les équipages aux croupes reluisantes,

à chercher enfin des hommes assez dénués de sens pratique pour placer leurs capitaux dans une usine consacrée à la fabrication des automobiles.

Il était le fils aîné d'un émigrant irlandais qui, au cours de la guerre civile, après avoir épousé la fille d'un riche fermier hollandais, s'était installé comme fermier près de Dearborn, dans le Comté de Wayne, Michigan ; comme beaucoup d'autres Américains, le jeune Henry grandit en haïssant les éternelles allées et venues dans la boue, les mille travaux de la ferme ; la rentrée et la manipulation du fumier, le nettoyage des lampes à pétrole ; l'ennui, les suées, la solitude de la campagne. (...)

C'était un jeune homme économe qui ne buvait jamais, ne fumait pas, ne jouait pas et ne convoitait pas la femme de son voisin ; mais il n'aimait pas la vie à la campagne.

Il retourna à Detroit, et dans le hangar à tuiles rouges qui se trouvait derrière sa maison, il occupa ses loisirs pendant des années, à bricoler sur une voiture mécanique qui serait assez légère pour pouvoir circuler sur les routes argileuses du Comité de Wayne, Michigan.

Vers 1900, il avait une voiture pratique à lancer.

Ce n'est que lorsqu'il eut atteint la quarantaine que la Ford Motor Company fut créée et que la production commença à aller de l'avant. (...)

Ce n'est pas seulement au sujet de plans de moteur, de carburateurs, de magnétos, d'attaches, de crochets, de goupilles et de matrices, qu'Henry Ford avait des idées ; il en avait aussi sur la vente,

Il était persuadé que c'est au bout d'une production massive et bon marché, de bénéfices rapides, de pièces détachées et standardisées, facilement remplaçables et interchangeables que se trouve la grosse galette.

Ce ne fut qu'en 1909, après des années de discussion avec ses associés que Ford sortit le premier Modèle T.

Henry Ford avait raison.

Cette saison-là, il vendit plus de dix mille boîtes à sardines, dix ans plus tard, il en vendait presque un million par an.

En ces années-là, le plan Taylor surexcitait tous les directeurs d'usines et tous les manufacturiers à travers le pays. La même ingéniosité qui avait permis d'améliorer le rendement d'une machine devait pouvoir améliorer aussi le rendement des ouvriers qui fabriquaient cette machine.

En 1913, le système de la chaîne fut introduit chez Ford. Cette saison-là, les bénéfices furent de l'ordre de 25 millions de dollars ; mais on eut du mal à garder les hommes à l'ouvrage : les ouvriers ne semblaient pas se plaire chez Ford.

Mais Henry Ford ne pensait pas qu'à la production.

Il était le plus grand constructeur d'automobiles du monde ; il payait de hauts salaires ; peut-être que si les bons ouvriers avaient une part (une toute petite part) dans les bénéfices, cela donnerait-il aux hommes de métier l'envie de rester à leur poste,

Des ouvriers bien payés pourraient économiser assez d'argent pour s'acheter une boîte à sardines ! Le premier jour où Henry Ford annonça que les travailleurs américains bien bâtis, régulièrement mariés et désirant une situation, avaient la possibilité de gagner cinq dollars par jour (naturellement, on devait s'apercevoir plus tard que ça n'était pas si simple que ça – mais les choses ne sont jamais tout à fait simples)

une foule si compacte s'amassa devant l'usine de Highland Park,

pendant toute une nuit de janvier où le thermomètre descendit au-dessous de zéro

Qu'il y eut des bagarres à l'ouverture des portes ; que les flics défoncèrent quelques portraits, que les amateurs de situations lancèrent des briques, et que les biens, les propres biens de Ford, furent pulvérisés.

Les gardiens de la compagnie durent même braquer les lances d'arrosage pour faire reculer la foule. (...)

Il y a une chose, en tout cas, qu'il rapporta de son voyage :

Le Protocole des Sages de Sion.

Afin d'éclairer le monde, il entreprit une campagne dans le *Dearborn Independent* : c'est à cause des Juifs que l'Univers entier ne ressemblait pas au Comté de Wayne, Michigan, tel qu'il était au bon vieux temps des chevaux et des équipages ;

C'étaient les Juifs qui étaient responsables de la guerre, du bolchevisme, du darwinisme, du marxisme, de Nietzsche, des jupes courtes et du bâton de rouge.

C'étaient eux qui étaient derrière Wall Street et la finance internationale, sans parler de la traite des blanches, du cinéma, de la Cour Suprême, du rag-time et de la contrebande de l'alcool.

Henry Ford dénonça les Juifs, se présenta au Sénat et poursuivit la *Chicago Tribune* en diffamation,

Il fut la risée de toute la presse asservie de la métropole,

Seulement, quand les banquiers tentèrent de le rattraper au tournant dans ses affaires, il les roula magistralement.

En 1918, afin de racheter pour la somme infime de 75 millions de dollars, des actions minoritaires, il avait été obligé d'emprunter sur traites.

En février 1920 il eut besoin d'argent pour payer quelques-unes de ces traites qui étaient venues à échéance. On prétend qu'un banquier alla le trouver et lui offrit toutes facilités, à condition qu'un représentant des banques fît partie du Conseil d'Administration. Henry Ford tendit son chapeau au banquier,

Et se mit en quête de trouver de l'argent par ses propres moyens : il expédia toutes les voitures et toutes les pièces détachées qu'il avait dans ses usines à des représentants en leur demandant le paiement immédiat. Laisser les autres se débrouiller pour emprunter avait toujours été une de ses maximes favorites. Il réduisit sa production et annula toutes ses commandes. De nombreux représentants furent ruinés, mais quand il rouvrit ses usines,

Il les possédait en toute propriété,

Exactement comme un homme possède une ferme non hypothéquée dont il a payé les impôts.
(...)

Mais en 1922, Henry Ford vendit un million trois cent trente-deux mille deux cent neuf boîtes à sardines ; c'était l'homme le plus riche du monde.

De bonnes routes avaient succédé aux étroites ornières tracées dans la boue par le modèle T. La grande prospérité automobile était arrivée. Chez Ford, la production s'améliorait tous les jours : moins de perte, plus de surveillants, de contremaîtres, de « mouches » (quinze minutes pour déjeuner, trois pour aller aux cabinets ; partout, l'accélération-taylorisée : baissez-vous, ajustez le barboteur, vissez l'écrou, enfoncez la tige. Baissez-vous-ajustez-le-barboteur-vissez-l'écrou-enfoncez-la-tige. Baissez-vous-ajustez-le-barboteur-vissez-l'écrou-enfoncez-la-tige, jusqu'à ce que la dernière parcelle de vie eut été aspirée par la production et que les ouvriers rentrent le soir chez eux, tremblants, livides et complètement vidés).

Ford était le maître de tout, depuis la minute où l'on extrayait le minerai des collines jusqu'à l'instant où la voiture, parvenue au bout de la chaîne, se mettait en marche, par ses propres moyens ; les usines furent rationalisées au dix-millième de pouce, selon l'étalon Johansen ;

En 1926, le cycle de la production, depuis l'extraction du minerai jusqu'au moment où la voiture quittait d'elle-même la chaîne, prête à être vendue, fut ramené à 81 heures.

Mais le modèle T. était démodé.

La prospérité de l'Ere nouvelle et le Plan américain (pas si simple, pas toujours aussi simple) avait tué la boîte à sardines.

Ford n'était plus qu'un fabricant d'autos parmi tant d'autres.

Quand le marché de Wall Street s'effondra,

Monsieur Ford, le philosophe à la noix, put dire en se frottant les mains

« je vous l'avais bien dit

cela vous apprendra à jouer et à faire des dettes.

Le pays en tout cas, est sain. »

Mais quand le pays en souliers percés, en pantalons déchirés, la ceinture serrée sur des ventres vides,

Quand les hommes aux mains inoccupées, mais bleuies et gercées par le froid du plus terrible jour de gel de mars 1932,

Se mirent en marche de Detroit sur Dearborn, en réclamant du travail et le Plan américain, tout ce qu'on trouva à leur donner, chez Ford, ce fut des mitrailleuses.

Le pays était sain, n'empêche que l'on faucha les marcheurs et que l'on en tua quatre. (...)

Henry Ford, le vieil homme,
est maintenant passionné d'antiquités.

Il a fait reconstruire la ferme de son père exactement où il se souvenait l'avoir vue quand il était jeune. Il a bâti un village entier de musées pour vieux véhicules, traîneaux, coches, anciennes charrues, moulins à eau, modèles périmés d'autos. Il a fait rechercher dans tout le pays des ménétriers pour lui jouer les bonnes vieilles danses du temps passé.

Il a même acheté de vieilles tavernes qu'il a restaurées,
Ainsi qu'il l'a fait pour les premiers laboratoires d'Edison.

Quand il acheta « l'auberge du bord de la route », près de Sudbury, Massachusetts, il s'arrangea pour que la route où les nouveaux modèles de voitures rugissaient et glissaient dans un sifflement huileux (le nouveau chant de l'automobile)

fût détournée
mais il fit réinstaller l'ancienne route
afin que tout pût être
comme cela avait été
au temps des chevaux et des charrettes.

8 - 1932. Howard Scott et l'essor du mouvement technocratique. Du cercle d'experts aux défilés en uniformes, de l'apologie du Plan à l'appareil para-étatique, comment la technocratie devient un puissant mouvement de masse, structuré et offensif. Comment Howard Scott rate sa carrière de Chef charismatique. Comment le *New Deal* absorbe les thèmes et les troupes du mouvement technocratique.

Veblen meurt au moment où, à la faveur de la Grande Crise, ses idées connaissent une certaine vogue. Il faut être un spécialiste, tel Joseph Le Breton de La Perrière, auteur en 1934 d'une thèse fort intéressante sur « *La Technocratie* »¹⁰, ou un lecteur de Wikipedia, ici pillé, pour savoir ce que fut le mouvement technocratique, dans l'entre-guerres, aux Etats-Unis : pillons donc.

Issu des œuvres de Thorstein Veblen et d'Edward Bellamy, le mouvement technocratique est surtout porté par un certain Howard Scott dont Wikipedia sait peu de choses. Il se dit expert en ingénierie industrielle. Il a travaillé sur des chantiers de construction et comme contremaître dans une cimenterie. En 1919, il ouvre, à Greenwich Village, un cabinet de conseil en ingénierie qui vend des études et statistiques de production industrielle. Il rencontre Veblen à la New School for Social Research où celui-ci donne des cours, tandis que Scott anime un groupe de discussion, en vue de lancer une « Alliance Technique ». Son but qui est de produire une vaste étude de l'industrie nord-américaine, à la façon d'un *Gosplan* soviétique ou d'un Commissariat général au plan, séduit assez Veblen et une vingtaine d'autres sommités scientifiques pour que la *Technical Alliance* voie officiellement le jour en 1920.

« Les objectifs de l'organisation, détaillés dans les statuts, sont les suivants :

1. Mettre en évidence les gaspillages et les pertes du système industriel.
2. Estimer l'effort brut humain et matériel pour assurer un confort minimal à tous les membres de la société.
3. Montrer sous forme de graphiques le fonctionnement du système industriel.
4. Proposer un fonctionnement complètement coopératif de la production industrielle et sa distribution. »

L'Alliance Technique se finance en vendant des études, par exemple sur les transports pour le syndicat *Brotherhood of Railroad Signalmen*, une autre pour les *Industrial Workers of the World*

¹⁰ Cf. *La Technocratie*, thèse pour le doctorat, sciences économiques et politiques. Université de Paris-faculté de Droit

(les *wobblies*). Une des plus importantes, celle de Stuart Chase sur les inefficacités industrielles, *The Tragedy of Waste*, est reprise en livre, en 1925. De son côté, Scott publie une série d'articles dans *One Big Union*, le mensuel de l'IWW, critiquant « l'inefficacité des politiques et des luttes sociales sous leur forme traditionnelle, qui – selon lui – ne remettent pas en cause le « système des prix » et n'accordent pas assez d'importance aux perspectives ouvertes par une gestion rationnelle de l'industrie, centralisée et optimisée. »

L'Alliance Technique se dissout au bout d'un an, au printemps 1921, en raison, semble-t-il, de difficultés financières, de la mauvaise santé de Veblen et de dissensions entre Scott et les autres membres. Celui-ci poursuit ses activités de conseil en ingénierie et la propagande technocratique dans Greenwich Village avant de ressurgir fin 1931 avec l'*Energy Survey of North America*, où se mêlent anciens de la *Technical Alliance* et nouveaux venus.

Début 1932, Scott rencontre Walter Rautenstrauch, président du Département d'Ingénierie Industrielle de l'université Columbia, un partisan du taylorisme et de l'organisation scientifique du travail, déjà convaincu du rôle directif que les ingénieurs doivent jouer, selon lui, dans la société.

« Rautenstrauch obtient l'autorisation de l'université Columbia de lancer une étude : l'*Energy Survey of North America* et nomme Scott directeur de cette étude. Le groupe s'installe dans les locaux de l'université, et Ackerman apporte le renfort d'une vingtaine de dessinateurs industriels au chômage. Le but de l'*Energy Survey* est d'évaluer et de représenter le développement industriel des Etats-Unis durant le siècle précédent, non en termes monétaires suivant l'usage, mais en termes d'unités d'énergie : en année-homme par unité de production, en cheval-vapeur, etc. »

En juin 1932, le *New York Times* rapporte les premiers résultats de l'étude, divulgués par Howard Scott, lors d'un discours à l'*American Statistical Association*. Selon ces calculs, 660 heures de travail par an et par travailleur, en supposant un plein emploi, suffiraient « pour fournir un niveau de production et de revenu supérieur à celui existant, dans un système rationalisé et géré non en termes financiers, mais en vue de maximiser le rendement énergétique. »

Ces promesses d'abondance en pleine Dépression font l'effet d'un coup de clairon. « Le *New York Times* reçoit des centaines de lettres en provenance de chercheurs, d'universités et d'organismes sociaux demandant de plus amples renseignements. En août, une interview de Howard Scott au *Herald Tribune* lui donne une audience nationale et internationale. Howard Scott commence à être invité par des industriels, des financiers ou des intellectuels. Des spéculations à propos d'un nouvel et mystérieux système social et politique, appelé « Technocratie », préconisé par ce petit groupe de chercheurs, commencent à circuler. (...) »

En novembre, une série d'articles intitulés « *What is Technocracy ?* » dans *The New Outlook*, le magazine du célèbre homme politique Al Smith, sur la base d'interviews d'Howard Scott, popularise les idées technocratiques. Fin 1932, la Technocratie est à la une de tous les journaux. Le summum est atteint en janvier 1933 : sur ce mois seul, le *New York Times* publie pas moins de 60 articles à propos de la Technocratie, et 41 magazines publient au moins un article sur la Technocratie. De nombreux livres, plus ou moins bien informés, sont écrits et se vendent à des dizaines de milliers d'exemplaires en quelques semaines. (...) »¹¹

Pour gérer cette pagaille et les contacts extérieurs le groupe de Columbia forme avec quelques sympathisants et des publicistes, un *Continental Committee on Technocracy* (CCT) qui publie deux livres sur le sujet : *Introduction to Technocracy* et *ABC of Technocracy*.

C'est dans le premier de ces manifestes que se trouve la définition de la technocratie suivant Howard Scott :

« La Technocratie est un office de recherches fondé en l'année 1920, composé d'hommes de sciences, de technologues, de physiciens, de biochimistes. Il a été organisé pour recueillir et comparer des renseignements sur le fonctionnement physique du mécanisme social de l'Amérique

¹¹ Source : Wikipedia

du Nord, et comparer aussi quantitativement la grandeur de ces opérations, avec celles de tous les autres continents du monde. Sa méthode est le résultat d'une intégration synthétique des sciences physiques qui se rapportent à la détermination de toute la série des phénomènes sociaux.

Le postulat de base de la Technocratie est que les phénomènes compris dans les opérations du mécanisme social sont métriques (c'est-à-dire mesurables exactement). Elle considère que la science consiste dans l'étude des méthodes qui permettent d'établir la plus grande probabilité. » (*Introduction to Technocracy, by Howard Scott and others*)

En clair, les phénomènes sociaux, pour les technocrates, sont non seulement des *choses*, suivant la définition de Durkheim, mais des choses qu'on peut et que l'on doit mesurer, compter, quantifier, *objectiver*, autrement que par les sondages et les enquêtes d'opinion. C'est à quoi s'emploie aujourd'hui la technologie du *Big Data*, grâce au filet numérique et informatique qui enserre la planète.

Le CCT se considère également comme le bras politique du mouvement technocratique, à l'irritation de Scott qui ne contrôle pas cette nouvelle structure. Des conflits éclatent, d'autant que les *Intérêts Acquis*, comme l'aurait dit Veblen, attaquent les études et la théorie technocratiques, ciblant les erreurs factuelles ou la « dictature des ingénieurs » résultant fatalement de l'instauration de « soviets d'ingénieurs ». Un article du *Herald Tribune* révèle que, contrairement à ses dires, Scott ne possède ni formation ni diplôme universitaires et qu'il a été licencié de son poste de contremaître pour incompétence et malveillance.

Le CCT riposte par une conférence radiodiffusée de Howard Scott, le 13 janvier 1933, en direct de l'Hôtel Pierre à New York. Cette conférence tenue devant quatre cents économistes, industriels, banquiers, artistes, et retransmise par les réseaux radio dans tout le pays, est une première. Las, à la différence d'un Hitler qui accède au pouvoir au même moment, Howard Scott est tout sauf un orateur. Au lieu de s'en tenir au discours rédigé par le CCT, il improvise, s'embrouille, bafouille, saute du coq à l'âne, multiplie les saillies agressives.

« Cette prestation, alliée aux révélations sur le passé de Scott, provoque l'effondrement du mouvement et de sa médiatisation. En quelques mois, la Technocratie disparaît presque complètement des écrans radars des médias, qui ne relatent plus guère que les soubresauts du mouvement, ou le tournent en ridicule. Le 23 janvier, le mouvement se sépare officiellement : Rautenstrauch, Jones, Ackerman et Henderson, ainsi que le CCT, se dissocient d'Howard Scott. L'*Energy Survey* n'a plus l'autorisation de poursuivre ses recherches à la Columbia University, qui se dissocie officiellement de la Technocratie. Hubbert et Hitchcock restent pour leur part fidèles à Howard Scott. »

Cependant l'échec du grand homme n'est pas celui des masses qu'il a mises en mouvement et qui l'ont porté jusque-là. « Les idées technocratiques ont frappé un grand nombre d'esprits et provoqué des initiatives spontanées d'organisation et de promotion pendant les années 1933 et 1934. Ces tentatives ont particulièrement pris racine sur la côte ouest et en Californie du sud.

Le mouvement technocratique trouve alors un relais dans des organisations telles que l'*Utopian Society* qui comptera jusqu'à 500 000 membres en 1934, l'*EPIC (End Poverty In California)*, ou le Townsend Plan. En mars 1933, un *American Council of Technocracy* est fondé à Los Angeles pour tenter de fédérer ces différentes organisations, mais il périclite en 1934 par manque de capacité organisationnelle. »

C'est-à-dire que le mouvement technocratique ne trouve pas son Lénine, son Mussolini, son parti fasciste ni bolchevique, pour unifier, centraliser, diriger les diverses organisations qui se fondent aux Etats-Unis et au Canada, telle l'*American Technocratic League* de Franklin P. Wood, née à Denver (Colorado), qui « s'inspire des idées technocratiques en ce qui concerne la direction scientifique de la société par des experts techniques et économiques, et le partage économique des ressources, mais insiste plus sur le contrôle démocratique et sur la notion de « démocratie industrielle », en faisant un mouvement d'obéissance presque socialiste.

À Chicago (Illinois) se développe à la même période le *Technocratic Party*, très inspiré par les idées d'Howard Scott et admirateur de celui-ci et l'*All America Technological Society (AATS)*, lié

à l'IWW et dans la lignée des idées de Veblen. Cette organisation très ambitieuse voulait se construire à l'image de l'organisation de la future société technocratique pour en former un embryon se développant jusqu'à absorber la société tout entière. »

C'est que le mouvement technocratique est « neutre », comme la technologie, et comme le disent les naïfs qui s'en tiennent aux apparences et aux étiquettes. Il y a ainsi une gauche et une droite technocratiques, un fascisme et un communisme technocratiques, des démocrates et des républicains technocratiques (De Gaulle, Roosevelt) ; de même qu'il y a 50 nuances de gris, dans la nuit où tous les chats sont gris. Mais la grisaille technocratique reste la teinte dominante et les nuances, des nuances.

« Pendant ce temps, sur la côte Est, le mouvement originel initié par Howard Scott se réorganise... » Howard Scott fonde *Technocracy Inc.* en mars 1933 pour rassembler ses derniers fidèles. Il végète un an durant malgré la publication d'un manifeste, *Statement for Technocracy* et une tournée de conférences dans le Middle West, sans parvenir à dépasser la trentaine de partisans.

« Le CCT, qui avait déjà une certaine indépendance par rapport à Howard Scott s'émancipe complètement sous la houlette de Howard Loeb et connaît un développement rapide. (...) Dès juin 1933, l'*American Council of Technocracy* de Los Angeles s'allie avec le CCT, ainsi que l'*American Technocratic League de Denver* et d'autres organisations. »

Le CCT organise une convention à Chicago à laquelle sont conviés une vingtaine de groupes, y compris *Technocracy Inc.* et Howard Scott. Celui-ci manœuvre pour apparaître comme l'un des organisateurs de la convention et en prendre le contrôle, mais il gâche tout dans une interview à *Time Magazine*, titrée « *Des baïonnettes pour les technocrates* ». À la question de savoir comment obliger toute la société à se conformer au fonctionnement technocratique – condition nécessaire à la cohérence du système- Scott aurait répondu comme Mirabeau : « Par la force des baïonnettes. »

« Exacte ou non, cette déclaration provoque l'éclatement de la convention, l'AATS se démarquant nettement d'Howard Scott, et détermine la scission du mouvement technocratique en deux factions principales : les partisans d'une prise de contrôle de la société en plaçant des technocrates à des postes clé, attendant patiemment l'effondrement du « système des prix » pour prendre le pouvoir (NDR. Tels les bolcheviques en 1917), s'orientent vers *Technocracy Inc.* Les autres, les utopistes, les anarchistes et les diverses sensibilités de gauche rejoignent le CCT. »

Le moment est aux masses militarisées, aux appareils disciplinés, aux machines politiques fonctionnelles, performantes, conquérantes. C'est la voie choisie par Howard Scott, dont la personnalité autoritaire et la soif de reconnaissance ne sont plus un mystère.

« En février 1934, Howard Scott, aidé par une secrétaire – Helen Hockett - et un journaliste de la côte Ouest, Franck Mc Naughton, entreprend une tournée de conférences, de New York à Los Angeles, avec un certain succès, culminant avec une audience de cinq mille personnes à Los Angeles. À la fin de cette tournée, six sections locales de *Technocracy Inc.* sont fondées et en mai 1935 on compte une création de section locale par mois, menant au total d'environ cinq mille adhérents et d'une cinquantaine de sections fin 1935, dont une vingtaine pour la seule région de Los Angeles. (...) »

Technocracy Inc. se développe autour du culte de la personnalité - celle de Scott - avec toute une imagerie autour de la Monade, l'emblème du mouvement, reprise du symbole chinois du ying-yang, censé signifier « l'unité, l'équilibre, la croissance et un fonctionnement dynamique sécurisant les processus vitaux ». Pourquoi pas ? Les nazis s'étaient bien emparés du *svastika*, la roue solaire des Indiens.

« L'organisation se développe notablement au Canada et un certain nombre de magazines sont régulièrement publiés : *The Technocrat*, dirigé par Franck Mc Naughton à Los Angeles, *Technocracy Digest* à Vancouver, *The Northern Democrat* à Calgary et *Streamline Age* à Phoenix

(Arizona). À la fin des années trente, *Technocracy Inc.* devient quasiment une organisation paramilitaire, avec uniformes, salut militaire, voitures banalisées uniformément colorées en gris, défilés et parades dans les rues pour annoncer une conférence, organisée avec une précision millimétrée. Dès les fondements de l'organisation en 1933, *Technocracy Inc.* se définit d'ailleurs comme *The Technological Army of the New America*. À la fin des années trente, les effectifs atteignent dix à vingt mille adhérents et une centaine de sections.

Selon ses rivaux du CCT (le *Continental Committee for Technocracy*), le but de Scott est d'instaurer « une dictature des techniciens », et son organisation vise à recruter dans les secteurs-clés de l'économie, à éduquer et à entraîner ces recrues, en attendant l'effondrement du système pour prendre le pouvoir.

« Les propres assertions de Scott et de l'organisation sont ambiguës. Dans un des premiers numéros du bulletin de *Technocracy Inc.*, Scott s'exprime en ces termes : « *Technocracy Inc.* peut avoir une action politique, mais pas en tant que parti politique destiné à gérer le système des prix, seulement comme un moyen organisé d'abolir le système des prix ».

Scott semble avoir voulu constituer avec *Technocracy Inc.* un embryon de *Technat* organisé en sections fonctionnelles, et en essayant de créer un « Etat dans l'Etat ». Certaines sections reçoivent des formations en « police et communications », et les sections de l'Ouest américain constituent un *Technet* d'opérateurs radio prêts à organiser des services de secours dans le cas d'un effondrement des communications et services civils. La section de Kansas City se spécialise en ingénierie chimique, et celles de Phoenix et Vancouver en ingénierie mécanique. »

Au début de la deuxième guerre mondiale, Scott et son organisation adoptent la même posture isolationniste que l'ensemble de l'opinion américaine. « Scott critique le fascisme comme une tentative désespérée de sauvegarder le système des prix et juge le communisme incapable de résoudre les problèmes de pauvreté et d'inégalité. (...) De plus, l'Amérique du Nord est considérée par la Technocratie comme un système autonome, autosuffisant, et la guerre dans le reste du monde n'est pas censée impacter négativement l'avènement d'un *Technat*. »

En 1940, le Canada interdit *Technocracy Inc.*, à cause de son opposition à la conscription, mais en juillet, Scott opère l'une de ces volte-faces tactiques, brutales, typiques des Chefs tout-puissants, Guides et Camarades Suprêmes de l'époque.

« Il perçoit maintenant le fascisme comme un impérialisme armé dont les Etats-Unis peuvent devenir une cible naturelle. Scott déclare alors vouloir former une défense hémisphérique, consolidant tout le continent nord-américain en une seule entité sociale et culturelle, fondée sur la Technocratie. Les cultures locales, française au Québec, hispanisantes au sud, doivent être « annihilées », et les Asiatiques doivent être exclus du continent, et sont désormais interdits d'adhésion à *Technocracy Inc.*

Scott appelle à une mobilisation générale et à une « conscription totale », impliquant un service obligatoire de trois ans, pour tous les hommes et les femmes de dix-huit à vingt-et-un ans, pour former une force d'un million d'« ingénieurs-techniciens ». Les services civils de transport, santé, de finance et de commerce sont appelés aussi à cette conscription totale et nationalisés. »

Comme disaient les maoïstes, experts en alternatives stratégiques : soit la révolution conjure la guerre, soit la guerre provoque la révolution. Quant à la *Guerre totale*, suivant le titre du livre de Ludendorff, paru en 1935, on sait qu'elle mobilise *toutes* les ressources humaines, spirituelles, matérielles de la Nation, organisées rationnellement sous la seule direction du chef de guerre. C'est à cette mobilisation totale qu'appellent les affiches de *Technocracy Inc.*

« *Total Conscription (...)*

*Men, Machines, Materiel and Money National Service
from All and Profits to None !* »

De la première à la deuxième guerre mondiale, Howard Scott renoue avec le programme de William Smyth devenu, moyennant des variations locales et politiques, le programme de tous les partis totalitaires – les partis les plus fanatiquement « politiques » de l'époque. C'est par le biais « scientifique » et « rationnel » que ce même programme, celui de l'efficacité maximale, perfore dans les partis démocratiques. Dans un monde de guerres économiques et militaires perpétuelles et ubiquitaires, quel pays, quel parti – qui ?- pourrait s'opposer à l'efficacité maximale ?

9 - 2002. L'historien Philippe Roger dresse le réquisitoire contre « l'antiaméricanisme français ». Les Français sont français, arriérés, passésistes, humanistes, libertins, sensuels, intellectuels, technophobes, anticapitalistes, réactionnaires, nationalistes ; grotesquement épris de leur pays, de leur civilisation, de leur « art de vivre », de leur langue, de leur « exception », dans un monde où nous sommes tous américains.

70 ans plus tard, Philippe Roger, un auteur gallo-ricain (chercheur au CNRS, enseignant à l'École des hautes études en sciences sociales), raille la réaction de « Monsieur Perrichon » - du *franchouillard*, si vous voulez – devant le formidable essor de « l'ennemi américain »¹² dans les années Trente. Gigantisme industriel, machinisme, uniformisation de *l'American way of life*, capitalisme financier, constituent quelques éléments de cet « américanisme » qui révolte « les clercs ».

Cette « technophobie » est du dernier *ringard* pour Philippe Roger qui titre son chapitre : « Défense de l'homme. L'antiaméricanisme est un humanisme ». Et la défense de l'homme n'est pas vraiment le fort de notre universitaire. C'est ironiquement qu'il cite en exergue l'un de ces « clercs », indécrottement français et humaniste :

« Ils affirment qu'ils sont avant tout des ingénieurs, ce qui, aux États-Unis, est beaucoup plus respectable et sérieux que d'être philosophe. » (Raoul de Roussy de Sales, *La Revue de Paris* (1933))

Mais on sait qu'en France aujourd'hui, un philosophe respectable et sérieux ne peut qu'être anti-humaniste, post-humaniste, transhumaniste, etc.- et partisan des droits du robot.

« Des robots et des hommes »

« L'histoire désignera sans doute l'anticapitalisme comme le lieu commun le plus fortuné des années 1930 », écrivait Mounier en 1936.¹³ Mais un autre lieu commun (d'ailleurs contigu) pourrait lui damer le pion : l'antimachinisme. Beaucoup plus nettement encore que l'anticapitalisme, qui se déploie surtout aux extrêmes du spectre politique et dans les « jeunes revues » auxquelles pense Mounier, la technophobie est alors la passion française la mieux partagée. Toute l'intelligentsia en est frappée. Technophobes, les « humanistes » à la Duhamel que consterne l'objet « fabriqué par des machines sans âme pour une foule que l'âme semble déserté aussi ».¹⁴ Technophobes, les chrétiens comme Bernanos brandissant le Christ au Calvaire contre les fétides bonheurs modernes ou Paul Claudel, tonnait contre les « idoles non seulement de pierre et de bois mais aussi de fer et d'électricité qui ont des oreilles et qui n'entendent pas (le téléphone). »¹⁵ Technophobes, les fidèles de l'Action française, mais aussi les jeunes néo-maurrassiens qui, même en rupture de ban, restent prompts à dénoncer l'idolâtrie des « conquêtes mécaniques » qui tiennent lieu de « miracles » à l'Amérique.¹⁶ Technophobes les non-conformistes d'Ordre Nouveau, à commencer par Aron et Dandieu qui définissent leur brûlot de

¹² Cf. *L'ennemi américain, généalogie de l'antiaméricanisme français* (Editions du Seuil, 2002)

¹³ Cf. E. Mounier, « Manifeste au service du personnalisme », *Esprit*, octobre 1936

¹⁴ Cf. G. Duhamel, *Scènes de la vie future*. (Arthème Fayard, 1930)

¹⁵ Cf. P. Claudel à Agnès Meyer, 30 août 1929 : *Claudiel et l'Amérique II, Lettres de Paul Claudel à Agnès Meyer, (1928-1929) Note-Book d'Agnès Meyer* (Ed de l'Université d'Ottawa, 1969)

¹⁶ Cf. Roger Magniez, numéro spécial de *Réaction* intitulé « Procès de l'Amérique » n°3, juillet 1930

1931, *Le Cancer américain*, comme un « Discours contre la technique ».¹⁷ Technophobes aussi, quoique sélectifs, des marxistes comme Friedmann, dont l'analyse du « travail en miettes » fait la distinction entre les bonnes machines (celles qui participent d'une économie collectivisée) et toutes les autres. Technophobes enfin les heideggeriens français qui, après la guerre, prendront le relais des humanistes fatigués pour articuler philosophiquement une méfiance conjointe du machinisme et du pays qui en incarne la « civilisation ». Simone de Beauvoir gardera le souvenir très précis du jour de décembre 1939 où Sartre, sur un banc de pierre de Sisteron, lui a expliqué comment, pour Heidegger, "le monde se dévoile à l'horizon des instruments détraqués"¹⁸ ; dix ans plus tard, cette formule qui l'a frappée trouve son emploi dans *L'Amérique au jour le jour* : "Heidegger dit que « le monde apparaît à l'horizon des instruments détraqués », et ici les instruments ne se détraquent pas." (...) »

C'est que l'Amérique *fonctionne* : toujours plus efficace et efficiente. Elle tourne rond. Et même quand l'instrument se détraque, qu'une fusée part en fumée avec ses passagers, il ne s'ensuit derrière le panache, aucune apparition d'un monde extérieur, qui serait pure construction métaphysique d'humains trop humains (Français, si vous voulez), mais une analyse précise de l'expérience afin de déterminer les causes de *dysfonctionnement*, avant de procéder à un nouvel essai (*trial and error*). Ce n'est pas « le monde » qui intéresse l'Amérique en 1949, au moment où la naïve Simone la découvre, mais la cybernétique, la *machine à gouverner* de Wiener et aussitôt, les *cyborgs*, les hommes machines, pour remplacer les humains éphémères et fragiles, lors des longs vols spatiaux, projetés par la NASA.

« La réaction antimachinique qui domine l'entre-deux-guerres relève à la fois d'une angoisse générale – dont témoignent, en Allemagne, *Metropolis* de Fritz Lang (1926) ou, aux Etats-Unis mêmes, *Modern Times* de Chaplin (1936) – et de la technophobie particulière aux clercs comme corporation. Sur ce terrain, les clercs n'ont pas de mal à incarner une nostalgie nationale. La coquetterie de Cocteau, dans son autoportrait en artisan, reflète un « idéal » qui est celui de la France tout entière. « L'idéal de chaque Français », note Siegfried en 1927, c'est encore « l'artisanat, forme démodée de la production (...), associée dans notre pensée à l'idée de civilisation même ». (cf. J. Cocteau, *Lettre*) Et cet idéal, qui n'est « pas compatible avec la fabrication en séries », est condamné à court terme par l'américanisation galopante. »

Voici le réquisitoire de Philippe Roger qui a l'avantage de résumer en peu de mots les volumes d'instruction accumulés depuis 1919, contre la France et les Français.

Ces arriérés veulent *rester*. – Quoi ? Eux-mêmes. Français. Humains. Artisans. Intellos (*clercs*) ; et chez eux ; en France ; dans un pays affligé d'une ruralité fantôme persistante, avec des vaches, des villages, des clochers, etc.

Mesure-t-on le scandale et la somme de crimes philosophiques et politiques visés par ces qualifications. Essentialisme (s'imaginer qu'on puisse être *soi-même*), ethnocentrisme (quoique civique), anthropocentrisme, passéisme, nostalgisme, luddisme... Mais comment peut-on être français ? *L'exception française, c'est le retard français*. Le sempiternel retard français que nos élites combattent depuis un siècle. J'ai honte d'être français. Nous avons honte d'être français, nous sommes tous américains. Philippe Roger a honte d'être français – d'ailleurs, il ne l'est pas. Il est gallo-ricain.

Être français, c'est donc être *réactionnaire*. C'est avoir une certaine idée du monde, comme l'américanisme est une certaine idée du monde – mais l'idée contraire. Être français (clerc, artisan, paysan, petit industriel, petit commerçant, bref, Monsieur Perrichon), c'est vouloir, comme le disent Marx & Engels « faire tourner à l'envers la roue de l'histoire » (cf. *Le Manifeste du Parti communiste*, 1848), alors qu'il est si merveilleux de la faire tourner en avant, comme

¹⁷ Cf. R. Aron et A. Dandieu. *Le Cancer américain* (Rieder, 1931)

¹⁸ Cf. S. de Beauvoir, *La Force de l'âge* (Gallimard, 1960)

chacun peut le voir par lui-même. C'est être un ennemi du progrès, des applications industrielles et technologiques de la science, un intellectuel humaniste, « luddite par tempérament », comme le dénonce le physicien C. P. Snow, dans sa fameuse conférence de 1959 sur *Les deux cultures*.¹⁹ Il va sans dire qu'il est bien (positif) d'être progressiste et de vénérer l'incessant devenir, qui est lui-même le souverain bien malgré les apparences terrifiantes qu'il revêt le plus souvent (ce sont *les ruses de l'Histoire*, vous comprendrez plus tard). En revanche, il est mal (négatif) d'être réactionnaire ou simplement conservateur, de pleurnicher sur les choses feues, les paysages, les espèces et les peuplades, les vieilles pierres et les vieilles façons, les vieux savoirs et les vieux rêves du vieil homme. Sur *la liberté couleur d'homme* (cf. André Breton). Les regrets sont vains et le vieux monde n'est pas même regrettable.

Être français, c'est être un ennemi de Karl Popper, George Soros et de la *Société ouverte*. C'est être « pétainiste », voire barrésien (la terre, les morts, les racines), voire « fasciste » suivant l'historien Zeev Sternhell²⁰, Béhachelle, le « nouveau philosophe » (*L'idéologie française...*), Diastème, le cinéaste, et tout ce qui compte dans l'université, le *showbiz* et les médias. C'est être « crispé », partisan de la « société fermée », du « rejet de l'Autre » et du « repli sur soi », depuis Charles Martel et *La Chanson de Roland*. Patience, l'emballage de la surenchère devrait nous valoir bien d'autres découvertes. Être français en 2100, ce sera peut-être avoir appartenu à une nation de cannibales sadiques, heureusement disparue, qui dévorait chaque année 60 millions de touristes et 200 000 immigrants venus les enrichir de leurs différences, de leurs devises et de leurs activités.

Allez ouste les troglodytes ! Aux poubelles de l'Histoire ! Place au cybernanthrope !

« À partir des années 1920, nous dit Philippe Roger, le procès de la machine se double d'une mise en accusation plus vaste qui vise un complexe technico-socio-culturel dont les Etats-Unis sont le laboratoire et le prototype. On dit désormais : « méthode américaine », « système américain » ou encore (chez André Siegfried) « philosophie de la production américaine ». (...) »

D'autre part, au même moment, le machinisme cesse d'être perçu seulement comme une évolution matérielle imposée par les impératifs de la concurrence. Il apparaît désormais comme l'un seulement des rouages d'une machine sociale organisée autour de lui, mais qui le dépasse. Dans ce « système », tout est lié. Présupposés idéologiques et moraux ; techniques de production ; disciplines de travail, d'hygiène et de vie ; relations humaines ; habitudes de consommation : l'*American way of life* est ce tout, indicible autrement que par cette formule tautologique. »

Il s'ensuit pour Philippe Roger, pour la multitude des *universitaires respectables*, des médiatiques qui diffusent leurs discours, des artistes qui les illustrent, des Gallo-ricains qui les absorbent, qu'être « progressiste » (pro-américain, pro-capitaliste, pro-machine, technolâtre, transhumaniste, etc.), c'est être anti-français. Aussi, est-ce sur un ton caustique et avec la suffisance de celui qui roule dans le sens de l'Histoire, unique et inéluctable, qu'il rapporte les premières critiques françaises contre la technocratie américaine.

« Technocratie » et machines à voter

En attendant, comment nommer cette configuration nouvelle ? Quel mot choisir ou inventer pour désigner pareil dispositif, où la Technique commande à tous les aspects du social ? La difficulté est réelle. Elle explique en partie la multiplication des métaphores – toutes morbides. Aron et Dandieu usent et abusent de celle du cancer. Duhamel, homme de l'art, ne cesse d'appeler à la rescousse infections et bactéries. Quant à Bernanos, arrivant après la Libération dans un champ infectieux déjà bien rempli, il jettera bizarrement son dévolu sur le diabète. Arguant que la civilisation américaine « ne mérite pas le nom de contre-civilisation, qu'elle est une maladie de la civilisation générale » (ce qui était déjà la thèse d'Aron et Dandieu), Bernanos poursuit : « Lui

¹⁹ Cf. « *Les deux cultures* » ou *la défaite des humanités*, Pièces et main d'œuvre (Pièce détachée n°76. Voir catalogue sur <http://www.piecesetmaindoeuvre.com/spip.php?rubrique8>)

²⁰ Cf. *La droite révolutionnaire, 1885-1914, les origines françaises du fascisme* (Gallimard, 1978)

refuser le nom de civilisation serait absurde. Un médecin ne refuse pas le nom de foie à un foie diabétique. » (cf. G. Bernanos. *La Liberté pour quoi faire ?*) Et « ce n'est pas ma faute », conclut Bernanos au terme d'une pesante analogie entre l'Amérique et une « maladie fonctionnelle », non, ce n'est pas sa faute « si on prétend donner à ce diabète mécanique le nom même de civilisation, c'est-à-dire le nom même de ce qu'il est en train de détruire ».

Une tentative faite en 1933 pour sortir de cet embarras sémantique est éclairante par son échec même. C'est celle de Raoul de Roussy de Sales, présentant au public français la *technocratie*.²¹ Car si le néologisme a réussi, l'effort de son promoteur pour l'attacher au « système américain » a échoué. Emprunté aux intéressés eux-mêmes, trop sage pour les discours enfiévrés que les Français tiennent sur l'Amérique, le terme paraît surtout trop étriqué, trop « technique », justement, pour couvrir tous les aspects d'un mal américain sur lequel les commentateurs français ont entassé les hyperboles cataclysmiques. L'infructueuse proposition de Roussy de Sales se heurte à une vision du « système » américain trop englobante déjà pour ne pas se sentir à l'étroit dans cette définition. L'autre intérêt de son article, paru dans *La Revue de Paris* : « Un mouvement nouveau venu des Etats-Unis : la technocratie », est d'en appeler, face à la « technocratie » telle qu'elle se profile comme idéologie du machinisme dans un contexte libéral, à une réaffirmation du primat du politique.

Doyen des correspondants de presse étrangers aux Etats-Unis, Roussy de Sales précise que les Américains sont loin d'être d'accord sur une définition unique de la technocratie. Lui-même suggère deux généalogies : d'une part, l'utopie technicienne de l'ingénieur William H. Smyth, qu'il définit comme « un système de philosophie et de gouvernement selon lequel les ressources industrielles de la nation seraient organisées et contrôlées par des techniciens pour le bien de la communauté » : d'autre part, la collecte méthodique de données chiffrées et de statistiques économiques qui a lieu depuis 1920 à l'université Columbia sous la houlette d'un autre ingénieur, Howard Scott. Ce chiffrage, qui porte particulièrement sur l'énergie disponible selon les lieux et les époques, démontre qu'un écart fantastique s'est creusé, en trente ans, entre la disponibilité énergétique d'une société traditionnelle et celle d'un pays industrialisé. Une seule turbine moderne, d'une force de 300 000 CV, fonctionnant vingt-quatre heures par jour, « vaut » 9 millions de fois la puissance que peut déployer le « moteur humain (...) Par conséquent quatre turbines semblables suffiraient à fournir une force égale à celle de la population ouvrière totale des Etats-Unis ». Mais cette prodigieuse démultiplication des moyens énergétiques qui aurait sans doute émerveillé la génération précédente devient en 1933, alors que la crise mondiale atteint son amplitude maximale, source d'inquiétude et non d'exaltation. Les chiffres des technocrates supposés exacts, commente Roussy de Sales, leur sens social est catastrophique. Ces calculs notifient aux hommes leur inutilité définitive : « on n'aura plus besoin d'eux », si ce n'est d'une « petite minorité toujours décroissante d'ingénieurs et d'ouvriers spécialisés ». Luc Durtain, dans « Smith Building », avait donné la vignette de cette raréfaction des hommes dans le « système américain » : « Sous la surveillance de quelques rares ouvriers, travaille, tel est le système américain, une bande de machines, nègres d'acier. »²² Dès lors, reprend Roussy de Sales, « comment empêcher que les 14 millions de chômeurs actuels ne deviennent 20 millions l'année prochaine (...) ? »

Naturellement, Philippe Roger et son lecteur d'aujourd'hui *savent* comment les 14 millions de chômeurs de 1933 ne sont pas devenus 20 millions en 1934. C'est d'abord l'histoire du *New Deal* et de l'administration Roosevelt, c'est-à-dire l'avènement de la technocratie et de ses orientations : planification économique, grands travaux fédéraux, Glass-Steagall Act contre la spéculation financière (aboli par Clinton en 1999), création de l'Etat du Bien-être (*Welfare State*).

²¹ Cf R. de Roussy de Sales, « Un mouvement nouveau venu des Etats-Unis : la technocratie », *La Revue de Paris*, vol. 2. 1933. Le mot « technocrate » apparaît au même moment, par exemple chez R. Recouly : ce ne sont pas « ceux que l'on appelle les « technocrates » (qui) guériront la crise actuelle » (*L'Amérique pauvre*, Paris. Les Editions de France, 1933)

²² Cf. Luc Durtain. « Smith Building », *Quarantième Etage*. (Gallimard, 1927)

En 1936, James Agee et Walker Evans font un reportage terrible chez les Blancs misérables du Sud, publié en 1941 seulement, sous le titre *Louons maintenant les grands hommes*.²³ Une misère inimaginable dans un pays aussi passéiste et réactionnaire que la France du Front Populaire, que ce soit chez les paysans du Sud, décrits par Giono ou chez les ouvriers des villes qui viennent de conquérir les congés payés.

Quand Steinbeck publie *Les Raisins de la colère* en 1939, sur l'exode des *Okies* vers la Californie, il reste 9,5 millions de chômeurs. Seule la mobilisation économique, dans le cadre de la guerre totale, à partir de 1941, résorba cette énorme poche de chômage et entraîna un cycle de prospérité, avec la reconstruction des pays dévastés par la guerre. Lisez Agee, Dos Passos, Steinbeck.

C'est ensuite l'essor de la société de consommation et du secteur tertiaire, services et commerces, qui fournirent des *jobs* d'employés, cols blancs et vendeurs, aux enfants de l'ancienne classe ouvrière, et une *demande*, le fameux « moral des ménages », pour les biens de consommation fabriqués par les machines et les robots, « sous la surveillance de quelques rares ouvriers. »

Ces « trente glorieuses » (1945-1975) se sont achevées avec le premier « choc pétrolier » (1973), suivi de diverses répliques, et avec les progrès foudroyants de *l'innovation* et du capitalisme technologique.

Après 43 ans de « crise », nous voici revenus au même point qu'en 1933, aujourd'hui que les automates, les logiciels et les algorithmes évincent les employés du secteur tertiaire, entraînant un chômage structurel dans les pays avancés. Contre ce chômage, « on a tout essayé » nous a avoué Mitterrand en 1993. Tout sauf le retour à une économie vivrière, paysanne et artisanale, à une consommation frugale, à une société égalitaire, à une démographie réduite. Pour Ludd, pour Ellul et Charbonneau, ses successeurs des années Trente, l'issue crève les yeux : *il faut rendre la terre aux citadins !* Aux descendants de ces paysans chassés de leurs campagnes, du début de la révolution industrielle (*circa* 1810) à *la Fin des paysans* (Henri Mendras, 1970), *la Fin des terroirs* (Eugen Weber, 1976), *La Fin du village* (Jean-Pierre Le Goff, 2012).²⁴ Cette évidence n'a fait que croître avec l'accaparement des terres, en Afrique, en Asie, en Amérique du Sud et en Europe de l'Est, dans les années 2000, par les puissances industrielles (notamment la Chine et le Japon) et les complexes agro-industriels, tel le groupe Bolloré. Il est significatif que ni Ellul, ni Charbonneau, ces parangons de « l'antiaméricanisme » des années Trente, ne soient mentionnés, et encore moins discutés, dans le réquisitoire de Philippe Roger.

À rebours, la seule issue imaginée par le système est la pérennisation du chômage sous la forme du « revenu universel garanti ». C'est-à-dire la création d'un secteur quaternaire d'allocataires, afin de soutenir la consommation et de maintenir la paix sociale. C'est l'idée, moyennant quelques amendements, que soutient la gauche la plus moderne – post-moderne ; des plus stupides post-anarchistes aux plus crapuleux post-communistes et socialistes, sous prétexte de *socialiser* les machines. D'instaurer un usage *socialiste*, collectif, des systèmes cybernétiques et des sous-systèmes technologiques (nucléaires, biotechnologiques, etc.). C'était déjà la ligne d'Engels et de Marx, en 1848, dans *Le Manifeste du Parti communiste*, quand, trente ans après l'insurrection luddite, ils appelaient les ouvriers à ne pas détruire les machines et les marchandises, mais à s'en emparer pour leur propre usage.²⁵ Maintenant que nous arrivons au fin mot de cette histoire, l'identité profonde du socialisme et du libéralisme, aussi technocratiques l'un que l'autre, apparaît en caractères géants au ciel des « métropoles globales », tandis que fusionnent le capitalisme libéral (alias *le Spectaculaire diffus*), et le capitalisme d'Etat (alias *le Spectaculaire concentré*), au sein d'un capitalisme technologique *intégré* : alias la *Chinamérique*.

Avec le « revenu universel garanti » c'est la résurrection de la plèbe et de ces clientèles, vivant de distributions de blé et de jeux du cirque, aux crochets et à la merci de l'Etat romain et des riches patrons. Mais il n'est pas improbable, non plus, que « la roue de l'Histoire » n'écrase toutes ces

²³ Éditions Pocket, 2003

²⁴ Cf. *Nous sommes des révolutionnaires malgré nous* (Seuil)

²⁵ Cf. *Ludd contre Marx*, Marius Blouin (Pièce détachée n°1. Voir catalogue sur <http://www.piecesetmaindoeuvre.com/spip.php?rubrique8>)

bouches inutiles et voraces, comme tant de peuples et de classes avant elles. Il suffirait de si peu. Que l'épidémie de stérilité qui sévit dans les pays avancés poursuive sa propagation. Qu'un virus s'échappe d'un laboratoire ou de l'Arctique dégelé. Que l'eau et la température s'élèvent suivant les prévisions les plus officielles.

Mais revenons à Philippe Roger et à sa critique de *l'antiaméricanisme français*.

« Cette présentation de la doctrine technocratique est donc loin, on le voit d'en être l'apologie. La victoire de la Technique est présentée comme une victoire à la Pyrrhus. C'est l'entrée dans un univers « absurde » où l'homme s'obstinerait « aveuglément à concurrencer avec ses muscles les formidables machines qu'il a créées précisément pour économiser ses forces et le servir ». ²⁶ On rejoint ici le thème d'origine marxiste du capitalisme industriel comme « apprenti sorcier » - thème récurrent dans les années 30, aussi bien chez Friedmann que chez les non-conformistes. Un tel système est-il viable ? Il est à coup sûr invivable pour les hommes. D'où cette alternative : « abolir les machines » ou tirer la conséquence de la dévaluation totale du travail humain en promulguant un « droit » à un « minimum de sécurité » dans l'obtention des biens et services essentiels. Roussy de Sales préconise donc une « nouvelle *Déclaration des Droits de l'Homme* » qui fixerait les droits élémentaires de la personne : nourriture, logement, chauffage, lumière, transport. Dans un système où l'homme, économiquement, ne « vaut » plus rien., il est essentiel que le souci de l'homme soit réaffirmé. (...)

Ainsi la « technocratie », avant même de prendre le sens plus étatique et énarquique que nous lui prêtons aujourd'hui (NDA. *à tort !* Marius Blouin), est-elle montrée du doigt, non seulement comme une organisation de la production oppressive pour les producteurs et les consommateurs, mais aussi comme une confiscation de la démocratie. (NDA. *À raison !* Marius Blouin) Le club des victimes de l'Amérique s'élargit. L'homme dont les polémistes français prennent la défense n'est plus seulement le travailleur attaché à la machine comme on l'était jadis à la glèbe ; ni le consommateur rivé aux faux désirs qu'on lui a instillés, ni l'*homo quisquis* façonné par la standardisation. C'est encore l'homme traqué par le contrôle, fiché par les psychologues, catalogué par les experts en « ressources humaines », pesé et jugé au trébuchet des tests d'aptitude. (André Siegfried, qui n'a rien d'un gauchiste, n'hésite pas à comparer le test d'intelligence à une « fiche de police » qui « vous suit » et « dont vous ne pourrez plus vous défaire ». (cf A. Siegfried. *Les Etats-Unis d'aujourd'hui...*) C'est enfin le citoyen dépossédé : car comment imaginer que sa souveraineté, claironnée les veilles d'élection et oubliée le lendemain, puisse survivre à cette déchéance absolue, à cette *annulation* qui sera demain la sienne ? Comment sans imposture prétendre que l'homme vivra encore en démocratie lorsqu'il vivra en *technocratie* ? (...)

Ce destin totalitaire, que Bernanos bientôt déclarera inhérent à la « civilisation des machines », est la vérité de l'*American way of life*. Le "système américain" est un bloc. Le machinisme n'y est pas une simple structure matérielle, mais "une forme de vie" ».

Mais comment peut-on préférer *l'art de vivre* (en français dans le texte) à l'*American way of life* ? Voilà un entêtement qui étonne, irrite et amuse notre Gallo-ricain – et à peu près tout le reste des Euro-ricains comme des Américains. Quelle arrogance ! Quelle folie des grandeurs défuntes !

10 - Brèves banalités sur la haine de l'idée française. Que cette haine trouve sa source dans le meilleur, et non pas dans le pire, de la France et des Français. Savoir, une nation *politique* et non pas ethnique, ni théocratique ; une patrie de la liberté personnelle et non pas du conformisme social. Sur la francophobie anglo-saxonne : Avis aux jeunes historiens pour un livre à faire. Que « l'exception française » - et son crime - consiste dans sa résistance depuis un siècle à l'émergence de la classe d'avenir ; la technocratie triomphante à l'américaine. Rire avec Tati (et avec mon père). C'est bien plus drôle lorsque c'est inutile. Définitions et

²⁶ Cf. R. de Roussy de Sales, « Un mouvement... », op. cité

descriptions de la technocratie. De la technocratie au transhumanisme. Du gouvernement des machines par les hommes au gouvernement des hommes par les machines.

De formidables pensées de l'Antiquité ne subsistent qu'à l'état de fragments, cités dans les réfutations de leurs ennemis, leurs œuvres ayant été détruites. C'est aussi par les inquisitions des Dominicains, leurs incendiaires, que subsiste le peu que l'on sait des doctrines des cathares. Si la technocratie triomphante décidait la destruction des livres inutiles et obsolètes de ses ennemis, après avoir rendu les livres rares et la lecture dérisoire, comme dans *1984* et *Fahrenheit 451*, leur charge critique continuerait quelques temps à produire leurs effets irréductibles, via les paraphrases de Philippe Roger et de ses pareils dans leurs réquisitoires.

Avis aux jeunes historiens, il y aurait un livre superbe à faire sur *la francophobie américaine*. Certes, nous avons tous ouï parler du *french bashing* prévalent dans l'aire anglo-saxonne ; ce perpétuel dénigrement de la France et des Français par les tabloïds, les humoristes, les politiciens, les universitaires (sauf évidemment les critiques littéraires), les féministes *dentata*, les animateurs de *talk-show*, etc. Mais une chose est d'avoir entendu la rumeur, une autre de l'avoir vérifiée – par exemple dans la collection de *Times*, *Newsweek*, *The Economist* et cie, depuis 1945. D'avoir aligné toutes les couvertures et les papiers écrits au fiel de la mauvaise joie sur le déclin de la France, détaillé dans tous ses aspects ; sur son « retard » (le retard de M. Perrichon sur Mister Babbit) ; sur ses « exceptions », sources d'esclaffements bovins. Ce sont les échos d'une guerre ancienne. Anglais et Allemands constituent la plus ancienne couche de l'immigration américaine, la plus nombreuse et sa matrice culturelle, sinistres sectes puritaines de la Nouvelle Angleterre, de l'Ohio, du Wisconsin, de la Pennsylvanie, etc. Henry James en décrit l'engeance dans *Les Bostoniennes* (1886), où le simple fait d'être allé à Paris, d'être frotté de culture européenne ou originaire de la Louisiane, implique une vague obscénité, quelque chose de *risqué* comme disent les Américains. Et l'on sait comme tout candidat à la présidentielle américaine prend soin de dissimuler ses éventuelles attaches françaises, sa connaissance du Français et toute inclination pour ce peuple d'intellos libertins, libres-penseurs et corrompus.

L'histoire de la France depuis 1919, c'est la débâcle finale d'un déclin entamé sous Louis XV, lors du Traité de Paris en 1763. C'est le broyage d'une nation et d'une culture *politiques* (et non pas ethniques ni religieuses) par la machine économique américaine et son *soft power*. Qui perd, gagne, cependant. Les causes perdues étant les plus belles, je resterai français et arriéré, telle cette poignée de Québécois submergés par une marée d'Anglais (*je me souviens !*), incurablement affligé du sentiment pompeux de la nature, de l'humanité, de *la liberté libre*. J'ai tort bien sûr, mais je ne puis m'empêcher de préférer les vaincus aux vainqueurs ; Cyrano, d'Artagnan, Roland, Vercingétorix, et le rire de Diderot, Rabelais et Poquelin. Que voulez-vous, c'est bien plus beau lorsque c'est inutile. Ma patrie c'est ma langue et non pas le *globish* ubiquitaire.

Bellamy, Smyth, Veblen, Ford, Scott... - Les Américains ! s'écrie en 1949, le facteur de *Jour de Fête*, qui fait sa tournée sur son vieux clou, fasciné, écrasé par la puissance et la modernité des postes américaines, après avoir vu leurs avions, trains, voitures, etc., aux *actualités*.

Mon père pleurait de rire aux aventures de François le facteur, dans son petit village de campagne, si arriéré, si français. C'est ma mère qui me l'a dit. Il riait des Américains et non pas de François. Que voulez-vous attendre d'un *vieux Blanc*, d'un *beauf*, d'un *franchouillard* né en 15, tandis que son père tenait les tranchées. Nous savons bien, nous, postmodernes mondialisés de l'an 2000, que « l'exception française » est un euphémisme poli, légèrement ironique, à l'usage des Anglo-saxons et des Gallo-ricains pour « le retard français ».

Nous savons un siècle plus tard – mais qu'est-ce qu'un siècle pour nous dont les grands-pères furent à Douaumont et au Chemin des Dames - que les visions de Smyth et de Veblen ont vaincu ; que nous subissons chaque jour les effets de la guerre économique ; que le capitalisme scientifique (privé) l'a emporté sur le socialisme scientifique (capitalisme d'Etat) ; que dans un

cas comme dans l'autre, la classe d'avenir, la classe motrice appelée à régner, n'était pas le prolétariat industriel, évincé chaque jour davantage par la machinerie informatisée, mais la technocratie. La classe qui conçoit et dirige l'autoproduction de ce monde-machine suivant ses normes et procédures impersonnelles, rationnelles et fonctionnelles.

Infiniment créatifs, les sociologues ont forgé nombre de locutions et de périphrases pour ne pas appeler un chat, un chat : « *la nouvelle petite bourgeoisie* » (Pierre Bourdieu), « *la classe de l'encadrement capitaliste* » (Alain Birh), « *la classe de service* » (Catherine Bidou), « *la petite bourgeoisie intellectuelle* », selon Jean-Pierre Garnier qui la résume ainsi : « *Classe intermédiaire, médiane ou moyenne, elle est avant tout une classe médiatrice préposée dans la division capitaliste du travail entre dirigeants et exécutants aux tâches de médiation (conception, organisation, contrôle et inculcation.* »²⁷

Ce qui échappe aux sociologues – comme tant d'évidences qui nous éludent - c'est que cette classe a depuis longtemps dépassé sa fonction médiatrice pour fusionner avec la classe capitaliste. Symbiose économique et pratique. Culture, idéologie, moyens et procédés communs, rationalité commune. Innombrables hybridations entre technocrates et capitalistes. Les héritiers des « *capitalistes de l'avoir* » et ceux des « *capitalistes du savoir* »²⁸ partagent les mêmes écoles, les mêmes diplômes, le même *habitus*, s'épousent, se reproduisent et divorcent entre eux, etc., en dépit des stratifications et contradictions, entre leurs hautes et basses couches. Ces conflits n'altèrent pas plus la domination de l'alliage technocapitaliste qu'ils ne menaçaient jadis l'alliage de la noblesse et du clergé au sein de l'aristocratie féodale.

La grande Guerre, la Première guerre mondiale, la première guerre scientifique, industrielle et technologique illimitée, la première *guerre totale* (Ernst Jünger, 1930. Carl Schmitt, 1932. Erich Ludendorff, 1935), en ce qu'elle mobilise *toutes* les forces intellectuelles, émotionnelles et matérielles des nations belligérantes, accomplit la révolution invisible de cette nouvelle classe moyenne, imprévue de la sociologie marxiste. Elle consacre son avènement et lui donne une prééminence qu'elle ne lâchera plus. Sans doute l'histoire et la préhistoire ont connu à l'échelle tribale, ou à celle de la cité, ces sièges et conflits à outrance qui mobilisent toute la population – femmes, enfants, vieillards, esclaves - bien au-delà des guerriers et s'achèvent souvent par des exterminations entières. Du 20 avril 1792 au 18 juin 1815, de Valmy à Waterloo, la levée en masse des soldats citoyens, sous la dictature du Comité de Salut public, puis de la bureaucratie impériale, a permis à la France de vaincre, vingt ans durant, les armées professionnelles de l'Europe coalisée.²⁹ Le nouveau, en 14-18, c'est le déchaînement apocalyptique des forces destructives et le perfectionnement de leur système. Le but de la science, c'est la puissance, productive et destructive. Le but de la science déchaînée, c'est la puissance déchaînée, productive et destructive. Aux Etats-Unis, en Europe, en Russie durant la guerre civile, l'effort de guerre, la rationalisation forcenée de l'organisation économique, administrative et militaire, engendrent un nouveau type de société sous la direction des technocrates. C'est dans cette classe de professionnels révolutionnaires, détenteurs du capital expert, que Lénine recrute ses révolutionnaires professionnels. Ils fourniront de génération en génération les *apparatchiks* du Parti et de la *nomenklatura*, avant de muter derechef en *oligarques* et *Nouveaux Russes*. Quel que soit le régime, capitalisme d'Etat, capitalisme privé ou mixte, on a besoin de spécialistes³⁰ dont le capital savant, à tout moment convertible en capital financier et/ou matériel, leur vaut une situation privilégiée. La réciproque n'est pas moins vraie. Les héritiers des grandes fortunes ne se contentent pas de naître. Tout le folklore des « *filis à papa* » et de « *la jeunesse dorée* » ne les empêche pas de recevoir une haute éducation, générale et spécialisée, qui les rend à même de gérer leurs entreprises et de parler d'égal à égal avec leurs experts. De même que tout diplômé du MIT ou de Polytechnique peut aujourd'hui prétendre, dans « *l'économie de la connaissance* », à

²⁷ Cf. *Des classes sans lutte ? Utopie critique* n°51, juin 2010

²⁸ Cf. *Les Héritiers*, P. Bourdieu, J.C. Passeron (Editions de Minuit, 1964)

²⁹ Cf. *La Première guerre totale*, David A. Bell (Édition Champ Vallon)

³⁰ Cf. *Ludd contre Lénine*. Marius Blouin. (Pièce détachée n°69)

la création d'une *start up*, voire d'un « géant du net ». Il y a homologie et percolation (culturelle, économique, matrimoniale), entre capitalistes de l'avoir et capitalistes du savoir. Et ce mélange tend vers la fusion et l'homogénéisation.

À l'ère technologique, tout pouvoir doit se faire technocratique ou périr. L'Etat, l'armée, l'entreprise sont technocratiques (et mutuellement intégrés). Le capital, public ou privé, est technocratique. La transformation technocratique du monde ne laisse rien en dehors d'elle. Aucun aspect de la vie, de l'humain, des sociétés, de la terre. Sa volonté de puissance illimitée, son mouvement de rationalisation, d'« optimisation » absolutiste, absorbe tout ce qui est, en vue de produire tout ce qui n'est pas. La dynamique technocratique est de principe totalitaire et ne peut être que totalitaire. De même que la version la plus réaliste, la plus logique et victorieuse du totalitarisme ne peut être que technocratique. « *Et qu'est-ce que l'Etat totalitaire, sinon une technique – la technique des techniques ?* »³¹ La *Silicon Valley*, talonnée par la Chine, présente aujourd'hui le type le plus avancé de ce capitalisme techno-totalitaire, qui broie les milieux, les espèces, les peuples, les classes, les humains, pour nourrir son expansion.

L'appel de Smyth a été entendu. La poursuite et l'amplification de ce qui avait si bien réussi en 1917-1918, a fait des Etats-Unis, une machine de guerre économique perpétuelle, organisant sous une direction nationale unifiée l'armée scientifique, technologique et industrielle d'un Etat continent, selon un plan rationnel et en vue d'objectifs prioritaires. Il s'agit dès 1919 d'optimiser l'emploi des ressources, des hommes, leurs compétences, la production, etc., sur le modèle du « *Système Taylor* » et de « *l'organisation scientifique du travail* » mis au point avant guerre (1911. *The principles of management*), avec sa division du travail entre les concepteurs – les ingénieurs des méthodes et des machines - et les exécutants, c'est-à-dire les ouvriers. C'est aussi la préfiguration du *National Defense Research Committee* (1940), de l'*Office of Scientific Research and Development* (1941) et de la *National Science Foundation* (1950). Trois organismes dirigés par Vannevar Bush, chercheur en électronique, pionnier de l'ordinateur et d'Internet, et stratège du Plan Manhattan. Parmi les élèves et collègues de Bush, Claude Shannon et Norbert Wiener, les auteurs de la théorie de la communication et de la cybernétique, c'est-à-dire de « *La Machine à gouverner* ». ³² La machine de guerre ne peut être, d'abord et avant tout, qu'une machine à gouverner. Chacun sait aujourd'hui que l'économie politique des Etats-Unis est à peine moins libérale que celle de la Chine – sinon bien plus subtile. De même que la politique *sociétale* de la Chine est à peine moins libertarienne que celle des Etats-Unis, celle-ci n'ayant pas atteint le même degré d'anomie morale et d'hégémonie consumériste que ceux-là. Et les deux systèmes ayant achevé leur intégration au sein du capitalisme planétaire unifié. Mais revenons aux mots. Au moment où la technocratie déjà vieille de quelques décennies, apparaît dans le langage, c'est-à-dire à la conscience.

« Technocratie. Substantif féminin, souvent péjoratif. Système (politique, social, économique), dans lequel les avis des conseillers techniques (dirigeants, professionnels de l'administration) déterminent les décisions en privilégiant les données techniques par rapport aux facteurs humains et sociaux ; par métonymie, le groupe social participant à ce système.

Étymologie et historique. 1934 (Larousse. Mens.t.9, p.326). Composé des éléments formants techno.- (de technique) et -cratie- « Je suis le maître », probablement par l'intermédiaire de l'anglo-américain *technocracy* (1919. W.H. Smyth in *Industrial Management* dans NED suppl.) » (Trésor de la Langue Française. Tome 15. 1992)

³¹ Cf. George Bernanos, *La France contre les robots* (Ed. Robert Laffont, 1947)

³² Cf. Pierre Dubarle, in *Le Monde*, 18 décembre 1948 ; Norbert Wiener, *Cybernétique et société. L'usage humain des êtres humains* (Éditions Christian Bourgois, 1971)

« Dans l'entre-deux-guerres, dit Armand Mattelart, la technocratie émerge comme nouvelle « économie » du pouvoir. C'est l'époque aux Etats-Unis où les normes et objectifs d'*effectiveness* (efficacité) et d'*efficiency* (efficience) s'exportent vers les protocoles de l'administration publique. Le premier terme renvoie au « rendement du travail ou à la vitesse du succès d'une opération, d'un projet », le second à l'« utilisation optimale des ressources financières, humaines et matérielles ». (...) Si le terme « technocratie » apparaît en 1919 dans la revue *Industrial Management*, sous la plume d'un ingénieur et inventeur de Berkeley (Californie), William Henry Smyth, il ne s'impose réellement qu'à la faveur de la crise de 1929. C'est l'époque où la technocratie secrète ses utopies. Ainsi la grande idée de Howard Scott, qui popularise le mot, est-elle d'utiliser directement les sciences physiques pour résoudre les problèmes sociaux. Et, pour ce, de réaliser une enquête monumentale sur les ressources énergétiques des Etats-Unis destinée à définir des « aires continentales » devant être placées sous le contrôle tout-puissant des techniciens. » (A. Mattelart. *La Globalisation de la surveillance. Aux origines de l'ordre sécuritaire*. 2007, La Découverte) Par exemple, *Oceania, Eurasia, Estasia*.

Le principe technocratique est simplissime. Étant données les conditions initiales, et toutes choses égales par ailleurs, il n'existe jamais qu'un seul meilleur moyen (*one best way*) d'atteindre l'objectif établi. Les meilleurs spécialistes étant les mieux aptes à définir les meilleurs objectifs et les meilleurs moyens, le meilleur gouvernement possible ne peut être que celui des meilleurs experts possibles. La technocratie est une aristocratie fondée sur la connaissance, l'expertise et la compétence. Dès lors que toute situation, tout objectif et tout moyen sont réductibles aux données techniques, il n'y a plus de place pour les opinions (*doxa*), mais uniquement pour les sciences (*épistémé*) et les scientifiques. Ce sont « *les faits* » qui décident, ou plutôt *ceux qui décident des faits*. Il n'y a plus lieu de débattre, ni de place pour la politique et la démocratie. Ces chaos d'ignorance, d'erreurs et de passions, volcans de subjectivité humaine. L'Etat et ses serviteurs se projetaient de longtemps comme un « appareil », une « machine » constituée de « rouages », « purement fonctionnelle » (le plus froid des monstres froids), et pilotée par une « tête pensante », un gouvernail dont les différentes factions tentaient de s'emparer. Le gouvernement des experts culmine dans *le système expert* et *la machine à gouverner*, inaccessibles par définition à l'erreur humaine. Il n'y a pas de fonctionnement, de processus de décision, plus objectif ni rationnel que celui de l'ordinateur. L'ultime trace de subjectivité humaine réside dans le programme originel, dans l'esprit de ceux qui l'ont rédigé et qui y ont inscrit leurs connaissances et leurs objectifs. Ces faiblesses se corrigeront avec les progrès de « *l'intelligence artificielle* » et notamment de « *l'apprentissage profond des machines créatives* », à l'ordre du jour de la Silicon Valley.³³ Plus les processus de calcul machinal s'auto-perfectionnent, plus ils s'affranchissent des facteurs humains qui affectaient leur élaboration par les ingénieurs. Si l'administration des machines, par les hommes, remplace d'abord le gouvernement des hommes, ce sont bientôt les machines elles-mêmes qui se gouvernent et administrent les hommes machines.

Marius Blouin

Décembre 2010 – octobre 2016

Marius Blouin est issu d'une minorité en voie d'extinction : les blonds aux yeux bleus. Mais il n'en tire ni fierté ni honte et ne participe à aucune marche « non-mixte ». Il fait par ailleurs de l'histoire, de l'économie et de la philosophie, sans avoir jamais été philosophe, économiste ni historien, en honnête homme et non pas en pédant *spécifique* et diplômé, ce qui lui évite de radoter la *French theory* des universitaires gallo-ricains.

³³ Cf. *Le Monde*, 22 avril 2015 et 13 novembre 2015

Annexe

Cent ans après, ou l'An 2000, par Edward Bellamy

Avec un index et un chapitre supplémentaire

(William Reeves, 83 Charing Cross Road - 1888 London)

Traduction Annie Gouilleux

Bref résumé du plan de nationalisation de l'industrie présenté dans *Cent ans après, ou l'An 2000, et destiné à être étudié en classe.*

Sous forme de roman, *Cent ans après, ou l'An 2000* est principalement consacré à l'état de la société censé exister aux Etats-Unis en l'an 2000 ap. J.C.

Ce qu'on appelle conflits sociaux ainsi que tous les problèmes issus de la division du travail et de ses conséquences ont été résolus grâce à l'alliance de la nation tout entière au sein d'un partenariat d'affaires généralisé, tous, hommes et femmes, étant des partenaires égaux. L'entreprise nationale confie la direction des industries, du commerce et des affaires en général à ce qu'on appelle une armée d'industrie qui inclut tous les citoyens valides, hommes et femmes, dont l'âge est compris entre 21 et 45 ans ; un organisme associé se charge des services intellectuels et des services d'expertise. Chacun choisit son occupation dans l'armée d'industrie, selon ses inclinations et ses aptitudes, à la condition, bien entendu, que l'on choisisse les plus aptes lorsque le nombre de volontaires excède les besoins d'une branche industrielle particulière. Dans le but d'instaurer un équilibre entre les différentes occupations quant à leur attractivité, on raccourcit la durée du travail dans les occupations plus fatigantes ou plus ingrates que d'autres. On allège les conditions de travail des métiers qui n'attirent pas de volontaires jusqu'à ce que leur nombre soit suffisant ; on considère par ailleurs qu'un métier qui attire trop de volontaires offre manifestement des conditions de travail indûment avantageuses. Les occupations intellectuelles, de même que les industries, sont ouvertes à tous, à la seule condition que les plus aptes soient prioritaires.

Tenant compte du fait que la plupart des femmes se marient et deviennent mères, et que leur santé est relativement moins bonne et plus fragile, ce sont exclusivement des femmes qui organisent et dirigent cette fraction de l'armée d'industrie, entièrement consacrée aux occupations les plus légères et dont la discipline est en tout point adaptée à la condition féminine.

De même, il existe un organisme rattaché à l'armée d'industrie au sein duquel ceux qui sont diminués ou dont la santé est chancelante peuvent, s'ils le désirent et en sont capables, participer au bien commun en toute sécurité.

À l'âge de 45 ans, hommes et femmes sont libérés de toute obligation de service et demeurent entièrement libres de s'occuper comme ils l'entendent pendant le reste de leur existence.

Cela signifie que le devoir des citoyens envers l'industrie est établi sur la base même sur laquelle repose actuellement leur devoir envers l'armée. On considère de nos jours que les citoyens ont le devoir de se battre pour leur pays et l'on a donc jugé que c'était également leur devoir de travailler pour lui ; et l'on pense qu'il va de soi que pour être efficace, le travail, comme le combat, exige un système et une unité d'action. En fin de compte, on organise la nation en vue de la paix comme on l'organise à présent en vue de la guerre. Les gens se serrent les coudes non pas, comme c'est actuellement le cas, pour résister à l'ennemi venu de l'étranger (car ce danger a disparu), mais contre la faim, le froid et le dénuement, ainsi que contre tous les maux et les

besoins que peut vaincre le courage humain ; les hommes forment un carré invincible autour des femmes, des enfants, des malades et des infirmes.

Aujourd'hui, tous les membres d'une nation, qu'ils soient ou non capables de se battre, partagent équitablement la protection de l'armée et la prospérité qu'elle garantit ; de même, dans la nation de l'an 2000, hommes ou femmes, forts ou faibles, valides ou handicapés, partagent la richesse qui ne varie qu'en fonction de la prospérité de l'entreprise nationale dans son ensemble, seule source commune de revenus et de soutien, aussi bien pendant la période d'activité dans le service industriel qu'après la retraite. En organisant l'industrie sur la base d'une obligation mutuelle entre le citoyen et la nation, entre la nation et le citoyen, le devoir a entièrement remplacé le contrat en tant que fondement de l'industrie et ciment de la société.

La seule exception à la règle de répartition égalitaire concerne les enfants. Alors qu'on les considère comme des partenaires égaux dans l'entreprise nationale, et qu'en aucun cas on ne les livre au caprice de leurs parents en ce qui concerne leur entretien, la pension qu'on leur alloue est naturellement inférieure à celle des adultes car ils ont moins de besoins.

Si quelque rivalité se faisait jour entre les valides et les handicapés concernant leurs droits respectifs de s'asseoir à la table de la nation, les handicapés seraient prioritaires car, en l'an 2000, il est moralement évident que chaque génération reçoit collectivement en héritage une société organisée qui lui impose certaines charges et obligations, que la première et la plus sacrée de ces charges consiste à prendre de généreuses dispositions pour le soin de ceux que leur faiblesse mentale ou physique rend dépendants.

Mais en vérité, personne à cette époque ne songerait à exiger que l'on comptabilisât ses services plutôt que la part qui lui revient en tant que partenaire, ne serait-ce que pour des motifs égoïstes. On admet que 99% de la valeur du travail d'un individu, et très souvent la possibilité même de ce travail, provient de l'organisation de la société, qui est un patrimoine commun et indivisible, de sorte que même si un groupe de métaphysiciens et de mathématiciens pouvait définir les éléments qui constituent la valeur du travail d'un individu, dont il soit totalement et indépendamment le créateur, il ne fait pas de doute que cette valeur serait pitoyablement insuffisante pour lui permettre de vivre. C'est-à-dire que les droits d'auteur que la société serait fondée à lui réclamer pour lui permettre de s'enrichir seraient si élevés qu'il encourrait le risque de s'endetter.

Mais alors que le partage égal est la règle en ce qui concerne le rôle que chacun joue dans la production annuelle de la nation, les honneurs et les distinctions, les charges dues au rang et à l'autorité, dans l'industrie, dans l'armée et dans le gouvernement, sont accordés aux hommes et aux femmes selon leurs mérites respectifs et l'excellence de leurs réalisations, afin que les meilleurs puissent diriger et commander, et que l'espoir d'être comblé d'honneurs encourage tout un chacun à faire de son mieux. Par exemple, dans une communauté qui ne reconnaît aucune autre différence, un homme ne reçoit pas plus de pain, de viande et de vêtements parce qu'il travaille deux fois plus que son voisin, mais il y gagne infailliblement autorité et position supérieure, accompagnées du rang social correspondant. Quant à la règle qui régit l'égalité des parts entre tous les travailleurs, quelles que soient leurs aptitudes, elle n'est que l'extension de la règle qui fixe l'uniformité des salaires et que les syndicats actuels rendent pratiquement obligatoire dans les corps de métier particuliers.

Puis qu'en ce qui concerne le rapport entre le travail et le revenu de vie il n'y a pas d'intermédiaire entre la nation et l'individu, personne ne dépend pour sa survie d'une faveur ou de la protection particulière d'un autre groupe. Pas plus qu'une femme ne dépend de son mari ou qu'un enfant n'est exposé à des privations. Il en découle que tous les citoyens bénéficient d'une indépendance morale, et sont exempts de toute injonction ou de toute pression, sociale ou

personnelle, en ce qui concerne leurs croyances, leur liberté d'expression ou leurs pratiques, dans la mesure où ils n'attendent pas aux droits d'autrui. Ainsi, tout le monde peut élaborer sans contrainte une individualité puissante, ce qui est aujourd'hui très difficile dans la mesure où presque tout le monde, à des degrés divers, dépend d'autres personnes pour ses revenus ou pour ses affaires.

Puisque la nation est dépositaire au nom du peuple de toutes les formes de capital, et puisque la nation produit toutes les marchandises, il s'ensuit que tout ce dont les individus ont besoin peut être produit – et l'est exclusivement- par la nation. C'est-à-dire qu'il n'existe entre les individus ni achat, ni vente, ni commerce d'aucune sorte. Par conséquent, l'argent n'est d'aucune utilité et il n'existe pas. Sa part annuelle du produit du grand partenariat est portée au crédit du citoyen qui reçoit des bons d'achat, et sur simple présentation, il obtient dans les magasins publics tout ce qu'il désire, lorsqu'il le désire et sans limite quantitative. Il dépense sa part absolument comme il le souhaite, que ses goûts le portent à louer une belle maison, à tenir une bonne table ou à porter de beaux vêtements. Ces bons ne sont valables que pour l'année en cours, et il est impossible de les épargner, tout ce qui n'a pas trouvé preneur retourne dans les surplus communs. On met sous tutelle ceux dont les dépenses immodérées font des fardeaux publics. Bien entendu, la part des enfants est dépensée à leur profit.

Alors que toutes les affaires publiques sont sous le contrôle de la nation, des groupes plus restreints de citoyens peuvent agir à leur guise, comme c'est actuellement le cas, pour lever collectivement des fonds aux mêmes fins, en utilisant leur crédit personnel.

La criminalité a tellement diminué qu'elle est imperceptible. Les cambriolages, les vols et les fraudes de toutes sortes sont sans objet dans une société où tous jouissent de l'abondance, où la convoitise n'est pas attisée par un luxe inégalement réparti, et où l'égalité des ressources se maintient d'une année sur l'autre. Non seulement la fraude n'a presque plus cours, mais il en va de même du mensonge, puisque personne ne dépend des faveurs de ses concitoyens pour sa survie ou pour obtenir des avantages, et n'ayant rien à craindre ni à attendre d'eux, personne n'est tenté d'user de faux-fuyants. Quant aux crimes violents, le raffinement universel des manières, qui résulte d'une solide éducation généralisée, tend à les réduire aux faibles proportions qui ont cours actuellement au sein des classes éduquées. En ce qui concerne la corruption des responsables publics, il n'existe ni intérêts privés ni intérêts d'entreprise pour la justifier, pas plus que de riches ou de pauvres à soudoyer.

Grâce à la répartition égalitaire de la richesse, les mariages sont toujours exclusivement fondés sur le choix personnel, et jamais sur des calculs sordides ou prévoyants. Le libre exercice du principe de sélection sexuelle dans le mariage a des effets évidents sur le caractère moral, intellectuel et physique de l'espèce.

On nous décrit la richesse de l'ensemble de la société de l'an 2000 comme étant très supérieure à ce qu'elle est actuellement. Ceci est dû en partie à la continuité du progrès scientifique pendant un siècle, qui a considérablement enrichi le monde actuel par rapport à celui du XVIII^e siècle. Cependant, on la doit également aux énormes gains positifs et aux économies négatives dans l'emploi de la force de travail qui résultent du remplacement de la lutte inefficace actuelle, qu'engendrent la planification concurrentielle et ses innombrables actions contradictoires et mutuellement destructrices, par des méthodes scientifiques d'organisation et d'unification du système industriel.

La manière dont on est passé du système industriel d'aujourd'hui à celui de l'an 2000 est représentée comme la conséquence de l'évolution, poussée jusqu'à sa conclusion logique, de la tendance actuelle à la consolidation de branches de métiers entières sous la direction exclusive de

grandes entreprises, de groupements de sociétés et de trusts. Dans la mesure où la propriété individuelle et le contrôle des grandes entreprises commerciales a déjà presque totalement cédé la place à la gestion d'entreprise, et puisque, sous nos yeux, la gestion d'entreprise est en train de céder à des concentrations encore plus fortes dans des trusts ou des groupements de sociétés, de même, nous dit le récit, les groupements de sociétés et les trusts ont compris en temps voulu que leur destinée manifeste consistait à être absorbée par le grand trust de la nation, le partenariat universel du peuple.

On nous montre qu'aux Etats-Unis, les gens qui commençaient à entrevoir la manière de forger ainsi leur salut et à prendre conscience de sa grandeur, ont fait preuve d'un enthousiasme sans égal qui entraîna un soulèvement populaire, pacifique parce qu'irrésistible, inédit dans l'histoire.

Si l'état de la société de l'an 2000 est décrit comme étant bien meilleur à tous points de vue que celui de la veille, on nous explique que les gens de cette époque ne s'en contentent nullement et qu'ils ne le considèrent que comme une étape dans la progression de l'humanité vers sa destinée divine. Un regard rétrospectif sur notre propre temps les laissait avant tout stupéfaits face à la lenteur avec laquelle notre espèce applique des principes d'organisation industrielle à la fois si manifestement justes et économiquement avantageux.

Bibliographie

- Aron R. et Dandieu A., *Le Cancer américain* (Rieder, 1931)
- De Beauvoir S., *La Force de l'âge* (Gallimard, 1960)
- Bell David A., *La Première guerre totale*, (Édition Champ Vallon)
- Bellamy Edward, *Looking Backward* (1888) Traduit par Paul Rey. (Ed. E. Dentu, Paris, 1891)
- Bernanos Georges, *La France contre les robots* (Ed. Robert Laffont, 1947)
- Blouin Marius, *Ludd contre Marx* (Pièce détachée n°1. Voir catalogue sur <http://www.piecesetmaindoeuvre.com/spip.php?rubrique8>)
- Blouin Marius, *Ludd contre Lénine* (Pièce détachée n°69)
- Bourdieu P., Passeron J.C., *Les Héritiers*, (Editions de Minuit, 1964)
- Claudé P. à Agnès Meyer, 30 août 1929 : *Claudé et l'Amérique II, Lettres de Paul Claudé à Agnès Meyer, (1928-1929) Note-Book d'Agnès Meyer* (Editions de l'Université d'Ottawa, 1969)
- Dos Passos John, *La Grosse galette* (1936)
- Duhamel G., *Scènes de la vie future* (Arthème Fayard, 1930)
- Durtain Luc, « Smith Building », *Quarantième Etage* (Gallimard, 1927)
- Ellul J., *le Système technicien* (1977 – Le Cherche-Midi éditeur, 2012)
- Ellul J. et Charbonneau B., *Nous sommes des révolutionnaires malgré nous* (Seuil)
- Engels, *De l'autorité* (1872), in *Œuvres choisies de Marx et Engels* (Ed. du Progrès, Moscou, 1955)
- Ford Henry en collaboration avec Samuel Crowther, *Le Progrès*, Traduction Arthur Foerster. (Payot, 1930)
- Garnier J.P., *Des classes sans lutte ? Utopie critique* n°51, juin 2010
- Kempf Hervé, *Comment les riches détruisent la planète* (Seuil, 2007)
- Le Breton de la Perrière Joseph, *La Technocratie*, Thèse de l'Université de Paris (faculté de droit), 28 mai 1934
- Magniez Roger, numéro spécial de *Réaction* intitulé « Procès de l'Amérique » n°3, juillet 1930
- Malaparte, *Technique du coup d'Etat* (1931)
- Marx & Engels, *Le Manifeste du Parti communiste* (1848)
- Mounier E., « Manifeste au service du personnalisme », *Esprit*, octobre 1936
- Pièces et main d'œuvre, *Sous le soleil de l'innovation, rien que du nouveau*, (Editions L'Echappée)
- Pièces et main d'œuvre, « *Les deux cultures* » ou *la défaite des humanités* (Pièce détachée n°76. Voir catalogue sur <http://www.piecesetmaindoeuvre.com/spip.php?rubrique8>)
- Recouly R., *L'Amérique pauvre* (Les Editions de France, 1933)
- Roger Philippe, *L'ennemi américain (généalogie de l'antiaméricanisme français)* (Le Seuil, 2002)
- De Roussy de Sales R., « Un mouvement nouveau venu des Etats-Unis : la technocratie », in *La Revue de Paris*, vol. 2. 1933
- Sternhell Zeev, *La droite révolutionnaire, 1885-1914, les origines françaises du fascisme* (Gallimard, 1978)
- Trotsky. *Histoire de la révolution russe* (1932)
- Veblen T., *Théorie de la classe de loisir*. Préface de R. Aron (Gallimard, 1970)
- Veblen T., *Les Ingénieurs et le capitalisme* (Vrin, 1971)
- Wiener Norbert, *Cybernétique et société. L'usage humain des êtres humains* (Éditions Christian Bourgois, 1971)

Bibliographie de Joseph Breton de la Perrière

- Boret Victor, *Le Paradis infernal*. Quillet. Paris. 1933
- Bonn (Dr) Maurice J., *Prosperity. La crise américaine*. Traduit de l'allemand par Blaise Briod (Grasset)
- Chase Stuart, *Men and Machines*. The Macmillan Cie. New York 1929 ; *Technocracy an interpretation* (The John Day Company. 386 Fourth Avenue. New York City, 1933)
- Druesne Maurice, *Les problèmes économiques et la technocratie* (Payot, Paris. 1933)
- Dubreuil H., *Robots or men ?* (Hayer and Brothers Publishers, 1930)
- Ford Henry, *Le Progrès*. Traduction Foerster (Payot, Paris. 1930)
- George Henri, *Progress and Poverty*. (Doubleday, Page et Cie. New York)
- Gide et Rist, *Histoire des doctrines économiques*
- Hamilton Mary Agnes, *In America to-day* (Hamish Hamilton. London, 1932)
- Jouvenel (Bertrand de), *La crise du capitalisme américain* (Gallimard. Paris, 1933)
- Jullien Jean, *Saint-Simon et le socialisme*. Thèse (Bordeaux, 1926)
- Kahn Otto H., *Les Etats-Unis et les grands problèmes financiers* (Perrin et Cie. Paris, 1922)
- Karl Marx, *Le Capital*. Résumé par Gabriel Deville (Ernest Flammarion. Paris)
- Living Age*. Revue. Janvier 1933
- L'Orientation Economique et financière*. Revue, 28 janvier 1933
- Louzon Robert, *L'Economie capitaliste* (Librairie du Travail. Paris, 1925)
- Maxwell James Clerc, *Matter and Motion* (The Scheldon Press. London. 1925)
- Milhaud, *Trêve de l'or, et clearing house international*. Plan pour le rétablissement des échanges internationaux. Belgique, 1933
- New Outlook* Revue. Décembre 1932
- Raymond Allen, *What is Technocracy ?* (New York and London – Whittlesey house, Me. Graw-Hill book company. I. N. C., 1933)
- Romier Lucien, *Qui sera le maître ? Europe ou Amérique ?* (Hachette. Paris, 1927)
- Rugg Harold, *The great Technology ; social chaos and the public mind* (The John Day Company. New York)
- Scott Howard and others, *Introduction to Technocracy. (With an introductory statement by the continenetal committee of Technocracy). The only authorized presentation* (John Lane, the Bodley Head LTD. Vigo street. London)
- Soddy Frederick, *Wealth, virtual wealth and debt. The solution of the economic paradox* (Allen et Unwin. London)
- Statistical abstract of the United State department of commerce. Fiftyfifth number. 1933. Government printing office. Washington.
- Veblen Thorstein, *Engineers and the price system*

Bibliographie de Wikipedia sur le mouvement technocratique

- Adair David, *The Technocrats 1919-1967 : a case study of conflict and change in a social movement*. Thèse universitaire, Simon Fraser University, 1970
- Bend Ernst, *From Technocracy to Net Energy Analysis : Engineers, Economists and recurring Energy Theories of Value*, Massachusetts Institute of Technology, 1982
- Dusek Val, *Philosophie of Technology : An Introduction*, Blackwell Publishing, 2006
- Elsner Henry, *The Technocrats : Prophets of Automation*, Syracuse University Press, 1967
- Martin-Nielsen Janet, *An Engineers's View of an Ideal Society : The Economic Reforms of C.H. Douglas, 1916-1920*, University of Toronto, 2007
- King Hubbert Marion, *Technocracy Study Course*, Technocracy Inc., 1945